

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec 

AVRIL 2017

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	-	1
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	-	3
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant le Taser.	-	4
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	-	7
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.	-	27
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.	-	28
7	Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2016-2017, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.	-	29
8	Pour l'année 2016-2017, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	-	30
9	Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	-	32
10	Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	-	33
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2016-2017 et comparaison avec les quatre années précédentes.	-	34
12	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2016-2017.	-	35
13	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2017-2018.	-	36
14	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2016-2017, en incluant les coûts.	-	37
15	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2016-2017.	-	39
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	-	40

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
17	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	-	79
18	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) Au 1 ^{er} mars 2016, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2017-2018; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2016 et le 31 mars 2017; e) Bilan des activités de l'UPAC; f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	-	81
19	Fournir une copie du rapport du Comité de surveillance et un diagnostic organisationnel des employés de l'UPAC.	-	88
20	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	-	89
21	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.	-	90
22	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	-	91
23	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.	-	113
24	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, le bénéficiaire, les mesures de suivi et contrôle applicables.	-	114
25	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2015-2016 et 2016-2017. Sommes totales prévues en subvention en 2017-2018.	-	115
26	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.		116
27	État de situation sur les activités du programme Prévention jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 pour chaque organisme ayant demandé la subvention.	-	117
28	Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2010.	-	118

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
29	Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.	-	122
30	État de situation au 31 mars 2017 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années: a) Le budget pour chacune des années. b) L'évolution du nombre d'employés. c) Une liste des interventions pour chacune des années. d) Tout autre document pertinent.	-	123
31	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2016-2017.	SQ	124
32	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018.	SQ	124
33	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2017, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	124
34	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2017		124
35	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2017.	SQ	124
36	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2016-2017 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2016 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	124
37	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	124
38	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2016-2017.	SQ	124
39	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	124
40	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	124
41	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2016-2017.	SQ	124
42	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2016-2017, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	125
43	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2016-2017.	SQ	125
44	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	125
45	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	125
46	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	125

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
47	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2016-2017, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2017-2018.	SQ	125
48	Pour chaque année depuis 2011-2012, indiquez, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	125
49	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	125
50	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	125
51	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	125
52	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2016-2017	-	126
53	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2016-2017.	-	127
54	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	-	128
55	Coût final de la construction de l'établissement de Roberval.	-	129
56	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.	-	130
57	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.	-	131
58	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	-	132
59	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2017; ventilation par condamné et prévenu.	-	133
60	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	-	134
61	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2016-2017.	-	145
62	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par établissement de détention.	-	146
63	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	-	147
64	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	-	148
65	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2016-2017.	52	149
66	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	-	150
67	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.	-	151

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
68	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	-	152
69	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	-	153
70	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	-	154
71	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	-	155
72	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	-	155
73	Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2010-2011, par année financière et par établissement de détention.	-	156
74	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.	-	157
75	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.	-	158
76	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2016-2017 et prévues en 2017-2018 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	-	159
77	Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.		161
78	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	-	162
79	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	-	164
80	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	-	165
81	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	-	166
82	Pour l'année 2016-2017, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	-	202
83	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2016-2017.	-	203
84	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.	-	204
85	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années incluant l'exercice 2016-2017.	-	205
86	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	-	208
87	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	-	209

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
88	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	-	210
89	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	-	212
90	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour pour les cinq dernières années.	-	213
91	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	-	214
92	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.	-	215
93	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.	-	216
94	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2017-2018. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectif prévu cette année.	-	218
95	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.		220
96	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	-	222
97	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.	-	223
98/204	État de situation au 31 mars 2017 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2016-2017 et fournir les prévisions pour 2017-2018. Ventiler la mise en oeuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2016-2017; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2017-2018; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	-	224
99	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2016-2017, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	-	225 et 278
100	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2016-2017.	-	226
101	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2016-2017 ainsi que les augmentations prévues.	-	227
102	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	-	228

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
103	La liste des enquêtes terminées en 2016-2017 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	-	229
104	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2017 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	-	230
105	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2016-2017.	-	231
106	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2016-2017.	-	232
107	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2016-2017 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	-	233
108	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2016-2017 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	-	234
109	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2016-2017 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	-	236
110	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	-	237
111	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2016-2017.	-	238
112	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2016-2017 ainsi que les augmentations prévues.	-	239
113	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2016-2017.	-	240
114	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2016, par catégorie et par origine.	-	241
115	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	-	242
116	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018.	-	243
117	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la commission pour la période 2016-2017, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	-	244
118	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2016-2017 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	-	247
119	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2016-2017.	-	248
120	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	-	250
121	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPNQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017.	-	251
122	La liste des dirigeants de l'ÉNPNQ, leur rémunération respective pour la période 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues.	-	252
123	La liste des cours offerts par l'ÉNPNQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	-	253
124	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPNQ et pour y graduer.	-	257

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
125	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPO pour l'année 2016-2017 et montant de la subvention prévue pour 2017-2018.	-	258
126	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017.	-	259
127	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	-	260
128	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2016-2017.	-	261
129	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	262
130	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	263
131	Le nombre de licences de bingo selon la catégorie, pour la période 2016-2017. <i>(Changement suite à de nouvelles règles depuis juin 2008 - « licences de bingo » et non « évènements de bingo »)</i>	-	264
132	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	-	265
133	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2016-2017.	-	266
134	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2016-2017, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	-	267
135	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	-	268
136	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	-	269
137	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	-	270
138	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2016-2017, par région.	-	271
139	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2016-2017.	-	272
140	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	-	273
141	Budget alloué au BEI pour l'année 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	-	274
142	Effectif du BEI en date du 31 mars 2017. Préciser pour chacun des postes suivants le nombre de policiers et le nombre de civils: enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	-	275
143	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2017-2018.	-	276
144	Fournir le détail de l'utilisation des sommes prévues en 2017-2018 (5 M\$) pour aider les municipalités à prévenir les risques associés à l'érosion côtière (mesure du budget 2017-2018).		277

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2016-2017

TOTAL	13 151 747 \$
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE¹	1 808 771 \$
LICENCES¹	1 037 475 \$
LOGICIELS¹	25 513 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	10 279 988 \$
Services professionnels - CSPQ	720 184 \$
Télécommunications - CSPQ	3 179 710 \$
Services professionnels internes ²	5 654 170 \$
Services professionnels externes	725 924 \$

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclus le temps capitalisable dans les projets.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

**QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information.
Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).**

2016-2017

TOTAL	288 261 \$
--------------	-------------------

ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 060 \$
---------------------------------------	-----------------

LICENCES	15 247 \$
-----------------	------------------

LOGICIELS	- \$
------------------	-------------

SERVICES PROFESSIONNELS	271 954 \$
Télécommunications - CSPQ	27 355 \$
Télécommunications externes	11 908 \$
Services professionnels - CSPQ	1 675 \$
Services professionnels internes	129 182 \$
Services professionnels externes	101 834 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Aucune en 2016-2017.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.
Aucune en 2016-2017.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015¹ concernant le Taser.

L'École a analysé et/ou obtenu les analyses suivantes en matière d'arme à impulsions électriques (AIE) :

Clarke, C., & Andrews, S. P. (2014). The ignitability of petrol vapours and potential for vapour phase explosion by use of TASER® law enforcement electronic control device. *Science & Justice*, 54(6), 412-420.

Criscione, J. C., & Kroll, M. W. (2014). Incapacitation recovery times from a conductive electrical weapon exposure. *Forensic science, medicine, and pathology*, 10(2), 203-207.

Ferdik, F. V., Kaminski, R. J., Cooney, M. D., & Sevigny, E. L. (2014). The Influence of Agency Policies on Conducted Energy Device Use and Police Use of Lethal Force. *Police Quarterly*, 1098611114548098.

Gill, J. R. (2014). The syndrome of excited delirium. *Forensic science, medicine, and pathology*, 10(2), 223-228.

Ho, J. D., Dawes, D. M., Chang, R. J., Nelson, R. S., & Miner, J. R. (2014). Physiologic effects of a new-generation conducted electrical weapon on human volunteers. *The Journal of emergency medicine*, 46(3), 428-435.

Kroll, M. W., Lakkireddy, D. R., Stone, J. R., & Luceri, R. M. (2014). TASER electronic control devices and cardiac arrests: coincidental or causal?. *Circulation*, 129(1), 93-100.

Kunz, S. N., Aronshtam, J., Tränkler, H. R., Kraus, S., Graw, M., & Peschel, O. (2014). Cardiac Changes Due to Electronic Control Devices? A Computer-Based Analysis of Electrical Effects at the Human Heart Caused by an ECD Pulse Applied to the Body's Exterior. *Journal of forensic sciences*, 59(3), 659-664.

O'Brien, A. J., & Thom, K. (2014). Police use of TASER devices in mental health emergencies: A review. *International journal of law and psychiatry*, 37(4), 420-426.

Zipes, D. P. (2014). TASER electronic control devices can cause cardiac arrest in humans. *Circulation*, 129(1), 101-111.

Toronto Police Service. « Conducted Energy Weapon ». *Police encounters with people in crisis* [en ligne]. An independent review conducted by the Honourable Frank Iacobucci. 2014, p. 244-247. Site: Toronto Police Service. http://www.torontopolice.on.ca/publications/files/reports/police_encounters_with_people_in_crisis_2014.pdf

Brandl, Steven G., & Stroshine, Meghan S. (2015). Oleoresin Capsicum Spray and TASERs : a Comparison of Factors Predicting Use and Effectiveness. *Criminal Justice Policy Review*, DOI: 10.1177/0887403415578732, p. 1-28.

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude de crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015² concernant le Taser.

Kane, Robert J., & White, Michael D., (2015). TASER® Exposure and Cognitive Impairment : Implications for Valid Miranda Waivers and the Timing of Police Custodial Interrogations. *Criminology & Public Policy*, 15(1), p. 79-107.

Smith, Michael R. (2015). TASER® Exposure, Miranda Warnings, and Police Interrogations : New Evidence and Implications. *Criminology & Public Policy*, 15(1), p. 75-78.

Drexel University. (2016). Taser Shock Disrupts Brain Function, has Implications for Police Interrogations. *Medical Press*, p. 1-3.

White, Michael D., Ready, Justin T., Kane, Robert J., Dario, Lisa M. (2014). Examining the Effects of the TASER on Cognitive functioning : Findings from a Pilot Study with Police Recruits. *Journal of Experimental Criminology*, 10(3), p. 267-290.

Conseil des académies canadiennes. Comité d'experts sur les incidences médicales et physiologiques de l'utilisation des armes à impulsions. *Effets sur la santé de l'utilisation des armes à impulsions*. Ottawa : Conseil des académies canadiennes, Académie canadienne des sciences de la santé, c2013. 102 p.

Adkins, L. D. (2017). A Policy Evaluation : Comparing Levels of Police Injuries Associated with the Use of Less-Lethal Instruments in Law Enforcement-Conducted Energy Devices vs. Other Less-Lethal Instruments (Doctoral dissertation, Walden University).

Ritchie, A. J., & Jones-Brown, D. (2017). Policing Race, Gender, and Sex : A Review of Law Enforcement Policies. *Women & Criminal Justice*, 27(1), 21-50.

Dawes, D. M., Ho, J. D., Reardon, R. F., & Miner, J. R. (2017). Erratum to echocardiographic evaluation of TASER X26 probe deployment into the chests of human volunteers *American journal of emergency medicine* (2010) 28, 49–55. *The American Journal of Emergency Medicine*.

² Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude de crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Proposer au gouvernement des actions visant à prévenir et à contrer l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution et la traite de personnes à des fins sexuelles.	MSP et SCF (coprésidence), MSSS, MEESR, MJQ, DPCP, MTESS, MIDI, SAA, MAMOT	Aucun	Lancement, le 28 octobre 2016, de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les conditions des membres de groupes criminels et sur les décisions du tribunal entourant la gestion des personnes incarcérées	Examiner et analyser les demandes touchant la détention de certaines clientèles pour en dégager les tendances stratégiques. Conseiller les autorités et les bureaux de plaideurs sur le traitement de ces requêtes. Examiner les décisions des tribunaux touchant aux conditions et au lieu de détention et prévoir des solutions concrètes afin de diminuer leur impact sur le fonctionnement des services correctionnels.	MSP, DPCP, MJQ et SQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité conjoint DGSC/Direction générale des services de justice et des registres	Trouver des solutions afin d'éviter les libérations par erreur et échanger sur d'autres sujets de nature opérationnelle touchant la DGSC et les greffes.	MSP et MJQ	Aucun	Travaux en continu
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes détenues par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).	MSP et ASFC	Aucun	Entente en processus de signature
Comité conjoint du MSP et du MSSS sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Transfert au 1 ^{er} avril 2016 des budgets des services de soins de santé de 9 établissements de détention, où certains services étaient déjà pris en charge par un établissement du réseau de la santé (Baie-Comeau, New Carlisle, Leclerc de Laval, Percé, Rimouski, Saint-Jérôme, Sherbrooke, Trois-Rivières et Hull). Transfert au 1 ^{er} avril 2017 du budget du service de soins de santé de l'établissement de Rivière-des-Prairies.
Comité sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP , MJQ, Magistrature	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	MSP, MTESS	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, de l'enseignement supérieur (MEES) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEES.	MSP, MEES	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre des organisations policières. Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'ENPQ. Ce comité veille également à la mise en œuvre du programme de formation policière menant à une attestation d'études collégiales en techniques policières. Il soumet aussi aux instances qui y sont représentées toute recommandation qui lui paraît pertinente.	MSP, MEES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec (SQ)	Réviser le modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la SQ.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec	Aucun	Travaux terminés Projet d'entente élaboré
Comité sur les témoins experts policiers	Dresser un état de situation sur les problématiques entourant les témoins experts policiers au Québec, particulièrement en emploi de la force. Identifier, en collaboration avec les organisations participantes, des pistes de solution permettant d'améliorer ce processus.	MSP, DPCP, ENPQ, Commissaire à la déontologie policière, SQ, SPVM	Aucun	Travaux terminés Recommandations formulées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la formation en matière d'interaction avec les membres des communautés autochtones	Dresser le portrait des compétences collégiales et celles relevant de l'ENPQ pouvant intégrer des contenus en matière d'interactions avec les membres des communautés autochtones, et particulièrement avec les femmes autochtones, ainsi que les contenus liés à l'interaction policière en lien avec les membres des communautés autochtones, et particulièrement avec les femmes autochtones.	MSP, MEES, ENPQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, la direction d'un corps de police autochtone, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en finalité
Comité consultatif sur la statistique policière	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère. 	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le doublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, MSSS, MEES, MIDI, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	<p>Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. leurs coûts; 4. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. <p>Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil.</p> <p>Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.</p>	MSP, SQ, SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), SPVQ (Service de police de la Ville de Québec), ENPQ, Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité	Aucun	Aucune rencontre
Comité santé et sécurité publique à l'égard des programmes de prévention des Infections transmises sexuellement et par le sang/Utilisation de drogues injectables (ITSS/UDI)	Améliorer la cohérence entre les actions de sécurité publique et les actions de santé publique auprès des personnes qui font usage de drogues injectables dans le respect des missions respectives et des lois en vigueur.	MSP, MSSS, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Terrebonne, ADPQ	Aucun	Travaux terminés en février 2017. Production de capsules d'information pour assurer une meilleure cohérence dans les interventions entre les intervenants de sécurité et de santé publique auprès des personnes utilisatrices de drogues injectables.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le <i>Guide de pratiques policières</i> .	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de la Ville de Terrebonne, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi pour la communication des inconduites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconduites policières.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCP et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales.	MSP, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux arrêtés. Mandat transféré dans d'autres comités dont celui sur la gestion électronique de la preuve mise en place par le MJQ.
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage. Uniformiser le processus de filtrage.	MSP, MEES, SQ, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 5	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur l'utilisation du réseau routier pour la tenue d'événements spéciaux (coprésidence MSP/MTQ)	Coordonner les interventions du MTQ et de la SQ en matière d'autorisation et de contrôle des événements spéciaux se déroulant sur les routes du Québec afin d'assurer la sécurité du public voyageur et des participants, tout en limitant les ressources affectées à ces événements et en soutenant le développement économique et social des régions.	MSP, SQ, MTQ	Aucun	Travaux terminés. Rapport déposé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Améliorer et harmoniser les pratiques policières; Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions; Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants; Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue ; Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	Documenter, suivre et analyser de manière continue la conduite des véhicules de police, Analyser la formation offerte par l'École nationale de police ainsi que par les corps de police; Analyser les données statistiques relatives aux collisions ou toutes autres données jugées pertinentes; Déterminer les meilleures pratiques en considérant les nouvelles technologies et équipements disponibles dans le but d'adapter, de revoir la formation et d'uniformiser les pratiques policières; Proposer aux instances concernées, le cas échéant, des recommandations permettant de mieux encadrer, d'améliorer et de maintenir les compétences policières en conduite.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	Participer à la mise en place et au suivi des mesures du plan d'action gouvernemental 2015-2018 concernant la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières. Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police; Développer une expertise sur le profilage racial; Conseiller le MSP en matière de profilage racial.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Connaître les initiatives existantes et dégager les pratiques efficaces sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Wendake (représentant des corps de police autochtones)	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif sur l'application des mesures extrajudiciaires par les policiers (LSJPA)	Élaborer et diffuser des outils de formation sur les mesures extrajudiciaires appliquées par les policiers.	MSP, MJQ, MSSS, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ENPQ, ADPQ, Services de police de la Ville de Granby, de la Ville de Terrebonne et de l'agglomération de Longueuil, Association des centres jeunesse du Québec, Centre jeunesse de Montréal, Centre communautaire juridique de Montréal, Réseau des organismes de justice alternative du Québec	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les empreintes digitales	Résoudre les problématiques relatives à la prise des empreintes digitales et à leur enregistrement au casier judiciaire géré par la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la Loi sur l'identification des criminels.	MSP, SQ, ENPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Repentigny, Service de police de Laval, ADPQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Le mandat du comité est de documenter, de suivre, d'analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-de Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Réévaluer la structure actuelle des pratiques policières liées à l'emploi de la force. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques. Analyser les recommandations des rapports d'enquête (coroner, déontologie, etc.) en lien avec l'emploi de la force et en assurer le suivi. Orienter les autorités du MSP sur toute question relative à l'emploi de la force et traiter tout mandat en lien avec l'emploi de la force. Effectuer une vigie relative aux dossiers en emploi de la force.	MSP, ENPQ, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Laval, Corps de police représentant les niveaux 1 et 2, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur l'entrevue non suggestive	Discuter avec tous les acteurs concernés des problématiques reliées à l'entrevue non suggestive. Clarifier le rôle et les responsabilités des policiers et des intervenants de la DPJ lors de l'entrevue non suggestive des mineurs. Élaborer une procédure provinciale sur l'entrevue non suggestive qui après approbation des autorités sera inscrite dans la mise à jour de l'entente.	MSP, MSSS, DPCP, MJQ, MFA, MEES	Aucun	Travaux terminés. Rédaction d'une procédure provinciale sur l'entrevue non suggestive clarifiant les rôles et responsabilités des intervenants concernés qui sera inscrite dans la mise à jour de l'entente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les véhicules aériens non habités (drones)	Discuter avec les acteurs concernés des problématiques reliées à l'achat et l'utilisation des drones par les corps policiers. Évaluer les aspects techniques et juridiques de l'utilisation des drones par les corps policiers, les particuliers et les entreprises. Définir un cadre d'utilisation des drones lors d'opérations policières et le cas échéant, en lien avec le niveau de service.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, ENPQ, LSJML, Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en cours
Comité chargé d'évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra.	Évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra visant à filmer leurs interventions. Déterminer les besoins opérationnels des policiers et mieux cerner les contraintes techniques et juridiques, afin de s'assurer de la conformité de l'utilisation des caméras par les policiers avec les lois applicables. Élaborer un cadre national entourant l'utilisation de caméras par les policiers, si requis.	ENPQ, MJQ, DPCP, Cour municipale de Montréal, représentants de tous les niveaux de services des corps de police au Québec, (ADPQ).	Aucun	Travaux en cours
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer. Assurer le suivi des résultats des équipes policières subventionnées	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Définir la notion de crimes économiques et financiers. Déterminer un certain nombre de critères permettant d'identifier les stratagèmes pouvant être traités par les unités d'enquête. Présenter et décrire les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes. Décrire les moyens mis en place dans d'autres juridictions. Proposer au Comité de planification et de suivi des façons de faire visant à contrer ce type de crimes. Mettre en place un mécanisme de veille afin de maintenir à jour le niveau de connaissance de l'unité d'enquête. Collaborer à l'élaboration de la formation offerte aux unités d'enquête.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en continu
ACCEF- Groupe de travail sur la mise en œuvre de la Loi sur les entreprises de services monétaires (<i>Ad hoc</i>)	Conformément à l'article 83 de la Loi sur les entreprises de services monétaires (LESM), le ministre des Finances doit, au plus tard le 1er avril 2017 et par la suite tous les cinq ans, faire au gouvernement un rapport sur la mise en œuvre de la LESM, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier. Les articles 8, 9, 49 et le deuxième alinéa de l'article 76 de la LESM étant à la charge du ministre de la Sécurité publique, la collaboration du MSP a été sollicitée dans la préparation d'un rapport préliminaire concernant l'application de ces articles. Comme la LESM a pour principal objectif de faciliter la lutte contre l'évasion fiscale et le crime organisé, le rapport s'intéresse également aux retombées observées dans ces domaines.	MSP, AMF, SQ, SPVM, RQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur le déroulement des enquêtes indépendantes	Recueillir et analyser les observations des intervenants concernés sur la mise en pratique des obligations prévus au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, en vigueur depuis le 27 juin 2016.	MSP, Bureau des enquêtes indépendantes, ADPQ, DPCP, SPVQ, SPVM, SQ	Aucun	Travaux en cours
Projet Nocturne – Comité de suivi	Assurer la coordination du programme et son évolution. Il a également pour mandat de favoriser le partenariat entre les corps policiers et les propriétaires de bars.	MSP, SQ, SPVM, ADPQ, Service de police de la Ville de St-Jérôme, Régie de police de Memphrémagog, Service de police de Laval, Corporation des propriétaires de bars	Aucun	Travaux suspendus
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes sur des fraudes touchant plusieurs M/O et améliorer leur coordination. Conseiller les décideurs sur les modifications législatives et réglementaires permettant de lutter plus efficacement contre la fraude.	MSP, DEC, MTESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur la production de marijuana à des fins médicales (<i>Ad hoc</i>)	Faire le point, au besoin, sur les impacts du nouveau règlement sur la marijuana à des fins médicales, notamment pour les municipalités, cerner les différents enjeux de sécurité publique et coordonner les communications auprès des divers intervenants concernés, le cas échéant.	MSP, MAMOT, MSSS, UMQ, FQM, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Granby et Service de police de la Ville de Terrebonne.	Aucun	Travaux terminés
Comité consultatif sur les jeux de hasard (<i>Ad hoc</i>)	Consulter les ministères et les organismes concernés par les questions abordées par le groupe de travail FPT sur les jeux de hasard piloté par Justice Canada auquel participent le MSP et le MJQ.	MSP, MJQ, SQ, MFQ, Loto-Québec, RACJ, MCE	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de coordination et de suivi sur la radicalisation	Favoriser la cohérence des actions entreprises en permettant aux intervenants du milieu de la sécurité publique au Québec de se réunir, de se concerter et de discuter des enjeux liés à la radicalisation.	MSP, GRC, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, CPRMV, Service de police de Laval, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de la Ville de Gatineau et École nationale de police du Québec.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur l'administration de la justice pour les Cris	Identifier les besoins et faire des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en regard de l'administration de la justice pour les Cris et quant à l'utilisation prévue des montants versés en vertu de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement de la nation crie.	MSP, MJQ, SAA, Gouvernement de la nation crie (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Enquêter et de formuler des recommandations pour améliorer l'accès à la justice et les services correctionnels et d'identifier les actions pour répondre aux différentes questions liées à ces services au Nunavik.	MSP, MJQ, Makivik, ARK, Corps de police régional Kativik (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en oeuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CNESST, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MTESS, MESI, MERN, MFFP, MSSS, MTMDET, MTESS – Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, MCC, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIF, RQ, STQ, Tourisme Québec, MFA, MIDI, et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, MTESS – Services Québec, MERN, SQ, HQ, MTESS, MAPAQ, MTMDET, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MRIF et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MESI, MAPAQ, MTESS – Services Québec, MDDELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMOT, MTMDET et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail interministériel sur la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable.	MSP, MAPAQ, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MTESS, MERN, MSSS, MTMDET, SCT, SHQ, RBQ, MTESS – Services Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MFQ, MESI, MAPAQ, SHQ, SQI, MTESS – Services Québec, MDDELCC, MAMOT, MERN, MFFP, HQ, CSPQ, SQ, MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTMDET, SQ, MSSS, MERN, SÉPAQ, SAAQ, CNESST, MAMOT, ACSIQ, MFFP, MTESS - Services Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité restreint de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Effectuer le suivi des recommandations du Portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec.	MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CNESST, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MERN, MSSS, MTMDET, RBQ, MTESS - Services Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MEIE, MTESS, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, SCT, SQ, HQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ CBRNE	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, MTMDET, SQ et CNESST.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDET, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDET, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MAMOT, MDDELCC, MFFP, MSP et MTMDET.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif fédéral / provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la Ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre de la Sécurité publique et de Sécurité publique du Canada, des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, <i>a priori</i> , à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMOT, MDDELCC. Ministères fédéraux.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MDDELCC, MSP, MAMOT, MTMDET, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur le renouvellement des orientations en matière d'aménagement du territoire – la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain	Revoir les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire concernant la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain et établir les attentes envers le milieu municipal.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MERN et MTMDET.	Aucun	Travaux terminés : Adoption de l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire sur les glissements de terrain et publication de documents d'accompagnement. http://www.mamot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/orientations-gouvernementales/glissements-de-terrain-dans-les-depots-meubles/
Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	Assumer un rôle d'orientation, de suivi, de recommandations et de soutien technique concernant l'aménagement durable des villages nordiques.	MDDELCC, MELs, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, HQ, RBQ, SAA, SHQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile et incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMOT, ÉNAP, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal).	Aucun	Travaux ad-hoc selon les besoins
Comité régional rétablissement – Région : Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement et de prévention.	MSP, MTMDET, MAMROT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, Services Québec et ASSS.	Aucun	Travaux ad-hoc selon les besoins
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MELs, Services Québec, MSP.	Aucun	Travaux ad-hoc selon les besoins

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur les protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone	Valider quatre protocoles d'intervention en présence de monoxyde de carbone et mettre à jour les lignes directrices du MSP à cet effet. Pour leur sécurité, les pompiers doivent adapter leurs interventions lorsqu'il y a présence de monoxyde de carbone.	MSP, ACSIQ, MSSS, Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale), CNESST.	Aucun	Travaux terminés : le document « Lignes directrices pour favoriser l'intervention en présence de monoxyde de carbone » a été mis en ligne sur le site web du MSP le 23 août 2016.
Groupe de travail sur les feux de forêt	Résoudre les problématiques existantes reliées à la gestion du risque de feux de forêt. Préparer et arrimer les ressources et les stratégies pour la saison des feux de forêt.	MSP, MFFP, SQ et SOPFEU.	Aucun	Travaux en continu
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience; vérifier si une bonification est possible en ce qui concerne la contribution qu'apporte le gouvernement dans son rôle de soutien aux municipalités afin que ces dernières puissent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité civile.	MSP, MAMOT, MSSS, MDDELCC, MAPAQ, MTMDT, MTESS (Services Québec), UMQ et FQM.	Aucun	Travaux complétés : Consultation de l'UMQ et de la FQM sur le projet de règlement établi en vertu de l'article 194 de la Loi sur la sécurité civile. Consultation pour l'élaboration de fiches « eau ». Travaux ad hoc selon les besoins.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2015-2016, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences du ministère de la Sécurité publique	MSP, Agence 9-1-1, MAMOT, MSSS, SQ, ACSIQ, ACUQ, RDSISQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ, Bell Canada.	Aucun	Travaux en continu
Comité régional de rétablissement et de prévention Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour la protection et la réhabilitation du littoral de Percé	Accompagner la Ville de Percé dans la préparation des demandes et des autorisations nécessaires à la réalisation du projet de protection et de réhabilitation du littoral et assurer que le projet respecte les lois et règlements en vigueur au Québec.	MAMOT, MDDELCC, MERN, MESI, MCC, MTMDDET, MFFP, MCE, Services Québec. Ministères fédéraux : MPO, DEC, MTO.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2016-2017, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Des mesures de contrôle des dépenses ont été appliquées pour l'exercice financier 2016-2017 afin de contribuer à l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Ainsi, les dépenses suivantes ont été limitées à ce qui était essentiel à la réalisation de la mission du MSP :

- le temps supplémentaire;
- le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction;
- les dépenses de formation;
- l'octroi de contrats;
- les dépenses de publicité et de déplacement;
- la tenue de réunions et de rencontre à l'extérieur des lieux de travail;
- la promesse et l'octroi de subventions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2016-2017, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	Voir réponse aux questions 142 et 143	Aucun mandat renouvelé au cours de l'exercice financier 2016-2017	M. Patrice Abel, superviseur - 3 octobre 2016 au 2 octobre 2021: 94 187 \$	9 595 \$
			Mme Mambuene Muaka, enquêteur – 17 octobre 2016 au 16 octobre 2021: 81 393 \$	
			Mme Sophie L'Italien, enquêteur – 6 mars 2017 au 5 mars 2022: 108 871 \$	
			M. Julien Turcot, enquêteur – 17 octobre 2016 au 16 octobre 2021: 86 131 \$	
			M. Kenny Yu, enquêteur – 17 octobre 2016 au 16 octobre 2021 : 81 393 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2016-2017, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère fournir :
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 126 et 127	Voir réponse aux questions 126 et 127	Voir réponse aux questions 126 et 127	7 154 \$
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 116 et 117	Voir réponse aux questions 116 et 117	Voir réponse aux questions 116 et 117	93 350 \$
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 100 et 101	Voir réponse aux questions 100 et 101	Voir réponse aux questions 100 et 101	6 955 \$
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 106 et 107	Voir réponse aux questions 106 et 107	Voir réponse aux questions 106 et 107	3 129 \$
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 111 et 112	Voir réponse aux questions 111 et 112	Voir réponse aux questions 111 et 112	12 936 \$
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	Voir réponse C)	Voir réponse C)	1-Commissaire, M. Robert Lafrenière : nommé le 16 avril 2016 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2016-2017 : 169 583 \$. 2-Commissaire associé aux vérifications administratives, M. Michel Pelletier : nommé le 17 août 2016 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2016-2017 : 160 592 \$. 3-Commissaire associé à la vérification de l'intégrité des entreprises, M. Marcel Forget : nommé le 13 novembre 2013 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2016-2017 : 148 958 \$.	5 000 \$

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <http://www.premier.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>.
Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Direction support et services à la gestion ¹	4
Direction générale des services correctionnels	83
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1
Direction générale des affaires policières	24
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	9
Régie des alcools, des courses et des jeux	3
Bureau du coroner	4
Commissaire à la déontologie policière	0
Comité de déontologie policière	0
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
Commissaire à la lutte contre la corruption	6
<u>TOTAL</u>	<u>135</u>

Source : Les données sont en date du 28 février 2017 et ont été extraites de SAGIP.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique..
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
¹La Direction support et services à la gestion inclut le BSM.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Pour l'année 2016-2017, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **3** employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Direction générale des services correctionnels	3
TOTAL	3

Source : SAGIP au 28 février 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2016-2017 et comparaison avec les quatre années précédentes.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2016-2017 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 28 février 2017	Nbre employés occ au au 28 février 2017	%
Bureau du sous-ministre	46	4	9 %
Direction générale des services à la gestion	215	17	8 %
Direction générale des services correctionnels	4 266	358	8 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	143	23	16 %
Direction générale des affaires policières	483	99	20 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	176	23	13 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	179	42	23 %
Bureau du coroner	43	14	33 %
Commissaire à la déontologie policière	30	3	10 %
Comité de déontologie policière	8	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	30	5	17 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	87	12	14 %
Bureau des enquêtes indépendantes	8	0	0 %

Source : SAGIP - Portrait au 28 février 2017 pour 2016-2017. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
 Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
 Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2016-2017

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2016-2017 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nb d'employés occasionnels au 28 février 2017 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	600	235	39 %
Bureau de la sous-ministre	4	2	50 %
Direction générale des services à la gestion	17	1	6 %
Direction générale des services correctionnels	358	214	60 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	23	0	0 %
Direction générale des affaires policières	99	7	7 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	23	5	22 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	42	1	2 %
Bureau du coroner	14	1	7 %
Commissaire à la déontologie policière	3	1	33 %
Comité de déontologie policière	0	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	5	0	0 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	12	3	25 %
Bureau des enquêtes indépendantes	0	0	0 %

Source : Les données sont en date du 28 février 2017 et ont été extraites de SAGIP.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2016-2017, en incluant les coûts.

Évaluation d'une activité de formation en sécurité civile agréée par le ministère de la Sécurité publique (MSP)

La collecte des données a été réalisée auprès de personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui ont suivi une formation agréée en sécurité civile (liste disponible sur notre site Internet <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/formation-agreee/formation-activites.html>). Ces personnes sont invitées lorsqu'elles suivent la formation à remplir le sondage disponible en ligne sur notre site Internet. La participation à ce sondage est volontaire.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Questionnaire d'appréciation du site jeunesse

La collecte des données a été réalisée auprès des enseignants qui utilisent le site S.O.S Sécuro avec leurs élèves.

Le sondage est disponible en tout temps sur le site S.O.S Sécuro et il est rempli sur une base volontaire.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage sur la Semaine de la sécurité civile 2016

La collecte des données a été réalisée auprès des personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui s'intéressent à la mission du MSP. Une infolettre, des publications sur les médias sociaux et une nouvelle en page d'accueil du site Internet du MSP ont été utilisées pour inviter les personnes à répondre au sondage. La participation était volontaire.

Le sondage portait sur la notoriété de la Semaine de la sécurité civile 2016.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage d'appréciation du 8^e Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2016

La collecte des données a été réalisée auprès des participants au Colloque des directeurs de police autochtone du Québec.

Les participants ont reçu une invitation par courriel à participer au sondage.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage sur la Semaine de la prévention des incendies 2016

La collecte des données a été réalisée auprès des personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui s'intéressent à la mission du MSP. Des publications sur les médias sociaux et une nouvelle en page d'accueil du site Internet du MSP ont été utilisées pour inviter les personnes à répondre au sondage. La participation était volontaire.

Le sondage portait sur la notoriété de la Semaine de la prévention des incendies 2016.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2016-2017, en incluant les coûts.
<p>Sondage sur la qualité des services offerts – En lien avec la déclaration de services aux citoyens</p> <p>La collecte des données est réalisée en continu, sur notre site web, auprès des personnes (plaignants, policiers et témoins) qui reçoivent des services du Comité.</p> <p>Travaux entièrement réalisés à l’interne.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2016-2017.

Le 19 juin 2013, le gouvernement a adopté le Cadre pour la prévention de sinistres 2013-2020 permettant de générer des investissements en appréciation, en traitement et en communication pour les risques érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre et pour ceux liés à une origine anthropique (risques industriels), à certains aléas nordiques et aux feux de forêt. Ces investissements pourraient atteindre 96,4 M\$, soit :

- 43,4 M\$ en appréciation (analyse et recherche sur les risques);
- 49,5 M\$ en traitement (travaux de prévention et d'atténuation);
- 3,5 M\$ en communication des risques.

Plus précisément pour les risques érosion et submersion côtières, les investissements au cours de la période 2013-2020 pourraient atteindre 10 M\$ en appréciation et 11,4 M\$ en traitement des risques.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres, un montant total de 672 k\$ a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières :

- 100 000 \$ - Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2016-2019 (UQAR);
- 100 000 \$ - Reconstitution historique et projection des variations du niveau marin relatif pour l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent (UQAR);
- 175 000 \$ - Développement de plateformes topo-bathymétriques polyvalentes optimisées pour une utilisation en zones côtières (UQAR);
- 40 000 \$ - Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection utilisées au Québec et à l'international pour faire face aux aléas côtiers (UQAR);
- 35 000 \$ - Suivi morphosédimentologique d'une plage de la Côte-Nord dans le cadre de l'expérimentation du système *Rolodune* visant à réduire les effets de l'érosion côtière (UQAR);
- 200 000 \$ - Développement et application d'une méthodologie d'analyse de risque et de solutions pour l'érosion et la submersion côtière (UQAR);
- 22 000 \$ - Imagerie tomographique géoélectrique de plages affectées par l'érosion côtière (INRS).

De plus, dans le cadre du Programme spécifique relatif aux grandes marées de 2010 (décret 113-201), un montant de 474,6 k\$ a été versé pour des travaux de protection des berges dans les municipalités suivantes : Les Méchins, Pointe-Lebel, Pointe-aux-Outardes, Sainte-Luce et Godbout au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

* Veuillez prendre note que les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) et BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER (BC)	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/fileadmin/diffusion-des-renseignementsrelatifs-aux-depenses/mind.html

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Colloque sur l'état de situation de la lutte contre la corruption. L'objectif est de faire le point sur ce sujet d'actualité, de poser un regard sur les résultats obtenus jusqu'à présent et de préciser les défis futurs.	Direction principale de la sécurité de l'État	3	2016-04-05	Espace Rive-sud 500, avenue du Golf La Prairie (Québec) J5R 0A5 Canada	100,00 \$
18e Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec - Conférence sur la tragédie de Paris - Portrait des défis opérationnels, stratégiques, décisionnels, médiatiques et politiques auxquels la police nationale française a été confrontée ainsi que des enjeux auxquels elle doit faire face dorénavant afin d'assurer un climat social sécuritaire au sein de la population.	Équipe de soutien administratif (Direction générale des affaires policières)	1	2016-06-01	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1 Canada	100,00 \$
18e Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec - Conférence sur la tragédie de Paris - Portrait des défis opérationnels, stratégiques, décisionnels, médiatiques et politiques auxquels la police nationale française a été confrontée ainsi que des enjeux auxquels elle doit faire face dorénavant afin d'assurer un climat social sécuritaire au sein de la population.	Direction générale adjointe des affaires policières	1	2016-06-01	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1 Canada	100,00 \$
18e Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec - Conférence sur la tragédie de Paris - Portrait des défis opérationnels, stratégiques, décisionnels, médiatiques et politiques auxquels la police nationale française a été confrontée ainsi que des enjeux auxquels elle doit faire face dorénavant afin d'assurer un climat social sécuritaire au sein de la population.	Direction de la prévention et de l'organisation policière	2	2016-06-01	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1 Canada	100,00 \$
18e Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec - Conférence sur la tragédie de Paris - Portrait des défis opérationnels, stratégiques, décisionnels, médiatiques et politiques auxquels la police nationale française a été confrontée ainsi que des enjeux auxquels elle doit faire face dorénavant afin d'assurer un climat social sécuritaire au sein de la population.	Direction principale de la sécurité de l'État	2	2016-06-01	Hôtel Delta Sherbrooke 2685, rue King ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1 Canada	100,00 \$

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Séminaire sur la radicalisation au Québec. Comment agir, prévenir et détecter la radicalisation. Partage des expertises de plusieurs acteurs engagés dans la lutte à la radicalisation au Québec.	Direction principale de la sécurité de l'État	2	2016-04-06	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$
Séminaire sur la radicalisation au Québec. Comment agir, prévenir et détecter la radicalisation. Partage des expertises de plusieurs acteurs engagés dans la lutte à la radicalisation au Québec.	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	2016-04-06	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$
Colloque GARDESO - Première édition du groupe sur l'analyse, la recherche et le développement en source ouverte.	Direction principale de la sécurité de l'État	1	2016-06-02	Université de Montréal 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1NB Canada	43,49 \$
Conférence sur la tragédie de Paris - Portrait des événements s'étant produits à Paris le 13 novembre 2015: ensemble des défis opérationnels, stratégiques, décisionnels, médiatiques et politiques auxquels les troupes ont été confrontées et les enjeux auxquels elles doivent dorénavant faire face.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	5	2016-06-01	22, boul. Sainte-Rose est Laval (Québec) H7L 3E4 Canada	100,00 \$
Rencontre du Gordon Research Center - Conférence réunissant des spécialistes en biologie judiciaire et qui mettait l'accent sur les technologies de pointe en empreintes génétiques ainsi que sur les nouvelles technologies offrant de nouvelles possibilités d'identification humaine par l'ADN.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2016-0618	56, Packard's Road Waterville Valley (New Hampshire) 03215 États-Unis	1 742,38 \$
Congrès de l'Association of Firearm and Toolmark Examiners - Congrès le plus important en Amérique dédié à l'analyse judiciaire des armes à feu.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2016-05-28	Hilton New Orleans Riverside Two Poydras Street New Orleans (Louisiane), 70130 États-Unis	835,15 \$
Cours de secourisme - Cours donné par Trauma-Secours	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	3	2016-05-24	4556, rue Sainte-Catherine est Montréal (Québec) H1V 1Y7 Canada	104,00 \$
Cours sur logiciel - Final Cut Pro X 101, volets 1 et 2	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2016-04-06	301, boul. de Maisonneuve est Montréal (Québec) H2X 1K1 Canada	1 179,90 \$
Congrès de l'American society of Crime laboratory Directors. Congrès qui mettait l'accent sur les derniers développements dans le domaine de la gestion des laboratoires. Il a permis de partager des informations, d'améliorer les communications entre les directeurs des laboratoires judiciaires et de partager les meilleures pratiques de gestion.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1	2016-04-24	Hyatt Regency 900 Bellevue Way Bellevue (Washington) 98004 États-Unis	743,59 \$

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation en secourisme - Formation de secourisme en milieu de travail reconnue par la CSST afin d'intervenir en cas d'urgence et d'appliquer les principes d'intervention avant l'arrivée des services médicaux d'urgence	Centre des opérations gouvernementales	2	2016-06-20	Formation Prévention Secours inc. 1515, avenue Saint-Jean-Baptiste Québec (Québec) G2E 5E2 Canada	104,00 \$
Conférence touchant l'estuaire moyen du Saint-Laurent - Conférence organisée par le Comité de zones d'intervention prioritaire (ZIP) du Sud-de-l'Estuaire sur l'enjeu des ressources et écosystèmes, étroitement associé à l'enjeu de la qualité de l'eau et de la contamination ainsi que celui de l'érosion et la submersion côtière.	Directions générales: Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine et Direction régionale Capitale nationale Chaudière Appalaches et Nunavik	3	2016-06-10	Restaurant de la Plage 195, boul. Blais est Berthier-sur-Mer (Québec) G0R 1E0	20,00 \$
Congrès Green Mountain DNA Conference - L'accent était mis sur l'évolution des nouvelles technologies et l'acquisition de nouvelles connaissances sur l'avancement des processus analytiques en biologie judiciaire.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2	2016-07-31	Sheraton Burlington Hotel & Conference Center 870 Williston Road Burlington (Vermont) 05403 États-Unis	250,00 \$
60e Congrès de la Société canadienne des sciences judiciaires - Congrès se tenant à Montréal et qui s'adresse à tous les domaines des sciences judiciaires, de la médecine légale et des techniques criminalistiques.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	57	2016-05-06	Hôtel Delta 475, avenue du Président-Kennedy Montréal (Québec) H3A 1J7 Canada	170,00 \$
Conférence sur la tragédie de Paris - Présentation des faits se rapportant à l'événement du Bataclan à Paris aux responsables des mesures d'urgence	Direction des opérations	1	2016-06-01	Hotel Delta 2685, rue King ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1 Canada	100,00 \$
Passeport maître instructeur RCR 2016-2017 [1] Cotisation annuelle 2016-2017 - Diverses formations à l'intention des " maître-instructeurs " RCR	Service de l'analyse et du soutien aux opérations (Direction principale de la sécurité dans les palais de justice et des affaires autochtones et du Nord)	1	2016-04-16	1048, rue Moisan Pointe-Calumet (Québec) JON 1G5 Canada	150,00 \$
Séminaire sur la radicalisation au Québec. -Comment agir, prévenir et détecter la radicalisation. Partage des expertises de plusieurs acteurs engagés dans la lutte à la radicalisation au Québec.	Service de l'analyse et du soutien aux opérations (Direction principale de la sécurité dans les palais de justice et des affaires autochtones et du Nord)	2	2016-04-06	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$

[1] **Passeport maître instructeur RCR 2016-2017**
Il s'agit d'un abonnement annuel permettant de suivre plusieurs formations. Ces formations ont lieu à plusieurs endroits.

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation Conduite de véhicule - Techniques de base et déplacements d'urgence	Direction de la protection des personnalités	7	2016-05-11	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	1 603,12 \$
Colloque en droit du travail patronal-syndical . Colloque portant sur des questions liées au droit du travail	Direction des ressources humaines	1	2016-04-13	Château-Laurier 1220, Place George-V Québec (Québec) G1R 5B8 Canada	455,00 \$
École nationale d'administration publique. Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise.	Direction des ressources humaines	3	2016-04-21	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest est Québec (Québec) G1K 9E5 Canada	3 800,00 \$
Grand Événement RH 2016 organisé par l'Association des conseillers en gestion des ressources humaines du gouvernement du Québec	Direction des ressources humaines	7	2016-04-27	Université Laval - Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	150,00 \$
Grand Événement RH 2016 organisé par l'Association des conseillers en gestion des ressources humaines du gouvernement du Québec	Direction des ressources humaines	2	2016-04-27	Université Laval - Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	300,00 \$
Grand rendez-vous santé et sécurité au travail. - Colloque organisé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.	Direction des ressources humaines	1	2016-05-04	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Lévesque est Québec (Québec) G1A 1B4 Canada	250,00 \$
Questionnaire Trima - Questionnaire utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé.	Direction des technologies de l'information	1	2016-06-21	Établissement de détention de Trois-Rivières 7600, boul. Parent Trois-Rivières (Québec) G9A 5E1 Canada	125,00 \$
Questionnaire Trima - Questionnaire utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé.	Direction des technologies de l'information	1	2016-06-28	Direction des services professionnels correctionnels - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine 484, avenue de l'Hôtel de Ville Chandler (Québec) G0C 1K0	125,00 \$

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Angular 2 - Formation en géomatique	Direction des technologies de l'information	1	2016-06-06	Cégep de Sainte-Foy 2410, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1V 1T3 Canada	995,00 \$
NorthSec - Conférences portant sur la sécurité de l'information	Direction des technologies de l'information	4	2016-05-20	Marché Bonsecours 320, rue Saint-Paul est Montréal (Québec) H2Y 1H2 Canada	143,00 \$
CISSP - Certified information Systems Security Professionnal [2] Renouvellement de certification en sécurité de systèmes informatiques (aux trois ans)	Direction des technologies de l'information	1	2016-05-31	Sans-objet - Formation en ligne Canada	85,00 \$
Colloque sur les meilleures pratiques et tendances en audit interne et conformité	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	1	2016-05-05	Hôtel Québec 3115 avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6 Canada	210,60 \$
Cours de perfectionnement du notariat 89e session - Programme régulier	Bureau du sous-ministre	1	2016-04-22	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René Lévesque est Québec (Québec) G1R 5T8 Canada	315,00 \$
Séminaire - Séminaire sur la radicalisation	Direction du conseil à l'organisation (Direction générale des services correctionnels)	1	2016-04-06	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [3] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Sherbrooke	5	2016-06-13	Centre Mariannhill 2075, Chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7 Canada	250,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [4] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Direction des services professionnels correctionnels de l'Estrie	1	2016-06-01	Cégep de Trois-Rivières 3175, boul. Laviolette Trois-Rivières (Québec) G8Z 1E9 Canada	250,00 \$
Formation Emploi de la force [5] Formation sur l'emploi de la force aux cadres	Établissement de détention de Saint-Jérôme	29	2016-05-24	Les 3 délices 2164, Montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 2L2 Canada	34,50 \$
Formation de tir [6] Programme de formation et d'accréditation sur les armes à feu sur les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Saint-Jérôme	35	2016-04-12	Les 3 délices 2164, Montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 2L2 Canada	21,50 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [7] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Saint-Jérôme	5	2016-06-09	Cégep Marie-Victorin 700, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$

[2] CISSP - Certified information Systems Security Professionnal
Formation en ligne - Aucune adresse à inscrire

[3] Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé
Formation les 13 et 14 juin 2016

[4] Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé
Formation les 1er et juin 2016

[5] Formation Emploi de la Force
Formation les 24 et 31 mai et le 7 juin 2016.

[6] Formation de tir
Formation les 12 et 19 avril, le 9 mai et le 6 juin 2016.

[7] Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé
Formation les 9 et 10 juin 2016

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation de tir [8] Programme de formation et d'accréditation sur les armes à feu sur les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Saint-Jérôme	93	2016-04-04	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal inc. 2206, 52e avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3 Canada	130,00 \$
Formation équipe correctionnelle d'urgence [9] Formation équipe correctionnelles d'intervention d'urgence offerte aux agents de services correctionnels et aux gestionnaires	Établissement de détention de Saint-Jérôme	35	2016-04-21	Municipalité de Sainte-Sophie 2212, rue de l'Hôtel-de-Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1A1 Canada	17,00 \$
Formation de tir [10] Programme de formation et d'accréditation sur les armes à feu sur les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention Leclerc de Laval	28	2016-04-04	1790, rue J.A. Roy Joliette (Québec)J6E 9H6 Canada	64,00 \$
Formation technique d'intervention physique [11] Formation offerte aux agents des services correctionnels	Établissement de détention d'Amos	21	2016-05-11	Atmosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 est Amos (Québec) J9T 1N6 Canada	36,00 \$
Formation de tir [12] Programme de formation et d'accréditation sur les armes à feu sur les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	152	2016-04-05	1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6 Canada	64,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [13] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	2	2016-05-18	Cégep Marie-Victorin 700, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [14] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Bureau du réseau correctionnel de Montréal	1	2016-06-14	Cégep Marie-Victorin 700, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [15] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Québec	1	2016-04-14	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [16] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention de Baie-Comeau	2	2016-04-19	Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2 Canada	250,00 \$
Séminaire sur la radicalisation au Québec. Comment agir, prévenir et détecter la radicalisation. Partage des expertises de plusieurs acteurs engagés dans la lutte à la radicalisation au Québec.	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	2	2016-04-06	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$

[8] CISSP - Formation de tir
Formation durant 28 jours en avril, mai et juin 2016.

[9] Formation Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence
Formation les 21 avril et 15 juin 2016

[10] Formation de tir
Formation en avril et mai 2016

[11] Formation technique d'intervention physique
Formation les 29, 30, 31 mars et les 11, 12, 18, 19, 24 et 25 mai.

[12] Formation de tir
Formation durant 28 jours en avril et mai 2016.

[13] Session d'information pour la préparation à la retraite
Formation les 18 et 19 mai 2016

[14] Session d'information pour la préparation à la retraite
Formation les 14 et 15 juin 2016

[15] Session d'information pour la préparation à la retraite
Formation les 14 et 15 avril 2016

[16] Session d'information pour la préparation à la retraite
Formation les 19 et 20 avril 2016

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Colloque RIMAS - Colloque du regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle	Direction des services professionnels correctionnels clientèle féminine et activités spécialisées	1	2016-05-31	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	345,00 \$
Forum - Forum sur la justice et l'itinérance à Montréal	Direction des services professionnels correctionnels clientèle féminine et activités spécialisées	1	2016-06-16	1431, rue Fullum Montréal (Québec) H2K 3M3 Canada	40,00 \$
Forum - Forum sur la justice et l'itinérance à Montréal	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Sud-Ouest	1	2016-06-16	1431, rue Fullum Montréal (Québec) H2K 3M3 Canada	40,00 \$
Colloque RIMAS - Colloque du regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	1	2016-05-31	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	345,00 \$
Formation ECIU - Formation de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires	Établissement de détention de Québec	9	2016-04-27	Université Laval 2300, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	9,00 \$
Formation TDAH tous Azimuts [17] Formation sur le trouble du déficit de l'attention	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	1	2016-05-18	1000, boul. René-Lévesque est Québec (Québec) G1R 5T8 Canada	345,00 \$
Colloque RIMAS [18] - Colloque du regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	1	2016-05-30	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	520,00 \$
Formation - Intervenir auprès des hommes pour prévenir l'homicide conjugal. Formation offerte par la Table de concertation jeunesse Lac Saint-Jean Est.	Direction des services professionnels correctionnels Saguenay-Lac-Jean	5	2016-05-04	Collège d'Alma 675, boul. Auger ouest (Québec) G8B 2B9 Canada	20,00 \$
Formation Personnes non motivées - Formation en santé mentale	Direction des services professionnels correctionnels Bas-St-Laurent	1	2016-09-29	ASCM 315, rue Rouleau Rimouski (Québec) G5L 5V5 Canada	180,00 \$
Formation Droits et recours en santé mentale	Direction des services professionnels correctionnels Côte-Nord	1	2016-04-28	859, rue Bossé bureau 201 Baie-Comeau (Québec) G5C 3P8 Canada	85,00 \$
Formation Hygiène et salubrité alimentaire - Formation offerte aux employés de la cuisine	Établissement de détention de Baie-Comeau	3	2016-04-22	53, avenue Charles-Guay Baie-Comeau (Québec) G4Z 1H6 Canada	120,00 \$
Formation ECIU et TIP [7] Formation pour l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence (ECIU) et formation en techniques d'intervention physique (TIP) pour les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Baie-Comeau	22	2016-04-04	19, rue Marguerite Baie-Comeau (Québec) G4Z 1H6 Canada	42,34 \$

[17] Formation Le TDAH tous azimuts
Formation les 18 et 19 mai 2016

[18] Colloque RIMAS
Colloque du 30 mai au 1er juin 2016

[19] Formation ECU et TIP
Formation ECU les 4 avril et 6 mai 2016
Formation TIP les 7 et 13 juin 2016

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation TIP - Formation en techniques d'intervention physique pour les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Baie-Comeau	9	2016-05-31	19, rue Marguerite Baie-Comeau (Québec) G4Z 1H6 Canada	7,33 \$
Formation en secourisme [20] Formation en réanimation cardio-respiratoire et en premiers soins	Établissement de détention de Sept-Îles	6	2016-05-09	41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K5 Canada	158,00 \$
Formation TIP[21] Formation en techniques d'intervention physique pour les agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Sept-Îles	23	2016-05-19	Réserve navale 366, rue Arnaud Sept-Îles (Québec) G4R 3E7 Canada	19,53 \$
La communication - Formation sur la communication	Établissement de détention de New-Carlisle	13	2016-06-06	Centre d'action bénévole 176, boul. Gérard-D. - Lévesque Paspébiac Québec) G0C 2K0 Canada	4,00 \$
Formation ECIU [22]- Formation de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires	Établissement de détention de Percé	18	2016-05-16	L'Oasis de Percé 43, route de l'Église Percé (Québec) G0C 2L0 Canada	21,00 \$
Formation TIP [23] Formation en techniques d'intervention physique offerte aux agents des services correctionnels et les gestionnaires	Établissement de détention de Sherbrooke	18	2016-04-06	1145, rue des Quatre-Saisons Sherbrooke (Québec) J1E 3Y5 Canada	44,50 \$
Formation ECIU [24] Formation de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires	Établissement de détention de Sherbrooke	22	2016-04-14	1145, rue des Quatre-Saisons Sherbrooke (Québec) J1E 3Y5 Canada	14,00 \$
Formation en secourisme [25] Formation en réanimation cardio-respiratoire et en premiers soins	Établissement de détention de Sherbrooke	13	2016-05-02	181, rue Léger Sherbrooke (Québec) J1L 1M2 Canada	32,00 \$
Formation ECIU [26] Formation de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires	Établissement de détention de Sherbrooke	13	2016-04-26	2500, boul. Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1 Canada	7,00 \$
Colloque RIMAS [27] Colloque du regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle	Direction des services professionnels correctionnels - Estrie	1	2016-06-30	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	520,00 \$

[20] Formation en secourisme
Formation les 9, 10, 23 et 24 mai 2016.

[21] Formation TIP
Formation les 19, 24 et 30 mai 2016

[22] Formation ECIU
Formation les 16, 26 et 31 mai 2016

[23] Formation TIP
Formation de 7 jours en avril et mai 2016

[24] Formation ECIU
Formation les 14 avril et 22 mai 2016

[25] Formation en secourisme
Formation les 2, 3, 10 et 11 mai 2016

[26] Formation ECIU
Formation les 26 et 27 mai 2016

[27] Colloque RIMAS
Colloque les 30 et 31 mai et le 1er juin 2016

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Colloque RIMAS [28] Colloque du regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle	Direction des services professionnels correctionnels - Montérégie Sud-Ouest	1	2016-05-30	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	452,00 \$
Formation sur l'hygiène et la salubrité alimentaire [29] Formation offerte aux employés de la cuisine	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	2016-05-16	Ecole hôtelière des Laurentides 150, rue Lesage Saint-Adèle (Québec) J8B 2R4 Canada	200,00 \$
Soutien aux études - session hiver 2016	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	2016-04-04	Université de Montréal 2900, boul. Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4 Canada	317,00 \$
Soutien aux études - session hiver 2016	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	2016-04-04	Université du Québec à Montréal 405, rue Sainte-Catherine est Montréal (Québec) H2L 2C4 Canada	909,00 \$
Session d'information pour la préparation à la retraite d'un employé [30] Formation offerte aux employés de la fonction publique en prévision de la retraite	Établissement de détention d'Amos	1	2016-05-17	84, avenue Principale Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P2 Canada	250,00 \$
Formation en secourisme [31] Formation en réanimation cardio-respiratoire et en premiers soins pour l'obtention du titre d'instructeur qualifié	Établissement de détention de Montréal	1	2016-04-22	1226, rue Richard Sainte-Julie (Québec) J3F 2A8 Canada	680,00 \$
Soutien aux études. Baccalauréat en administration - concentration en gestion des technologies d'affaires	Direction des technologies de l'information	1	2016-04-04	Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis 1595, boul. Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6 Canada	579,33 \$
Soutien aux études - Sécurité de l'information et cyberenquête	Direction des technologies de l'information	1	2016-04-04	Polytechnique de Montréal 2500, chemin de Polytechnique Montréal (Québec) H3T 1J4 Canada	346,38 \$
Inspection générale d'un bâtiment - Formation portant sur l'investigation de base d'un immeuble en vue de préparer des plans	Direction de la gestion immobilière	1	2016-05-10	Hotel Classique 2815, boul. Laurier Québec (Québec) G1V 4H3 Canada	595,00 \$

[28] Colloque RIMAS

Colloque les 30 et 31 mai et le 1er juin 2016

[29] Formation sur l'hygiène et la salubrité alimentaire

Formation les 16 et 17 mai 2016

[30] Session d'information pour la préparation à la retraite

Formation les 17 et 18 mai 2016

[31] Formation en secourisme

Formation du 22 au 24 avril 2016

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Cours avancé sur l'interprétation des projections de sang sur les vêtements, rarement offert au Canada. Acquisition de connaissances spécifiques en analyse de projections de sang sur les vêtements.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	25 juil. au 29 juil. 2016	1, Sandridge Rd Ottawa (Ontario) K1G 3J2	946,00 \$/personne
Congrès Green Mountain DNA Conference. Évaluation de nouvelles technologies et possibilité d'implantation future. Acquisition de connaissances sur les processus analytiques en biologie judiciaire.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	2	1er août au 3 août 2016	Sheraton Hotel and Conference Center 870, Williston Rd Burlington Vermont 05403	753,50 \$/personne
Congrès ISFG-EG (International Society of Forensic Genetic - English Group). Tests inter laboratoires sur les calculs statistiques (test de paternité complexe, analyse de LR). Transfert des connaissances au comité Statistiques et test interne en statistiques (35 professionnels).	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	31 août au 4 sept 2016	Novotel Budapest Centrum Budapest, Rákóczi út 43-45, 1088 Hongrie	1 815,00 \$/personne
La conférence TIAFT (The International Association of Forensic Toxicologists) n'a pas d'équivalent canadien et elle présente les principales avancées sur la toxicologie ante et post mortem. La participation à ce congrès permet de maintenir les compétences indispensables pour la reconnaissance de compétence à la cour et la formation continue nécessaire pour l'ordre professionnel.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	1	28 août au 1er sept 2016	Pullman Brisbane King George Square - Corner Ann and Roma Streets, Brisbane City QLD 4000, Australie	3 981,00 \$/personne
8 ^e Congrès canadien de la qualité	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction générale adjointe	4	20 et 21 sept 2016	Université McGill 845, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H3A 0G4	564,00 \$/personne
Formation continue des constables spéciaux - location de salles de tir ¹	Service de la sécurité dans les palais de justice	-	Divers	Divers	9 043,62 \$
Communication tactique	Service de la sécurité dans les palais de justice	4	15 juin 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	950,78 \$/personne
Passeport maître instructeur RCR 2016-2017 ²	Service de la sécurité dans les palais de justice	1	2016-2017	Divers	77,50 \$/personne
Passeport Formation comptable professionnel agréé ²	Direction générale des affaires policières - Équipe de soutien administratif	1	2016-2017	Divers	393,00 \$/personne
Certification en gestion de travail de bureau - Cours Conciliation emploi-famille et temps de travail (demande de soutien financier)	Direction générale adjointe des affaires policières	1	Hiver 2016	Télé-Université du Québec (Téluq) - Formation à distance	147,17 \$/personne
Certification en gestion de travail de bureau - Cours Les systèmes d'information de gestion (demande de soutien financier)	Direction générale adjointe des affaires policières	1	Automne 2015	Télé-Université du Québec (Téluq) - Formation à distance	162,17 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation de base et formation continue des gardes du corps - location de salle de tir ¹	Direction de la protection des personnalités	-	2016-2017	Club de tir Les Castors de Charlesbourg 29, rue Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	16 750,00 \$
Formation de base des gardes du corps - location salle d'aikibudo	Direction de la protection des personnalités	7	27 au 29 avril 2016 et 6 mai 2016	Ecole d'aikibudo de Québec 325, Dorchester Québec (Québec) G1K 5Z9	82,14 \$/personne
Forum Conférence administrative régionale (CAR) et municipalités régionales de comté (MRC), lequel a pour but de discuter des changements apportés dans la loi 28 et de la nouvelle gouvernance de proximité.	Direction régionale de la Capitale-nationale, Chaudière-Appalaches et Nunavik	1	27 mai 2016	Hôtel L'Oiselière de Montmagny Salle Grand Duc 105, chemin des Poiriers Montmagny (Québec) G5V 3T4	37,25 \$/personne
Adhésion annuelle 2016 au Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM)	Direction de la prévention et de la planification	2	2016-2017	Divers	200,00 \$/personne
Formation Réanimation cardio-respiratoire (RCR) et premiers soins	Établissement de détention de Montréal	1	9 juil 2016	Vitalmedic inc. 1226, rue Richard Sainte-Julie (Québec) J3E 2A8	250,00 \$/personne
Formation Réanimation cardio-respiratoire (RCR) et premiers soins	Établissement de détention de Montréal	1	22 avr 2016	Vitalmedic inc. 1226, rue Richard Sainte-Julie (Québec) J3E 2A8	94,45 \$/personne
Location d'une salle de tir : formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	86	5 au 29 sept. 2016	Club de tir de Lanaudière 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$/personne
Location d'une salle de tir : formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Direction des services de transports et de comparutions	18	30 août au 1er sept. 2016	Club de tir de Lanaudière 1790, rue J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$/personne
Secourisme en milieu de travail : formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardio-respiratoire).	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	2	19 et 26 sept 2016	Centre Leonardo Da Vinci 8370, boul. Lacordaire Saint-Léonard (Québec) H1R 3Y6	119,57 \$/personne
Passeport Formation comptable professionnel agréé ²	Direction principale de l'administration	3	2016-2017	Divers	393,33 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : session d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction générale adjointe Réseau correctionnel de l'Ouest	1	4 et 5 oct. 2016	Collège Lionel-Groulx 100, rue Duquet Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3G6	250,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation Nouveau regard sur la violence conjugale : prévention de l'homicide conjugal.	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	24 août 2016	Université de Montréal Pavillon Lionel-Groulx 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	155,22 \$/personne
Test Trima : questionnaires psychométriques intégrés pour déterminer les styles sociaux (préférences) d'une personne, ses compétences et son mode d'influence (style de leadership).	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	1 sept 2016	Par internet	125,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : session d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	4 et 5 oct. 2016	Collège Lionel-Groulx 100, rue Duquet Sainte- Thérèse (Québec) J7E 3G6	250,00 \$/personne
Soutien aux études : formation universitaire d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	29 sept 2016	Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	229,35 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : session d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	3	4 et 5 oct. 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne
Location d'une salle de tir : formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	5 sept 2016	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	216,00 \$/personne
Colloque - Communauté de pratiques en réinsertion sociale Regroupement d'intervenants qui partagent leurs expertises afin de trouver des solutions novatrices, entre autres, pour une clientèle présentant des problèmes multiples touchant la réinsertion sociale.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas-St-Laurent	1	27 oct 2016	Hôtel Rimouski 225, boul. René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	35,00 \$/personne
Location d'une salle de tir : formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Québec	-	2016-2017	Club de tir Les castors de Charlesbourg inc. 29, Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	23 450,00 \$
Formation spécifique sur l'appréciation des symptômes respiratoires.	Établissement de détention de Montréal	12	13 juin 2016	Charland Gamache services conseils, Soins de santé inc. 56, rue Rochebonne Blainville (Québec) J7B 1W8	152,50 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Pour le meilleur des deux mondes : les interventions en matière de justice et d'itinérance à Montréal animé par le RAPSIM. Présentation des différents programmes associés à la cour municipale et à l'itinérance.	Établissement de détention de Montréal	1	16 juin 2016	Espace Fullum 1431, rue Fullum, bureau 203 Montréal (Québec) H2K 0B5	40,00 \$/personne
Baccalauréat en administration, concentration gestion des technologies d'affaires : cours d'analyse de l'environnement marketing	Direction des technologies de l'information	1	Session été 2016	UQAR, campus de Lévis 1595, boul. Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	302,29 \$/personne
Conférence WordCamp : conférence à propos de WordPress, la plateforme de blogue et le système de gestion de contenu	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	1	23 et 24 juil. 2016	John Molson School of Business Université Concordia 1450, rue Guy Montréal (Québec) H3H 0A1	50,00 \$/personne
Passeport Formation comptable professionnel agréé ²	Direction des ressources financières et matérielles	4	2016-2017	Divers	356,25 \$/personne
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	Direction des ressources humaines	2	13 sept 2016	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$/personne
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	Direction des ressources humaines	1	15 sept 2016	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$/personne
Questionnaire Trima : outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé	Direction des ressources humaines	1	25 août 2016	Établissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	125,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Questionnaire Trima : outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé	Direction des ressources humaines	1	8 sept 2016	Établissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7	125,00 \$/personne
Questionnaire Trima : outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé	Direction des ressources humaines	2	28 sept 2016	Établissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7	125,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

Information complémentaire

- ¹ Il s'agit de la location de salles de tir où sont offertes plusieurs formations. Le nombre de participants varie à chaque formation. Ces formations ont lieu à divers endroits.
- ² Il s'agit d'un abonnement annuel où sont offertes plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits.

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Journée thématique sur la législation du cannabis à Montréal	Direction de la lutte contre la criminalité	1	21 nov 2016	Hotel Bonaventure, 900 De la gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A 1E4	235,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la prévention et de l'organisation policière	1	31 oct. et 1er nov. 2016	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	3 et 4 nov. 2016	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$/personne
Certification maître-instructeur RCR 2016-2017 ¹	Service de la sécurité dans les palais de justice	3	Cotisation annuelle 2016-2017	Divers	75,00 \$/personne
Passeport maître-instructeur RCR 2016-2017 ¹	Service de la sécurité dans les palais de justice	2	Cotisation annuelle 2016-2017	Divers	65,24 \$/personne
Formation continue des constables spéciaux - location salle de tir ²	Service de la sécurité dans les palais de justice	-	5, 6, 9, 10 et 13 mai 2016	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	1 878,63 \$
Formation spécialisée des constables formateurs - Fondements stratégiques de l'emploi de la force	Service de la sécurité dans les palais de justice	1	28 nov. au 2 déc. 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 888,00 \$/personne
Formation spécialisée des constables formateurs - Tir au pistolet - requalification	Service de la sécurité dans les palais de justice	1	21 et 22 nov 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 176,52 \$/personne
Formation spécialisée des constables formateurs - Intervention physique - requalification	Service de la sécurité dans les palais de justice	2	15 au 18 nov. 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 634,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services de transports et de comparutions	1	20 et 21 oct. 2016	Locaux Synor - local B-101, Édifice André-Godin 525, boul. Wilfrid-Laurier Beloeil (Québec) J3G 4H8	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	9 et 10 nov. 2016	Pavillon Bélanger 777, rue Bélanger, local 214 Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	4	9 et 10 nov. 2016	Pavillon Bélanger 777, rue Bélanger, local 214 Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	1er et 2 déc. 2016	Pavillon Bélanger 777, rue Bélanger, local 214 Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services de transports et de comparutions	1	1 et 2 déc. 2016	Pavillon Bélanger 777, rue Bélanger, local 214 Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$/personne
Formation sur le port de l'arme à feu : Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu. (DSTC)	Direction des services de transports et de comparutions	-	1er au 3 nov. 2016; 8 au 10 nov. 2016; 15 au 17 nov. 2016; 22 au 24 nov. 2016; 29 et 30 nov. 2016; 1er déc. 2016; 6 au 8 déc. 2016; 13 au 15 déc. 2016	9219-0115 Québec Inc. 1790, rue J.-A Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	6 048,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	1	5 et 6 déc. 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	1	8 et 9 nov. 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	1	17 et 18 oct. 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne
Formation sur l'entretien motivationnel - Formation offerte au conseiller en milieu carcéral qui favorise une approche mobilisatrice pour la clientèle qui est suivie dans le programme Parcours.	Établissement de détention de Montréal	1	26 sept 2016	Université de Sherbrooke 150, place Charles-Le Moyne, Longueuil (Québec) J4K 0A8	100,00 \$/personne
Secourisme en milieu de travail Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardio-respiratoire).	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	1	19 et 26 sept 2016	DSPC Montréal NE 8370, Boul. Lacordaire Saint-Léonard (Québec) H1R 3Y6	104,00 \$/personne
Soutien aux études : Formation universitaire d'un employé dont le domaine d'études est pertinent à la mission et aux orientations du ministère.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	4 oct 2016	Université de Montréal 2900, boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	458,70 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	3 nov 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	21 oct 2016	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de St-Jérôme	1	5 et 6 déc. 2016	CEGEP de St-Jérôme 455, rue Fournier, St-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	250,00 \$/personne
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de St-Jérôme	-	28 sept 2016; 12 oct. 2016; 7 et 14 déc. 2016	Pavillon Lionel Renaud 2181, rue de l'Hôtel de Ville Ste-Sophie (Québec) J5J 1K5	1 200,00 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP)	Établissement de détention de St-Jérôme	-	13 au 15 sept 2016; 20 au 22 sept 2016; 27 et 29 sept 2016; 4 au 6 oct. 2016 et 11 oct. 2016	Salle Gai Luron 2164, Montée Ste-Thérèse St-Jérôme (Québec) J5L 2L2	3 000,00 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de St-Jérôme	4	12 oct 2016	Salle Gai Luron 2164, Montée Ste-Thérèse St-Jérôme (Québec) J5L 2L2	62,50 \$/personne
Location salle de tir : Formation sur le port de l'arme à feu: Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu. (DSTC)	Établissement de détention de St-Jérôme	-	10 et 11 oct. 2016; 13 oct. 2016; 17 au 20 oct. 2016; 24 et 25 oct. 2016; 31 oct. au 3 nov. 2016; 7 au 10 nov. 2016; 14 et 15 nov. 2016; 21 et 22 nov. 2016; 28 au 30 nov. 2016; 1er déc. 2016; 5 et 6 déc. 2016; 12 au 15 déc. 2016	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal inc. 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	14 255,67 \$
Conférence sur les comportements promoteurs de santé chez les hommes et l'approche orientée vers les solutions dispensée par le Collectif Santé et bien-être des hommes de l'Estrie.	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	3	24 nov 2016	Direction des services professionnels correctionnels Estrie 987, rue du Conseil Sherbrooke (Québec) J1G 1L9	50,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Conférence sur les comportements promoteurs de santé chez les hommes et l'approche orientée vers les solutions dispensée par le Collectif Santé et bien-être des hommes de l'Estrie.	Établissement de détention de Sherbrooke	8	24 nov 2016	Direction des services professionnels correctionnels Estrie 987, rue du Conseil Sherbrooke (Québec) J1G 1L9	50,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite : Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	7 et 8 déc. 2016	Centre Mariannhill 2075, ch. Ste-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	250,00 \$/personne
Soutien aux études: Formation universitaire d'un employé dont le domaine d'études est pertinent à la mission et aux orientations du Ministère.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	Inscription avril 2016 et fin cours novembre 2016	TELUQ - Université du Québec 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	332,79 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (phase 2)	Établissement de détention de Sherbrooke	-	27 et 28 sept 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	200,00 \$
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (phase 2)	Établissement de détention de Sherbrooke	-	4 et 5 oct. 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	200,00 \$
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (phase 3)	Établissement de détention de Sherbrooke	4	11 oct 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	25,00 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (phase 3)	Établissement de détention de Sherbrooke	-	18 oct 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	100,00 \$ (frais d'annulation)

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (phase 3)	Établissement de détention de Sherbrooke	3	25 oct 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	33,33 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (1er jour phase 2)	Établissement de détention de Sherbrooke	1	4 nov 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	100,00 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention. (TIP) (2e jour phase 2)	Établissement de détention de Sherbrooke	3	8 nov 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	33,33 \$/personne
Location de salle ; Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de Sherbrooke	9	29 sept 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	16,67 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de Sherbrooke	4	20 oct 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	37,50 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de Sherbrooke	8	27 oct 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	75,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Location de salle : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de Sherbrooke	10	24 nov 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	15,00 \$/personne
Location de salle : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention. (ECIU)	Établissement de détention de Sherbrooke	13	15 déc 2016	Paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 1Y4	11,54 \$/personne
PGAGL , formation cadre niveau 1 Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader-niveau 1 Formation à la gestion pour un cadre de la Direction générale des services correctionnels	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi-Témiscamingue, Nord du Québec	1	1er et 2 déc. 2016	ENAP Montréal 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	392,81 \$/personne
Formation offerte aux agents afin d'intervenir adéquatement avec la clientèle difficile - Frais de repas - Intervenir avec une personne difficile.	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi-Témiscamingue, Nord du Québec	15	9 nov 2016	DSPC Val d'Or 400 boul. Lamaque, bureau 1.01 Val d'Or (Québec) J9P 3L4	9,47 \$/personne
Formation offerte aux nouveaux professionnels du milieu ouvert et fermé. Les valeurs, le mandat et la mission de l'organisation de même que la philosophie d'intervention auprès de la clientèle correctionnelle, le rôle et les responsabilités des intervenants des Services correctionnels et des partenaires y sont présentés ainsi que les outils d'évaluation de la clientèle.	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi-Témiscamingue, Nord du Québec	1	1er oct. 2016	DSPC Palais justice Montréal 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6	602,90 \$/personne
Location auto : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Amos	1	24 au 28 oct. 2016	Sûreté du Québec 205, boul. Rideau Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5R8	70,00 \$/personne
PGAGL , formation cadre niveau 1 (Location automobile) Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader-niveau 1 Formation à la gestion pour un cadre de la Direction générale des services correctionnels	Établissement de détention de Amos	1	14 au 17 nov. 2016	Direction de la sécurité aux renseignements 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 2931 Montréal (Québec) H1T 3X1	415,00 \$/personne
Formation de stage en milieu de travail à l'École nationale de Police du Québec - Hébergement	Établissement de détention de Amos	2	19 au 23 sept 2016	Établissement de détention Amos 851, 3e Rue Ouest Amos (Québec) J9T 2T4	614,75 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu. (requalification)	Établissement de détention de Sorel	-	Dates multiples entre 1er avr. et 30 sept (54 jours)	9219-0115 Québec Inc. 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	15 680,00 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu. (requalification)	Établissement de détention Leclerc de Laval	20	juin et sept 2016	9219-0115 Québec Inc. 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$/personne
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu. (requalification)	Établissement de détention Leclerc de Laval	12	1 nov 2016	9219-0115 Québec Inc. 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H7	72 00\$/personne
Formation de base en ligne sur l'immunisation Formation contenant de l'information sur les principaux produits immunisants pouvant être utilisés au Québec, sur les aspects légaux, les techniques d'injections, la gestion et la conservation des vaccins, les calendriers vaccinaux, les manifestations cliniques possibles après la vaccination et sur les outils d'information permettant d'obtenir le consentement éclairé de la personne à vacciner.	Établissement de détention de Québec	1	18 oct 2016	Université Laval - Faculté de médecine Pavillon Ferdinand-Vandry 1050 Avenue de la Médecine Québec (Québec) G1V 0A6	75,00 \$/personne
Formation sur les pratiques en réinsertion sociale. Espace de réflexion, de formation, d'échanges et de rencontres avec des intervenants psychosociaux et organismes qui travaillent avec une clientèle présentant des problématiques multiples et qui touchent la réinsertion sociale. Partage d'expertises afin d'apprendre et de trouver des solutions novatrices aux problématiques rencontrées dans leurs pratiques professionnelles.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas St-Laurent	1	5 oct 2016	Aux Trois Mâts 180, rue Évêché Ouest, local 94 Rimouski (Québec) G5L 4H9	35,00 \$/personne
Formation tir. Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de New Carlisle	-	5 et 6 oct. 2016; 11 oct. 2016; 13, 14 et 25 oct. 2016	Champs de tir St-Elzéar (Québec) G0C 2W0	541,00 \$

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation arme à feu (formateur). Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port de l'arme à feu en vue de former ses collègues de travail pour l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de New Carlisle	1	19 oct 2016	Champs de tir St-Elzéar (Québec) G0C 2W0	80,20 \$/personne
Formation de tir. Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Percé	10	19 et 20 oct. 2016; 26 oct. 2016	Champs de tir St-Elzéar (Québec) G0C 2W0	9,76 \$/personne
Formation ECIU. Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires membres de l'équipe ECIU visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Percé	3	27 oct 2016	L'Oasis de Percé 43, rue de l'Eglise Percé (Québec) G0C 2L0	41,67 \$/personne
Formation en gestion des ressources humaines. Le thème de la formation est : Habiletés de gestion : les incontournables.	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	23 août 2016	Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	100,00 \$/personne
Formation en gestion des ressources humaines. Le thème de la formation est : L'intelligence émotionnelle : savoir-être des leaders mobilisateurs.	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	27 sept 2016	Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	100,00 \$/personne
Formation en gestion des ressources humaines. Le thème de la formation est : Bien jouer son rôle-conseil à l'interne.	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	19 oct 2016	Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	100,00 \$/personne
Formation en gestion des ressources humaines. Le thème de la formation est : Techniques d'entrevue comportementale.	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	17 nov 2016	Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	100,00 \$/personne
Formation en secourisme. Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Sept-Iles	3	19 et 20 oct. 2016	Hôtel Sept-Iles 451, rue Arnaud Sept-Iles (Québec) G4R 3B3	105,33 \$/personne
Formation en secourisme. Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Sept-Iles	2	3 et 4 nov. 2016	Hôtel Sept-Iles 451, rue Arnaud Sept-Iles (Québec) G4R 3B3	105,33 \$/personne
Formation renseignements sécuritaires. Formation essentielle afin que les gestionnaires du renseignement et les analystes du renseignement aient les connaissances et les outils de travail nécessaires pour exercer leurs fonctions.	Établissement de détention de Roberval	1	7 nov 2016	Édifice CN 935, rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H3B 2M9	300,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation ECIU Location auto Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires membres de l'équipe ECIU visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Roberval	5	6 nov 2016	Établissement de détention de Québec 500 rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	251,00 \$/personne
Formation nouveaux gestionnaires Location auto. Formation offerte aux gestionnaires en établissement de détention afin d'être en mesure de prendre en charge une équipe de travail et de remplir leur rôle de gestion adéquatement.	Établissement de détention de Roberval	1	13 nov 2016	École nationale de Police du Québec 350 rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	297,00 \$/personne
Formation SIMDUT. Le SIMDUT vise à protéger la santé et la sécurité des travailleurs en favorisant l'accès à l'information sur les matières dangereuses utilisées au travail afin que les travailleurs prennent les mesures nécessaires pour se protéger et protéger leurs collègues.	Établissement de détention de Roberval	3	15 nov 2016	Cegep Chicoutimi 532 Jacques Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 1Z5	50,00 \$/personne
Pratiques armes à feu. Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Roberval	8	7 nov 2016	Sûreté du Québec 1110 rue des Roitelets Chicoutimi (Québec) G7H 6N3	12,75 \$/personne
DSPC-QC - Formation préparation à la retraite. Session d'information visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Québec / Chaudière-Appalaches	1	3 et 4 oct. 2016	Direction des services professionnels correctionnels Québec / Chaudière-Appalaches 4, rue Raymond-Blais Lévis (Québec) G6W 6N3	250,00 \$/personne
Formation - Pratiques de tir Formation offerte aux ASC et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Roberval	15	Semaine du 15 et 23 mai 2016; Semaines du 5, 12 et 19 juin 2016	Association Chasse et pêche Sieur de Roberval 851, boul. St-Joseph Roberval (Québec) G8H 2L3	200,00 \$/personne
Colloque GP-Québec 2016 - Maîtriser la reddition de comptes... Un pas vers l'excellence!	Direction des technologies de l'information	2	19 oct 2016	Université Laval - pavillon Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V OA6	262,50 \$/personne
Formation Oracle Database 12c : New Features for Administrators	Direction des technologies de l'information	1	3 au 7 oct. 2016	Compagnie AFI 777, boul. Lebourgneuf, bureau 220 Québec (Québec) G2J 1C3	4250,00 \$/personne
Formation - méthodologie de gestion de projets "agiles"	Direction des technologies de l'information	1	24 et 25 oct. 2016	Technologia Québec 2323, boul. du Versant-Nord, bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	914,00 \$/personne
Géomatique 2016 - Colloque de géomatique	Direction des technologies de l'information	1	19 et 20 oct. 2016	Palais des congrès de Montréal 1001, place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	225,21 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
JIQ - Journée de l'informatique	Direction des technologies de l'information	3	15 nov 2016	Centre des congrès de Québec 900, boul. René-Lévesque Québec (Québec) G1R 2B5	350,00 \$/personne
Hackfest - Colloque en sécurité informatique	Direction des technologies de l'information	6	4 nov 2016	Hotel Plaza 3031, Boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2M2	65,00 \$/personne
Renouvellement certification informatique SANS-GREM (détection de codes malicieux)	Direction des technologies de l'information	1	14 nov 2016	Centre de formation AFI Expertise 1751, rue du Marais Québec (Québec) G1M 0A2	260,00 \$/personne
CQSI 2016 - Colloque en sécurité informatique de l'Association de la sécurité de l'information du Québec	Direction des technologies de l'information	3	16 et 17 nov. 2016	Hotel le Concorde 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	500,00 \$/personne
Conférence C2 Atom	Direction des technologies de l'information	1	12 oct 2016	Hotel Sheraton Laval 2440, Autoroute des Laurentides Laval (Québec) H7T 1X5	161,55 \$/personne
Formation MS SQL Server 2008/2012/2014 SSRS	Direction des technologies de l'information	2	2 nov 2016	Technologia 440, Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, (Québec) H2Z 1V7	397,65 \$/personne
Formation Administrateur C2 Atom	Direction des technologies de l'information	1	1er nov. 2016	C2Entreprise 20865, Chemin de la Côte-Nord Blainville (Québec) J7E 4H5	139,14 \$/personne
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2) - gestionnaire de la Direction générale des services correctionnels	Direction des ressources humaines	1	4 oct 2016	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	3 835,00 \$/personne
Midi-conférence employeurs portant sur le recrutement	Direction des ressources humaines	1	25 oct 2016	Université Laval - Centre Desjardins-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	45,00 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite (Retraite Québec)	Direction des ressources humaines	2	27 et 28 oct. 2016	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$/personne
Questionnaire Trima : Outil utilisé par les conseillers en développement organisationnel permettant d'établir le profil de compétences d'un gestionnaire, de déterminer ses forces et ses possibilités d'amélioration dans le but de concevoir un plan de développement et d'accompagnement personnalisé	Direction des ressources humaines	1	8 nov 2016	Établissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7	125,00 \$/personne
Activité de développement RRSPT 2016 - Santé psychologique au travail : des stratégies gagnantes à la portée des gestionnaires	Direction des ressources humaines	1	10 nov 2016	Université Laval - Centre Desjardins-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	325,00 \$/personne
Salon des meilleures pratiques d'affaires	Direction des ressources humaines	2	10 nov 2016	Mouvement québécois de la qualité 360, rue Saint-Jacques Ouest Montréal (Québec) H2Y 1P5	125,00 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1) - gestionnaire de la Direction générale des services correctionnels	Direction des ressources humaines	1	24 nov 2016	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$/personne
Gestion des dossiers d'accidents du travail	Direction des ressources humaines	1	1er déc. 2016	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail 2590, boulevard Laurier Tour Belle Cour, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	225,00 \$/personne
Soutien aux études	Direction des ressources humaines	1	Été 2016	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	229,00 \$/personne
Techniques d'entrevue en audit interne	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	2	20 et 21 oct. 2016	Université Laval - Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, Rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	675,00 \$/personne
Congrès annuel de l'Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	Équipe 911	2	2 et 3 nov. 2016	Spa Mont Gabriel 1699, Ch. du Mont-Gabriel Sainte-Adèle (Québec) J8B 1A5	375,00 \$/personne
Formation de secourisme Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)	Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord	2	7 et 8 nov. 2016	2655, boulevard du Royaume, bureau 550 Jonquière (Québec) G7S 4S9	59,00 \$/personne
22e Congrès INFRA 2016	Service des programmes	1	21 au 23 nov. 2016	Palais des congrès de Montréal 201, avenue Viger Ouest Montréal (Québec) H2Z 1X7	1 981,65 \$/personne
13e Symposium du Canadian Risk and Hazards Network (CRHNet)	Service de la planification	1	23 au 25 nov. 2016	Hyatt Regency 1255, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H5B 1E5	650,00 \$/personne
Colloque des ingénieurs de l'État – Édition 2016	Service des programmes	2	30 nov 2016	Hôtel le Concorde de Québec 1225, Cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	96,50 \$/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la sécurité incendie	1	8 et 9 déc. 2016	1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$/personne
Congrès de l'International Association of Bloodstain Pattern Analysts	Laboratoire sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie ADN	1	3 oct. au 8 oct. 2016	University Guest House, 110 Fort Douglas Blvd, Salt Lake City, UT 84113	594,37 \$/personne
Assister au cours "Bloodstain Pattern Analysis I"	Laboratoire sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie ADN	1	11 déc. au 17 déc. 2016	Golden Nugget, 129 E. Fremont Street Las Vegas, NV 89101	875,69 \$/personne

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Assister au congrès de la California Association of Criminalistics, 128 ^e édition	Laboratoire sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la chimie	1	31 oct. au 4 nov. 2016	Omni Rancho Las Palmas Resort, 41000 Bob Hope Drive, Rancho Mirage, CA 92270	788,52 \$/personne
Assister au congrès de la Society of Forensic Toxicology	Laboratoire sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	2	16 nov. au 19 nov. 2016	Hilton Garden Inn Dallas, 1600 Pacific Avenue Dallas, Texas 75201	1 500,00 \$/personne

—¹ Il s'agit d'un abonnement annuel permettant de suivre plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits. Il est nécessaire de payer un certificat et un passeport chaque année.
—² Il s'agit de la location d'une salle de tir permettant de suivre plusieurs formations. Le nombre de participants varient à chaque formation.

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

CONTRATS DE FORMATION

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Solareh	2 500,00 \$	Coaching pour soutenir les interventions liées au programme ministériel de réintégration au travail	2016-04-28	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2 Canada	2
École nationale de police du Québec	9 493,90 \$	Formation d'instrumentation de l'agent formateur pour la supervision et l'accompagnement des nouveaux agents de services correctionnels lors de la période d'apprentissage en milieu de travail dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agents des services correctionnels	2016-04-04	Établissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.- Beemer Roberval (Québec) G8H 1P4 Canada	5
École nationale de police du Québec	8 751,70 \$	Formation d'agents formateurs pour la supervision et l'accompagnement des nouveaux agents de services correctionnels lors de la période d'apprentissage en milieu de travail dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agents des services correctionnels	2016-04-04	Établissement de détention de Sorel 75, boulevard Poliquin Sorel (Québec) J3P 7Z5	6
Centre de formation en secourisme du Québec (Distributions Richard Grondin inc.)	20 800,00 \$	Formation en secourisme offerte dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agents des services correctionnels	2016-04-04	École nationale de police du Québec 360, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	200
École nationale de police du Québec [1]	214 183,72 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agents des services correctionnels	2016-04-04	École nationale de police du Québec 360, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	24
École nationale d'administration publique	7 000,00 \$	Financement de services offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs aux titulaires d'un emploi supérieur en matière de développement et d'accompagnement	2016-04-04	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5 Canada	10

[1] École nationale de police du Québec

30e cohorte, facturation du 4 avril au 17 mai 2016.

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

CONTRATS DE FORMATION

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
École nationale de police du Québec	647 808,00 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels- Formation initiale donnée aux nouveaux agents des services correctionnels - 31 ^e cohorte	11 mai au 15 juil. 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	60
École nationale de police du Québec	10 987,00 \$	Formation offerte aux agents des services correctionnels afin de les qualifier comme agents formateurs pour accompagner les étudiants du programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels lors de la période d'apprentissage en milieu de travail et ainsi assurer une continuité au sein de la démarche d'apprentissage amorcée à l'École nationale de police du Québec.	29 août au 2 sept 2016	Établissement détention d'Amos 851, 3e rue Ouest Amos (Québec) J9T 2T4	6

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

CONTRATS DE FORMATION

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Achieve Centre for Leadership	3 200,00 \$	Intervention personne difficile	9 nov 2016	DSPC Val d'Or 400, boul. Lamaque, bureau 1.01 Val d'Or (Québec) J9P 3L4	15
Centre de prévention du suicide	1 200,00 \$	Direction des services professionnels correctionnels Québec / Chaudière-Appalaches - Formation pour le repérage de la clientèle suicidaire et l'intervention en prévention du suicide	11 nov 2016	300, boul. Jean-Lesage, RC-24 Québec (Québec) G1K 8K6	12
Michel Poirier / Consultant CSV enrg.	2 860,00 \$	Services d'expert en formation de conduite d'urgence et hivernale	1er nov. 2016	393, rue Constantin Saint-Eustache (Québec) J7P 2E7	-
École nationale de police du Québec	22 526,00 \$	Formation des gestionnaires de 1er niveau - Cohorte 13, bloc 1	14 au 18 nov. 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	14
École nationale de police du Québec	23 266,00 \$	Formation des gestionnaires de 1er niveau - Cohorte 12, bloc 1	19 au 23 sept 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	15

Ministère de la Sécurité publique: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/depenses.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare [1] Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière	Vice-présidence aux opérations	1	2016-05-04	Formation en ligne - Régie des alcools, des courses et des jeux 580, boul. Charest est 3e étage Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	250,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare [5] Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2016-06-09	CEGEP Marie-Victorin - Pavillon Bélanger 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7 Canada	250,00 \$
Production artisanale de boissons alcooliques - Pour les personnes désirant s'initier à la production artisanale de boissons alcooliques	Direction de la conformité et de l'inspection	1	2016-04-20	Institut de technologie agroalimentaire 3230, rue Sicotte C.P. 70 Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7B3 Canada	395,00 \$
Formation Virtuo - Formation sur la mise à jour de Virtuo et des particularités de la nouvelle version	Direction des services à la gestion	6	2016-05-04	Bureau de la RACJ 1, rue Notre-Dame est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	115,63 \$
ALAC - Conférence semestrielle de l'Association canadienne des régies des alcools(2016-06-05 au 2016-06-07)	Direction des affaires juridiques	2	2016-06-05	The Algonquin Resort 184, St Adolphus Street Saint-Andrews by-the-sea (Nouveau-Brunswick) E5B 1T7 Canada	625,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare. Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière	Direction du contentieux	3	2016-05-25	CEGEP Marie-Victorin - Pavillon Bélanger 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7 Canada	250,00 \$

1. Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare

Tous les montants sont présentés sans les taxes applicables.

Régie des alcools, des courses et des jeux: <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-renseignements/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare. Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière	Direction de la conformité et de l'inspection	1	2016-06-02	CEGEP Marie-Victorin - Pavillon Bélanger 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7 Canada	250,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare. Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2016-06-02	Centre Louis-Joliet Commission scolaire de la Capitale 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	250,00 \$
CAGRA[2] - Participation à la conférence annuelle de la Canadian Gaming Regulators Association (CAGRA) - Automne 2016 en Saskatchewan	Direction des affaires juridiques	2	2016-09-12	Doubletree hotel & conference centre 1975 Broad Street Regina Saskatchewan S4P 1Y2 Canada	490,00 \$
Formation PDEPH - Rencontre d'information à l'intention des répondants ministériels	Direction des services à la gestion	1	2016-10-07	880, Chemin Sainte-Foy 7e étage Québec (Québec) G1S 2L2 Canada	0,00 \$
Colloque 2016 GP Québec - "Maîtriser la reddition de comptes...un pas vers l'excellence!" Dans un contexte où les technologies de l'information et les projets d'infrastructure publique canalisent des fonds publics importants et se doivent d'être réalisés de façon efficace et rigoureuse, ceux-ci font l'objet d'une attention accrue autant de la part des gestionnaires que du public en général.	Direction des services à la gestion	1	2016-10-19	Pavillon Alphonse Desjardins Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	250,00 \$

2. CAGRA

La conférence est d'une durée de 4 jours (12 au 15 septembre 2016).

Régie des alcools, des courses et des jeux: <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-renseignements/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Les personnalités difficiles et les entrevues téléphoniques en cours d'invalidité - Formation donnée par le psychiatre-conseil de la Direction des santé des personnes au travail du Secrétariat du Conseil du trésor	Direction des services à la gestion	1	2016-10-19	Édifice H du Secrétariat du Conseil du trésor 875, Grande-Allée est Québec (Québec) G1R 5R8 Canada	0,00 \$
Activité transfert des connaissances - Impacts socioéconomiques des jeux de hasard et d'argent. Activité basé sur le transfert de connaissances concernant les impacts socioéconomiques des jeux de hasard et d'argent	Bureau de la présidente	1	2016-11-30	140, Grande-Allée est Québec (Québec) G1R 5M8 Canada	0,00 \$
Médiation: Pourquoi? Quand? Cet atelier permet de mieux entreprendre la médiation. Il permet également de bien distinguer la médiation de la conférence de règlement à l'amiable (CRA), et d'identifier efficacement les affaires pour lesquelles la médiation serait un outil approprié et utile pour votre client.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2016-11-28	Formation en ligne 1, Notre-Dame est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	79,50 \$

CONTRATS DE FORMATION:

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Monsieur Carlo Marselli	\$1 000,00	Une formation destinée aux régisseurs et régisseuses de la Régie portant sur les perspectives et les stéréotypes du crime organisé.	2016-12-21	Bureau de la RACJ 560 boul. Charest est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	12

Régie des alcools, des courses et des jeux: <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-renseignements/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Barreau du Québec [1] Forum droit administratif	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2016-06-01	1050, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2R6 Canada	600,00 \$
Colloque RIMAS Phénomène des agressions sexuelles, les victimes et les agresseurs	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2016-06-01	Manoir des Sables 90, avenue des Jardins Orford (Québec) J1X 6M6 Canada	520,00 \$
Barreau du Québec Colloque en droit de la santé mentale	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2016-04-22	300, boul. Jean-Lesage, RC-21 Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	85,00 \$
Barreau du Québec [2] Langage clair Formation en ligne	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2016-09-26	300, boul. Jean-Lesage, local 1.32A Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	90,50 \$
Barreau du Québec [3] Droit criminel; troubles mentaux Formation en ligne	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2016-09-27	300, boul. Jean-Lesage, local 1.32A Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	63,50 \$
Barreau du Québec [4] Regard sur le rôle de l'avocat Formation en ligne	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2016-09-27	300, boul. Jean-Lesage, local 1.32A Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	38,50 \$
Réunion clinique élargie Formation pour les membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles	Commission québécoise des libérations conditionnelles	27	2016-10-20	1, rue Notre Dame est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	0,00 \$

1. Barreau du Québec

Les frais ont été payés en février 2016.

2. Barreau du Québec

Les frais ont été payés en octobre 2016.

3. Barreau du Québec

Les frais ont été payés en octobre 2016.

4. Barreau du Québec

Les frais ont été payés en octobre 2016.

CONTRATS DE FORMATION:

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Ellicom	\$19 000,00	Formation en ligne de 50 minutes pour les intervenants du CAVAC	2017-03-31	300, boul. Jean-Lesage, local 1,32A Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	80

Commission québécoise des libérations conditionnelles: <https://cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Secrétariat aux emplois supérieurs - services offerts en matière de développement et d'accompagnement	Bureau du coroner en chef	2	2016-04-01 au 2017-03-31	École nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	350,00 \$
Séminaire d'intégration des apprentissages en administration publique	Direction de l'administration	1	2016-04-29	École nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	543,00 \$
Colloque " Mieux comprendre la toxicologie clinique pour mieux soigner "	Bureau du coroner en chef	5	2016-05-04	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	145,00 \$
Colloque " Accès à l'information "	Direction de l'administration	1	2016-05-10	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	489,00 \$
Colloque annuel de l'Association des directeurs de police du Québec	Bureau du coroner en chef	1	2016-05-12	22, boul. Ste-Rose Est Laval (Québec) H7L 3K4	115,00 \$
Formation " Améliorer son français écrit "	Direction de l'administration	1	2016-05-18 et 2016-05-25	Accent Formation 2828, boul. Laurier, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	495,00 \$
Formation " Panier de gestion et planification stratégique "	Direction de l'administration	1	2016-05-31	Alliance des cadres de l'État 1305, chemin Sainte-Foy, bureau 306 Québec (Québec) G1S 4N5	100,00 \$
Colloque du réseau d'éthique organisationnelle du Québec	Direction de l'administration	1	2016-06-02	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	240,00 \$
Congrès de la Corporation des thanatologues du Québec - Gala du président	Direction de l'administration	1	2016-09-21	Centre des congrès de Lévis 5750, rue J.-B. Michaud Lévis (Québec) G6V 0B1	150,00 \$
Symposium de l'Association canadienne de protection médicale	Bureau du coroner en chef	1	2016-10-28	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	300,00 \$
Congrès de l'Association des Centres d'urgences du Québec	Bureau du coroner en chef	1	2016-11-02 et 03	Hôtel et Spa Mont-Gabriel 1699, ch. Mont Gabriel Sainte-Adèle (Québec) J8B 1A5	390,00 \$

Dépenses comptabilisées du 1er avril 2016 au 31 décembre 2016

CONTRATS DE FORMATION: AUCUN

Bureau du coroner: <https://coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html>

DRFMP/QP1-16 I 03.03_BC_V1.xls

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Conférence CACOLE "la surveillance civile: un avenir en pleine évolution" Frais d'inscription du 8 au 11 mai 2016	Commissaire à la déontologie policière	1	2016-05-08	Delta Bessborough 601 Spadina Crescent East Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3G8 Canada	866,25 \$

CONTRATS DE FORMATION:

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Barreau du Québec	\$489,00	Formation "Les développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire"	13 mai 2016	Palais des Congrès de Montréal 1001, place Jean-Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H2	1

Commissaire à la déontologie policière: <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Droit disciplinaire et droit administratif [1]	Comité de déontologie policière	1	2016-05-31	Hôtel Omni Montréal 1050 rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2R6 Canada	1 200,00 \$
15e Colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens [2] Code de procédure civile et développements juridiques récents	Comité de déontologie policière	2	2016-06-11	Hôtel Auberge Universel 5000, rue Sherbrooke est Montréal (Québec) H1V 1A1 Canada	180,00 \$
7e Colloque international et 32e Colloque annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens. Différents ateliers sur le droit administratif.	Comité de déontologie policière	1	2016-05-29	Centre Shaw 55, promenade du Colonel-By Ottawa (Ontario) K1N 9J2 Canada	1 195,00 \$
Livrer un message convaincant. Stratégies de communication	Comité de déontologie policière	1	2016-05-26	École nationale d'administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5 Canada	110,00 \$
Le nouveau Code de procédure civile - Gestion de l'instance et formulaires - Formation en ligne	Comité de déontologie policière	1	2016-05-18	2525 boul. Laurier, Bureau A-200, 2e étage Québec (Québec) G1V 4Z6 Canada	208,50 \$
Infonuagique: Dissiper le brouillard déontologique Barreau du Québec - Formation en ligne	Comité de déontologie policière	1	2016-06-20	2525 boul. Laurier, Bureau A-200, 2e étage Québec (Québec) G1V 4Z6 Canada	48,00 \$
Les mots pour le dire [3] Conférence des juges administratifs du Québec	Comité de déontologie policière	4	2016-06-17	Tribunal administratif du travail 900, Place d'Youville Québec (Québec) G1R 3P7 Canada	67,50 \$
16e Colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens	Comité de déontologie policière	1	2016-11-19	Hôtel Auberge Universel 5000, rue Sherbrooke est Montréal (Québec) H1V 1A1 Canada	200,00 \$

1. Droit disciplinaire et droit administratif

Les formations ont eu lieu les 31 mai et 1er juin 2016. Le paiement de l'inscription a été effectué dans le budget 2015-2016.

2. 15e Colloque de l'Association des juristes Italo-Canadiens

Une inscription à 160 \$ (membre) et une inscription à 200 \$ (non membre).

3. Les mots pour le dire

Trois inscriptions à 65 \$ (membre CJAQ) et une inscription à 75 \$ pour non-membre.

CONTRATS DE FORMATION: AUCUN

Comité de déontologie policière: <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Formation de secouriste en milieu de travail	Direction des opérations	1	2016-05-26	Ambulance St-Jean 110 boul. Crémazie ouest Montréal (Québec) H2P 1B9 Canada	104,00 \$
Colloque GARDESCO Formation offerte par le Centre international de criminologie comparée	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2016-06-02	Université de Montréal 2900 boul. Édouard Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4 Canada	43,49 \$
Combattre la corruption et la fraude: sommes-nous prêts. Forum offert par l'Association canadienne des chefs de police.	Direction des opérations	3	2016-04-18	Hilton Lac Leamy 3 boul. du Casino Gatineau (Québec) J8Y 6X4 Canada	595,03 \$
Passeport Multi-CPA. Ajouts de crédits supplémentaires.	Direction des services à la gestion	1	2016-06-01	600, rue Fullum Montréal (Québec) H2K 2L6 Canada	1 049,00 \$
Panier de gestion et jugement situationnel. Formation offerte par l'Alliance des cadres de l'État	Service de la vérification	1	2016-08-16	Alliance des cadres de l'État 1305 Chemin Ste-Foy bureau 306 Québec (Québec) G1S 4N5 Canada	100,00 \$
Colloque - Réseau policier en accès et protection de l'information Formation offerte par l'Association sur l'accès et la protection de l'information.	Commissaire à la lutte contre la corruption	1	2016-11-10	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1 X4 Canada	235,00 \$
Session de planification de la retraite. Formation offerte par le Collège Marie-Victorin.	Service la vérification	1	2016-09-15	CEGEP Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Session de planification de la retraite. Formation offerte par le Collège Marie-Victorin.	Service la vérification	1	2016-10-20	CEGEP Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Exercer un rôle conseil en entreprise. Formation offerte par IC Formation	Direction de la prévention et des communications	2	2016-06-16	IC Formation inc. 485, rue McGill, bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 2H4 Canada	830,00 \$
Examineur de fraude certifié [1] Formation offerte par l'Association of Certified Fraud Examiners Formation en ligne	Direction de la prévention et des communications	1	2016-07-29	ACFE / États-Unis 716 West Ave Austin (TX) 78701-2727	982,06 \$
Individus et groupes en milieu organisationnel [2] Soutien aux études	Direction de la prévention et des communications	1	2016-05-01	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5 Canada	355,66 \$

1. Examineur de fraude certifié

Formation pour l'année 2016-2017

2. Individus et groupes en milieu organisationnel

Session d'été 2016

Commissaire à la lutte contre la corruption: <https://www.upac.gouv.qc.ca/fileadmin/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-dépenses/mind.html>

QUESTION 16: Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'inscription/personne
Initiation à la comptabilité financière [3] Soutien aux études	Service la vérification	1	2016-09-13	Téluq (à distance) 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6 Canada	324,35 \$
Mathématiques appliquées à la gestion [4] Soutien aux études	Service la vérification	1	2016-09-13	Téluq (à distance) 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6 Canada	264,35 \$
Nouveaux développements en matière de contrats publics. Formation offerte par le Barreau du Québec	Service la vérification	1	2016-11-04	Barreau du Québec 445, boul. Saint-Laurent, 2e étage Montréal (Québec) H2Y 3T8 Canada	79,50 \$
Journée de formation continue sur le droit de la concurrence. Formation organisée par les Éditions Yvon Blais	Service la vérification	2	2016-11-10	Hôtel Intercontinental 360, rue Saint-Antoine ouest Montréal (Québec) H2Y 3X4 Canada	495,00 \$
Exercer un rôle conseil en entreprise. Formation offerte par IC Formation Inc.	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2016-09-27	IC Formation inc. 485, rue McGill, bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 2H4 Canada	830,00 \$
Ceinture verte Lean Six sigma. Formation offerte par le Mouvement québécois de la qualité	Service la vérification	1	2017-01-19	Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.) 360, rue Saint-Jacques 17e étage, bureau 1710 Montréal (Québec) H2Y 1P5 Canada	2 699,00 \$
Le gestionnaire nouvellement promu. Formation offerte par Technologia.	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2016-12-14	Technologia Formation 440, René-Lévesque ouest 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	1 095,00 \$
MS Excel 2013 - Niveau intermédiaire. Formation offerte par Versalys.	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2016-09-29	Versalys 2075, boul. Robert-Bourassa, suite 500 Montréal (Québec) H3A 2L1 Canada	198,00 \$
Gestionnaires inspirants - Le courage de dire - L'Étoffe d'un leader. Formation offerte par Lord Communication managériale	Service la vérification	1	2016-10-01	Lord communication managériale (Formation en ligne) 54, rue Le Royer ouest Montréal (Québec) H2Y 1W7 Canada	795,00 \$

3. Initiation à la comptabilité financière

Session d'automne 2015.

4. Mathématiques appliquées à la gestion

Session d'hiver 2016

CONTRATS DE FORMATION: AUCUN

Commissaire à la lutte contre la corruption: <https://www.upac.gouv.qc.ca/fileadmin/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-dépenses/mind.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Les articles de loi restreignant les ordonnances de sursis sont entrés en vigueur à l'automne 2012. L'effet complet de la loi devait donc se faire sentir après une période de deux ou trois ans, soit minimalement à partir de l'automne 2014. C'est pour cette raison qu'une collecte de données, pour tenter d'estimer l'effet de la loi, avait été effectuée en 2014-2015.

Une augmentation importante et continue de la population purgeant une peine discontinue est observée entre 2011-2012 et 2015-2016, ce qui laisse croire à un effet de la loi.

Toutefois, des analyses des données en 2014-2015 et 2015-2016 n'ont pas permis de cerner l'effet de la loi et les coûts associés à son entrée en vigueur. En effet, bien qu'il semble y avoir une modification dans le profil de la population carcérale (augmentation de personnes purgeant une peine discontinue), il s'avère difficile d'isoler ce qui relève spécifiquement de C-10.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

La Loi sur la sécurité des rues et des communautés (la Loi), adoptée le 13 mars 2012, apporte de nombreux changements au Code criminel et à d'autres lois connexes. Elle impose notamment des peines minimales obligatoires pour des infractions qui par le passé pouvaient faire l'objet d'un sursis à l'emprisonnement. Ces peines doivent obligatoirement être purgées en détention.

Les coûts supplémentaires assumés par la Commission en lien avec la mise en application de ces mesures sont liés à l'augmentation de la clientèle carcérale, dans la mesure où cela se traduit par une augmentation du nombre de séances tenues par la Commission.

La Commission constate une augmentation de séances de 34 % entre les années financières 2012-13 et 2015-16.

La Commission peut affirmer qu'une partie de cette augmentation est due à l'adoption de la loi, mais elle n'est pas en mesure de mesurer exactement les coûts compte tenu du fait qu'au cours des mêmes périodes, elle a enregistré une augmentation des séances tenues en PSPLC ainsi qu'une diminution des taux de renonciation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 : Unité permanente anticorruption (UPAC) :

- a) Au 28 février 2017, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2017-2018;**
- c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;**
- d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017;**
- e) Bilan des activités de l'UPAC;**
- f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.**

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 :

a) Au 28 février 2017, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;

	EFFECTIFS EN POSTE AU 28-02-2017
Commissaire à la lutte contre la corruption (avec Service de la vérification)	90
Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC - Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	20
Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	14
Sûreté du Québec (Service des enquêtes sur la corruption et soutien)	103
Sûreté du Québec (Service des vérifications)	10
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	7
Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification de l'intégrité)	2
Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	4
Régie du bâtiment du Québec (Service des vérifications)	4
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Équipe de vérification sur la gestion contractuelle des municipalités)	11
Service de police de la Ville de Montréal (Escouade de protection de l'intégrité municipale)	20
TOTAL	285¹

¹ Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 :

À noter que le Bureau de lutte à la corruption et à la malversation (BLCM) a été, comme tous les bureaux spécialisés du ministère public, fusionné au sein du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales (BGCAS) en septembre 2015.

La mission de ce bureau est de traiter des affaires de grande criminalité, notamment de corruption, de fraudes, de trafics d'êtres humains, d'armes ou de stupéfiants et d'autres affaires reliées à la criminalité organisée. Polyvalent, le Bureau de la grande criminalité a aussi pour mandat d'assumer des affaires jugées spéciales en raison de leur complexité, leur sensibilité ou des nouvelles questions juridiques qu'elles soulèvent (description du site internet du DPCP).

Le DPCP serait davantage en mesure de préciser le nombre de procureurs mobilisés au sein du BGCAS.

Dans tous les cas, les procureurs ne devraient pas être comptabilisés au sein de l'UPAC, car le DPCP n'est pas inclus dans les différents décrets du fait de l'indépendance de la fonction de poursuivant public.

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2017-2018;

Le budget 2017-2018 du Commissaire à la lutte contre la corruption a été présenté au Livre des crédits 2017-2018.

BUDGET VENTILÉ	
	2016-2017 (k\$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	11 565,5
Ministère de la Sécurité publique	2 109,0
Sûreté du Québec	24 343,7

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats des années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

Réponse à la question des renseignements généraux numéro 17.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 :

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017;

1) Ordonnances et autorisations judiciaires

- Les différentes unités d'enquête de l'UPAC ont exécutés 151 ordonnances ou autorisations judiciaires (ex : mandat de perquisition, mandat général, ordonnance de communication, interception de communication privée, etc.)

2) Arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC

Nature des accusations	Individus	Personnes morales	Total
Criminelle	6		6
Pénale	21	25	46
Total	27	25	52

e) Bilan des activités de l'UPAC depuis sa création (au 28 février 2017)

A) SIGNALEMENTS

Centre en matière de gestion des signalements (CGS) Signalements reçus	Depuis la création de l'UPAC Cumulatif à la fin Février 2017
	4638

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

B) ENQUÊTES

	Depuis la création de l'UPAC Cumulatif à la fin Février 2017
Individus accusés au criminel	171
Personnes morales accusées au criminel	14
Chefs d'accusations criminelles	514
Condamnations criminelles	36
Individus accusés au pénal	61
Personnes morales accusées au pénal	68
Condamnations pénales	32
Montant des amendes suite aux condamnations	2 451 423 \$
Nombre de perquisitions/ordonnances ou autorisations judiciaires (criminelles et pénales)	4359
	Février 2017
Enquêtes criminelles en cours	36
Dossiers criminels devant les tribunaux	23
Enquêtes pénales en cours	19
Dossiers pénaux devant les tribunaux	24
Enquêtes en cours (criminelles et pénales)	55
Dossiers devant les tribunaux (criminels et pénaux)	47

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

C) VÉRIFICATIONS	Depuis la création de l'UPAC Cumulatif à la fin Février 2017
Dossiers ouverts	474
Dossiers fermés	457
CCQ: Montants réclamés	4 087 295,10 \$
CCQ: Heures réclamées	171 181,25
	Février 2017
Dossiers actifs	37
D) INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES	Depuis la création de l'UPAC Cumulatif à la fin Février 2017
Avis émis par l'UPAC	3334
Avis de révocation d'autorisation	43
Dossiers reçus de l'AMF	3862
	Février 2017
Dossiers en traitement	528
E) PRÉVENTION	Depuis la création de l'UPAC Cumulatif à la fin Février 2017
Rencontres et séances de prévention	824
Nombre de personnes rencontrées en séances de prévention	23 981

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 :

f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.

En application notamment des articles 36, 37 et 39 de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels, les documents visés par cette demande sont confidentiels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 03.06

QUESTION 19 : Fournir une copie du rapport du Comité de surveillance et un diagnostic organisationnel des employés de l'UPAC

1) Fournir une copie du rapport du Comité de surveillance...

Nous ne disposons pas de suffisamment d'information pour identifier le rapport dont il est question.

2) ... et un diagnostic organisationnel des employés de l'UPAC

En mai 2016, le commissaire associé aux vérifications a demandé l'assistance de la Direction des ressources humaines (DRH) du ministère de la Sécurité publique (MSP) afin de procéder à un diagnostic organisationnel du Service de la vérification de l'intégrité des entreprises (SVIE) du Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC).

Le SVIE est responsable de donner des avis à l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre des demandes d'autorisation présentées par les entreprises qui souhaitent conclure des contrats avec l'État. Cette démarche d'amélioration continue visait donc à mesurer le processus opérationnel et le climat de travail afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacé du service.

En septembre 2016, la DRH du MSP a donc produit un rapport préliminaire basé sur des rencontres personnalisées avec l'ensemble des 45 membres du SVIE.

La participation des employés à cet exercice a largement reposé sur l'assurance que leurs propos demeuraient confidentiels.

À la suite de la présentation du rapport, plusieurs travaux ont été entrepris afin de réviser notamment:

- La structure opérationnelle du service;
- Le rôle et la responsabilité des différents intervenants du processus;
- Le processus de traitement des demandes et de production des avis à l'AMF et;
- Les divers canaux de communications.

Le rapport demandé ne peut être communiqué en vertu des articles 14, 29 alinéa 2, 37, 41, 53, 54 et 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2004-2005, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Le projet Sentinelle est officiellement annulé depuis le 20 août 2015.

Aucune somme n’a donc été consacrée au projet Sentinelle en 2016-2017.

Une refonte du système de mission des services correctionnels Dacor est planifiée. Le dossier de présentation stratégique du projet Dacor 2.0 a été approuvé par le Conseil du trésor et le dossier suit son cours.

Pour les informations relatives aux années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l’Étude des crédits antérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 21 : Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.
<p>Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des avis et des recommandations qui ont permis d'élaborer la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (2016, chapitre 15) et serviront, au moment opportun, à adopter le règlement d'application et à procéder à l'entrée en vigueur de la loi.</p> <p>En ce sens, ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement :

TOTAL DU PROGRAMME 01.04:	23 424 919 \$
----------------------------------	----------------------

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2016-2017

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	44 856
Adojeune inc.	34 767
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	20 000
Association culturelle, sociale et âge d'or de Kazabazua	35 000
Centre aide et prévention jeunesse de Lévis	20 000
Comité du travail de rue d'Alma	38 272
Corporation Jeunesse Memphrémagog inc.	42 000
En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien) jeunesse	25 000
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	30 000
La Maison des jeunes "Par la Grande Porte"	35 464
La maison des jeunes de Montmagny inc.	40 000
La Société Saint-Vincent de Paul de Québec	15 000
LaRue Bécancour inc.	43 780

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Le Projet Harmonie	35 000
Le TRÀSH - Travail de Rue à Shawinigan	44 110
Macadam Sud	45 512
Maison des Jeunes de Beauce-Sartigan	33 779
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	50 000
Motivaction Jeunesse	34 912
Pilier Jeunesse	34 041
Point de Rue	45 000
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	41 128
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (PACT de rue)	44 962
Projet Intervention Prostitution Québec	44 475
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	49 600
Réseaux d'entraide des Appalaches	10 000
Ressource alternative des jeunes de Bellechasse	44 361
Service de Travail de rue de Chicoutimi	43 295
SQUAT Basse-Ville	35 213
Tandem-Jeunesse	50 000
Trame d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	48 513
Travail de rue action communautaire (Saint-Pierre)	29 196
Travail de rue action communautaire (Sud-Ouest)	42 764
Un itinéraire pour tous	20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000
Action Jeunesse St-Pie X	125 000
Les YMCA du Québec	125 000
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	125 000
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	125 000

PROGRAMME PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

MESURE 1 - Bonification Prévention jeunesse

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Projet Intervention Prostitution Québec	125 000
Centre international pour la prévention de la criminalité	125 000
Regroupement des organismes communautaires québécois pour le travail de rue	125 000
Justice alternative du Suroît	125 000
Wapikoni mobile	125 000
Action Jeunesse Côte-Sud	125 000
Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	125 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MESURE 2 - Bonification Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	40 482
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	44 614
Association des groupes de jeunes des hauts-reliefs	33 700
Centre le S.P.O.T.	37 991
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	45 000
Dopamine	35 118
En marge 12-17	40 070
La maison des Jeunes St-Rémi inc.	15 871
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	41 272
L'Exit de Waterloo	42 000
Maison des jeunes de Varennes	47 263
Maison des jeunes Mercierois	25 000
Maison des jeunes de Témiscaming	26 856
Organisme Centretien de Nicolet et Régions	41 600
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	25 000
P.I.A.M.P. inc.	45 611
Plein milieu	45 000
POSA/Source des Monts	35 832
Rap Jeunesse	39 620
Travail de rue le TRAJET	42 100

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

(Maximums prévus pour 2016-2017 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor à venir)

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$) (1)
ADPQ	115 000
Blainville	5 252
Bromont	6 868
Châteauguay	16 564
Deux-Montagnes	9 292
École nationale de police du Québec	37 500
Gatineau	62 620
Granby	18 988
Laval	79 992
Lévis	27 472
Longueuil	88 072
Memphrémagog	16 968
Mirabel	11 312
Mont-Tremblant	17 372
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 928
Québec	183 820
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	29 492
Richelieu-St-Laurent	39 592
Roussillon	16 968
Saguenay	46 864
Saint-Eustache	15 352
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 472

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Saint-Jérôme	18 584
Sherbrooke	48 884
SPVM	1 429 700
Terrebonne	31 108
Thérèse-De Blainville	20 604
Thetford-Mines	10 908
Trois-Rivières	45 652
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes	30 000
Réserve CPM - Remboursement des frais relatifs aux sanctions	76 500
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	30 000

(1) Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

(Maximums prévus pour 2016-2017 qui seront versés conformément à la décision du Conseil du Trésor à venir)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$) (1)
Service de police de la Ville de Montréal	2 393 400

(1) Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS TABAC

(Maximums prévus pour 2016-2017 qui seront versés d'après les prévisions du MSP conformément à la décision du Conseil du Trésor à venir)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$) (1)
ADPQ	15 000
Gatineau	300 000
Laval	300 000
Longueuil	300 000
Québec	300 000
Richelieu-St-Laurent	300 000
Roussillon	7 000
Saguenay	300 000
St-Jérôme	300 000
Sherbrooke	300 000
SPVM	4 268 200
Trois-Rivières	300 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	243 400
Réserve CPM et ENPQ - Remboursement des frais de formations	55 000

(1) Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$) (1)
SPVM	397 500
Gatineau	40 900
Laval	40 900
Longueuil	40 900
Québec	40 900

(1) Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	60 000
École nationale de police du Québec (ENPQ)	5 404 800
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	400 000
Association des organismes de Justice alternative du Québec	100 000
Service de police de la Ville de Montréal (Enquête Val-d'Or) (1)	816 200

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À CERTAINES MUNICIPALITÉS RURALES DESSERVIES PAR UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2016-2017 (en \$)
Saint-Isidore	267 288
Saint-Mathieu	5 831

(1) Montants versés au 31 mars 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Centre d'amitié autochtone du Québec	Sans titre	Demande de reconduction qui ne répond pas aux objectifs initiaux
Corporation d'animation l'Ouvre-Boîte du quartier	Sans titre	Demande de reconduction qui ne répond pas aux objectifs initiaux
L'antre-Jeunes de Mercier-Est	Sans titre	Demande de reconduction qui ne répond pas aux objectifs initiaux
Mouvement jeunesse Montréal-Nord (Café-Jeunesse Multiculturel)	Sans titre	Demande de reconduction qui ne répond pas aux objectifs initiaux
Centre des Femmes de Rosemont	Sans titre	Demande non admissible.
COPATLA	Sans titre	Demande non admissible.
Centre Sida Amitié	Sans titre	Demande non admissible.
Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	Sans titre	Demande non admissible.
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Sans titre	Demande non admissible.
Les Petits Dolphins	Sans titre	Demande non admissible.
Maison de jeunes l'Olivier des Etchemins	Sans titre	Demande non admissible.
L'Unité d'intervention mobile L'Anonyme inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Ali et les Princes de la rue	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Association des Maisons de jeunes de Mirabel	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Bureau de consultation-jeunesse inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme
Carrefour Jeunesse-Emploi de Marquette	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
CHANTIER D'APPRENTISSAGE OPTIMAL (CHAPOP)	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Club garçons et filles de Lasalle	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Coalition Jeunesse de Parc-Extension	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Concert'Action Portneuf	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
GCC La Violence	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Grands Frères et Grandes Soeurs de Trois-Rivières	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Boulot vers...	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Pacte de Rue inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
L'Écluse des Laurentides	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Les Oeuvres de la Maison Dauphine inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des Jeunes «Les Mayais»	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes Châtelois inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des Jeunes de Beaujeu	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de LaSalle	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison d'Haïti	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Mani-Jeunes inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Mission Exeko	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Patro de Charlesbourg inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Prévention Sud-Ouest	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Programme d'Intervention Jeunesse (P.I.J)	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Projets Bourlamaque	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Table de quartier l'EnGrEnAgE de Saint-Roch	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Tandem VSP - Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Toxic-Actions	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Trans-Art 2000	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Travail de rue action communautaire (secteur Lachine)	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Vallée-Jeunesse (1997) inc.	Sans titre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Mesures Alternatives des Basses-Laurentides	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Les YMCA du Québec / Saint-Laurent	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Destination Travail du Sud-Ouest de l'Île de Montréal inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Ressource communautaire en santé mentale l'Éveil	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Coasters Association inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Maison des Familles de Mercier-Est	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Un itinéraire pour tous	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre de la Famille Valcartier	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Pacte Bois-Francs	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison le Passeur	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Maison des Jeunes de Rigaud	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison d'aide et d'hébergement l'Aid'Elle	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Rawdon	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
L'ADOberge Chaudière-Appalache	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Association des Groupes de Jeunes des Hauts-Reliefs	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Café-jeunesse de Chicoutimi inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison de jeunes de St-Prime	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison de jeunes Le Chemin Faisant inc	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Univers Jeunesse Argenteuil	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Avenue des Jeunes	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Varennes	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre des jeunes Saint-Sulpice	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Carrefour Communautaire de Rosemont L'Entre-Gens	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Ali et les Princes de la Rue	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre Salésiens Des Jeunes	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Concert'Action Portneuf	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Tandem VSP	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre de prévention du suicide Côte-Nord	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre Ex-Equo	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Justice alternative Saguenay inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre d'amitié autochtone La Tuque	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Société Ressources-Loisirs Pointe-aux-Trembles	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Patro de Charlesbourg	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Pilier Jeunesse	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Rond-Point jeunesse au travail	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison d'Haïti	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Projet LOVE - Vivre sans Violence (Québec)	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Evolu-Jeunes 19-30 ans	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac Saint-Jean	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison Hina inc.	Prévention Jeunesse	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

TOTAL DU PROGRAMME - 01.05	9 615 671 \$
-----------------------------------	---------------------

SUBVENTIONS AD HOC ¹

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – Entente concernant une subvention à l'ACSIQ pour l'exercice financier 2016-2017	35 000
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – Entente concernant une subvention à l'ACSIQ pour le projet « Portes ouvertes - La famille à la caserne »	36 000
Administration régionale Kativik – contribution financière relative aux infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques	609 219
Association des techniciens en prévention incendie du Québec - Aide financière pour la poursuite des actions en prévention	5 000
École nationale des pompiers du Québec – contribution financière pour le financement de l'École	377 200
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches	30 000
Regroupement des directeurs des services d'incendie et de secours du Québec - Aide financière pour les travaux en cours en 2016-2017	2 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES ¹

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2016-2019	320 040
UQAR - Reconstitution historique et projection des variations du niveau marin relatif pour l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent	199 390
UQAR - Développement de plateformes topo-bathymétriques polyvalentes optimisées pour une utilisation en zones côtières	387 350
UQAR - Modélisation conjointe de l'évolution future des phénomènes d'érosion et de submersion côtières pour le développement d'une cartographie multialéas des côtes de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	294 259
UQAR - Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection utilisées au Québec et à l'international pour faire face aux aléas côtiers	73 279
UQAR - Suivi morphosédimentologique d'une plage de la Côte-Nord dans le cadre de l'expérimentation du système <i>Rolodune</i> visant à réduire les effets de l'érosion côtière	63 271
UQAR - Développement et application d'une méthodologie d'analyse de risque et de solutions pour l'érosion et la submersion côtières	300 000
UQAR - Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2016-2019	269 240
Institut nationale de la recherche scientifique (INRS) - Imagerie tomographique géoélectrique de plages affectées par l'érosion côtière	72 747
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) - Réalisation d'un portrait des sources de matériaux granulaires naturels potentiellement disponibles près des municipalités susceptibles de faire l'objet d'un projet de rechargement de plages	6 289
Subvention au Village de Pointe-Lebel - Allocation de départ pour une résidence principale à Pointe-Lebel	22 363
UQAR - Évaluation du risque relié aux inondations	110 000
Université Laval (UL) - Étude sur la réduction du risque relié aux inondations causées par le ruisseau Pratt dans la ville de Coaticook	30 000
Université de Montréal (UdeM) - Étude sur la réduction du risque relié aux inondations causées par le ruisseau Pratt dans la ville de Coaticook	15 000
INRS - Développement et application d'un outil de gestion et d'analyse de risque d'inondation (GARI) sur le système transfrontalier du Lac Champlain-Rivière Richelieu	50 000
INRS - Amélioration de la connaissance du risque relié aux inondations - Brigham	35 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.	
UL - Réduction du risque relié aux inondations dans la ville de Saint-Raymond	367 700
MDDELCC - Développement de divers outils de prévision de niveaux de cours d'eau pouvant être joints à la prévision de débits déjà faite par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	52 500
UL - Guide - Travaux de documentation sur les inondation passées	75 000
MTMDET - Expertise du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports - Réalisation de plans et devis	87 600
Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot - Entente pour le financement de travaux de stabilisation de talus dans les secteurs de la rue Simone-de-Beauvoir à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	230 000
Université de Sherbrooke - Programme de recherches sur la gestion des risques associés à la présence de matières dangereuses	200 000
Ville de La Tuque - Entente de financement pour la mise en oeuvre d'activités de gestion des risques associés aux matières dangereuses	6 900
Ville de Victoriaville - Entente de financement pour la mise en oeuvre d'activités de gestion des risques associés aux matières dangereuses	6 900
Ville de Varennes - Entente de financement pour la mise en oeuvre d'activités de gestion des risques associés aux matières dangereuses	13 000
Université McGill - Le risque sismique résidentiel à Montréal - Évaluation des dommages et conséquences	26 000
MERN - Fonds d'information sur le territoire - Acquisition de Light Detection And Ranging et bathymétrie	974 694
Groupe Altus Limitée - Impacts sur le domaine immobilier de la cartographie de zones de contraintes à l'utilisation du sol	25 000
Maison Léon-Provancher - Communication de risques (sensibilisation du public)	27 729

1 Maximums prévus qui seront versés selon les prévisions du MSP du 31 mars 2017. Exclut les frais de fonctionnement pour le Service de l'expertise de la DGSCSI (28 111 \$).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

PROGRAMME DES SCHÉMAS DE COUVERTURE DE RISQUES

ORGANISME	FINANCEMENT ANNUEL MAXIMUM AUTORISÉ (en \$)
MRC de Caniapiscau - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC La Haute-Côte-Nord - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Roussillon - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Avignon - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Golf du Saint-Laurent - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC L'Assomption - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Mirabel - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Beauce-Sartigan - versements 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	40 000

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2017

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC de l'Abitibi	37 097
MRC de l'Abitibi-Ouest	35 000
MRC d'Acton	30 750
MRC d'Antoine-Labelle	62 668
MRC d'Argenteuil	108 537

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC d'Arthabaska	108 644
MRC d'Avignon	26 000
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	39 226
MRC de Beauce-Sartigan	69 069
MRC de Beauharnois-Salaberry	63 175
MRC de Bécancour	14 218
MRC de Bellechasse	53 573
MRC de Bonaventure	47 648
MRC de Brome-Missisquoi	42 794
MRC de Caniapiscau	42 031
MRC de Charlevoix	19 798
MRC de Charlevoix-Est	42 528
MRC de Coaticook	16 002
MRC D'Autray	38 181
MRC Deux-Montagnes	24 853
MRC de Drummond	46 598
MRC de Joliette	18 104
MRC de Kamouraska	35 018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC de La Côte-de-Beaupré	47 216
MRC de La Côte-de-Gaspé	24 131
MRC de La Haute-Côte-Nord	28 867
MRC de La Haute-Gaspésie	16 563
MRC de La Haute-Yamaska	63 711
MRC de La Jacques-Cartier	29 596
MRC La Matapédia	30 212
MRC La Mitis	31 950
MRC La Nouvelle-Beauce	41 808
MRC La Rivière-du-Nord	17 509
Agglomération La Tuque	13 271
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	42 105
MRC La Vallée-de-l'Or	70 043
MRC La Vallée-du-Richelieu	69 399
MRC Lac-Saint-Jean-Est	67 354
MRC L'Assomption	-
MRC Le Domaine-du-Roy	30 415
MRC Le Fjord-du-Saguenay	105 180

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	13 000
MRC Le Granit	58 080
MRC Le Haut-Richelieu	34 079
MRC Le Haut-Saint-François	32 887
MRC Le Haut-Saint-Laurent	43 393
MRC Le Rocher-Percé	16 105
MRC Le Val-Saint-François	30 522
MRC de L'Érable	48 090
MRC Les Appalaches	27 404
MRC Les Basques	31 542
MRC Les Chenaux	31 771
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	92 022
MRC Les Etchemins	26 165
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	16 815
MRC Les Jardins-de-Napierville	51 113
MRC Les Laurentides	65 862
MRC Les Maskoutains	92 757
MRC Les Pays-d'en-Haut	42 986

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC Les Sources	38 013
MRC L'Île-d'Orléans	8 407
MRC L'Islet	11 599
MRC Lotbinière	51 494
MRC Manicouagan	61 791
MRC Maguerite-D'Youville	26 249
MRC Maria-Chapdelaine	56 369
MRC Maskinongé	53 142
MRC Matanie	30 274
MRC Matawinie	78 186
MRC Mékinac	23 170
MRC Memphrémagog	56 238
MRC Minganie	8 253
MRC Mirabel	34 132
MRC Montcalm	16 905
MRC Montmagny	38 082
MRC Nicolet-Yamaska	51 980
MRC Papineau	97 434

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2016-2017. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs de refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 (en \$)
MRC Pierre-de-Saurel	43 975
MRC Pontiac	75 837
MRC Porneuf	44 209
MRC Rimouski-Neigette	26 000
MRC Rivière-du-Loup	92 012
MRC Robert-Cliche	81 709
MRC Roussillon	24 705
MRC Rouville	48 990
MRC Rouyn-Noranda	59 683
MRC Sept-Rivières	26 453
MRC Témiscaming	44 782
MRC Témiscouata	72 352
MRC Thérèse-de-Blainville	960
MRC Vaudreuil-Soulanges	111 181

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 23 : État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, le bénéficiaire, les mesures de suivi et contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 25 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2015-2016 et 2016-2017. Sommes totales prévues en subvention pour 2017-2018.

Le Centre de la prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP.

Le directeur général du CPRMV est Herman Deparice-Okomba. Les membres du conseil d'administration sont M. Richard Fillion, directeur-général du Collège Dawson, M. Bernard Tremblay, président-directeur général de la Fédération des cégeps, M. Alan Shepard, recteur et vice-chancelier de l'Université Concordia, Mme Guylaine Ouimette, présidente de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec, Dre Christine Grou, présidente de l'Ordre des psychologues du Québec, M. Jacques Leroux, sous-ministre adjoint au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, M. Louis Morneau, sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique, Me Louise Otis, professeure adjointe de la faculté de droit de l'Université McGill.

La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble » prévoit l'établissement d'un partenariat sera établi avec le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) créé par la Ville de Montréal afin de rendre disponible à l'ensemble de la population québécoise l'expertise et les services offerts par le Centre. Le MSP a signé, le 22 novembre 2015, une convention de contribution financière avec le CPRMV et la Ville de Montréal. Dans le cadre de l'entente conclue avec le CPRMV et la Ville de Montréal, il est prévu que le Centre produira un rapport annuel de ses activités qui devra contenir des données ou des indicateurs permettant de mesurer sa performance et de vérifier l'utilisation de la contribution financière. Le CPRMV devra également produire des états financiers vérifiés sur une base annuelle.

Cette entente prévoit le versement d'une subvention totale de 1 000 000 \$ au CPRMV au cours des exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. Rappelons que le MSP a versé pour l'année financière 2015-2016 une somme de 600 000 \$. En dehors du cadre de l'entente conclue, un montant supplémentaire de 500 000\$ a été octroyé au CPRMV par le MSP, le 3 mars 2016, pour soutenir la poursuite des activités en cours. La contribution financière totale pour l'année financière 2016-2017 est donc de 400 000 \$. Pour l'exercice 2017-2018, aucune somme n'est actuellement prévue compte tenu du fait que l'entente sur la contribution financière prenait fin le 31 décembre 2016. Ceci dit des discussions sont entamées avec le CPRMV et la Ville de Montréal au sujet du renouvellement de l'entente.

Le CPRMV a fait parvenir au MSP son rapport d'activités pour la période allant du 15 mars 2015 au 31 décembre 2016. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre d'appels reçus en date du 31 décembre 2016 : 1242;
- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation: 411;
- Le centre reçoit des appels autant du reste du Canada que de l'international.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles
	2016-2017 (en \$)
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Service de travail de rue de Chicoutimi	50 000
Région 05 - Estrie	
CALACS Agression Estrie	50 000
Région 06 - Montréal	
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	50 000
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	50 000
Unité d'intervention mobile l'Anonyme	50 000
Région 14 - Lanaudière	
CALACS La Chrysalyde	50 000

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 27 : État de situation sur les activités du programme Prévention jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.

Au début de l'année 2016, le Centre jeunesse de Laval a été aux prises avec un nombre inquiétant de fugues de jeunes filles soupçonnées d'être sous l'emprise de proxénètes. Les circonstances de Laval étaient suffisamment préoccupantes pour que des moyens supplémentaires soient déployés afin de renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Ainsi, le 16 février 2016, le ministre de la Sécurité publique a dévoilé un nouveau programme de financement Prévention jeunesse. Le montant annuel accordé est de 125 000 \$ pour chacun des 5 organismes retenus, renouvelables annuellement sur la durée du programme. De plus dans le cadre du budget déposé le 18 mars 2016, des crédits additionnels de 9 M\$ pour les 3 prochaines années ont été annoncés en vue de mettre en oeuvre des mesures préventives et bonifier notamment ce programme de financement. Le programme de financement Prévention Jeunesse s'inscrit dans une optique d'optimisation des services offerts aux jeunes vivant des situations pouvant compromettre leur sécurité.

Le Ministère aura financé un total de 12 projets en 2016-2017 pour un montant global de 1,5 M\$. La même somme est prévue pour l'année 2017-2018.

La prévention et l'intervention auprès des jeunes nécessitent une multitude d'acteurs dont les activités doivent être coordonnées et faire partie d'une démarche cohérente et intégrée. Ainsi, elle doit s'appuyer sur une structure de concertation et de coordination visant à arrimer les actions des nombreux partenaires de secteurs différents autour de la résolution d'un problème d'intérêt commun qui sévit sur un territoire.

Ce programme d'aide financière vise à :

- améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné;
- accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes;
- faciliter la prise en charge par les acteurs locaux des situations problématiques impliquant les jeunes;
- instaurer, si applicables, des pratiques en matière de prévention de la criminalité qui tiennent compte de la réalité des collectivités autochtones et du Nord.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 28 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020

Veillez vous référer au tableau annexé.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d)	Montant déboursé 2015-2016 (d)	Montant déboursé 2016-2017 (d)	Date de versement / Remarque (e)
1 Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile						
		Intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités (documents d'accompagnement des orientations en matière d'aménagement du territoire; outils et guide visant la gestion des risques en sécurité civile)	Développement à l'interne du MSP	\$ -	\$ 5 344,48	\$ 54 319,71	Salaire versé au 31 mars 2017 qui sera remboursé par le MDDELCC.
TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2				\$ -	\$ 5 344,48	\$ 54 319,71	
2 Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale			\$ -	\$ -	\$ -	Sous-action conjointe avec le MAMOT en développement.
TOTAL SOUS-ACTION 2.3				\$ -	\$ -	\$ -	
3 Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des changements climatiques						
		Intégration et transfert de données événementielles	Développement à l'interne du MSP	\$ -	\$ 4 717,89	\$ -	Salaire
		Développement et amélioration des outils existants en matière de suivi, d'alerte et de diffusion d'information relative à la sécurité civile auprès d'utilisateurs et de partenaires	Dendrotik, Geneq, Tetrattech, Développement Innovation Haut-Richelieu	\$ -	\$ 16 506,38	\$ 3 240,73	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Outil de surveillance des médias sociaux	Université McGill			\$ 40 000,00	Année financière 2016-2017.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec	Institut national de la recherche scientifique			\$ 24 784,56	Année financière 2016-2017.
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière L'Assomption	Hydro-Météo			\$ 21 685,70	Année financière 2016-2017.
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				\$ -	\$ 21 224,27	\$ 89 710,99	

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d)	Montant déboursé 2015-2016 (d)	Montant déboursé 2016-2017 (d)	Date de versement / Remarque (e)
	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres						
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilion	Ville de Gatineau	\$ 1 000 000,00	\$ -	\$ -	Année financière 2014-2015.
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie	Ville de Saguenay	\$ -	\$ 400 000,00	\$ -	Année financière 2015-2016.
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord	Ville de Shawinigan	\$ -	\$ 1 900 000,00	\$ -	Année financière 2015-2016.
		Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick	Ville de Port-Cartier	\$ -	\$ 200 000,00	\$ -	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Travaux de stabilisation de talus le long de la rivière Quinchien et un de ses affluents dans le secteur résidentiel Vallée-Chaline à Saint-Lazare	Ville de Saint-Lazare	\$ -	\$ -	\$ 3 000 000,00	Année financière 2016-2017.
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				\$ 1 000 000,00	\$ 2 500 000,00	\$ 3 000 000,00	
	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques						
		Programme de recherche sur la résilience des collectivités à faire face aux changements climatiques et aux risques de sinistres	Ouranos	\$ -	\$ -	\$ 400 000,00	Année financière 2016-2017.
TOTAL SOUS-ACTION 3.3					\$ -	\$ 400 000,00	
6 Soutenir la recherche en adaptation	6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques						
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques	Université Laval et MTMDET	\$ -	\$ 78 165,00	\$ 144 894,00	Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à UL; 27 590 \$ au MTMDET). Année financière 2016-2017 (94 319 \$ à UL; 50 575 \$ au MTMDET).
		Analyse et modélisation de la propagation des débris des coulées argileuses non confinées	Université Laval	\$ -	\$ 38 481,00	\$ 89 789,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain	Université Laval	\$ -	\$ 43 180,00	\$ 48 260,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles	Université Laval et MTMDET	\$ -	\$ 240 174,00	\$ 117 057,00	Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à UL; 217 314 \$ au MTMDET). Année financière 2016-2017 (117 057 \$ à UL).
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				\$ -	\$ 400 000,00	\$ 400 000,00	

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d)	Montant déboursé 2015-2016 (d)	Montant déboursé 2016-2017 (d)	Date de versement / Remarque (e)
	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques						
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent (MoDESCo)	Université du Québec à Rimouski	\$ 214 300,00	\$ 243 332,00	\$ 227 330,00	Années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM)	Université du Québec à Rimouski	\$ -	\$ 115 500,00	\$ 77 500,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de La Haute-Gaspésie, de La Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon	Université du Québec à Rimouski	\$ -	\$ 150 000,00	\$ 261 727,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations	Université de Montréal	\$ -	\$ 40 000,00	\$ 70 000,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Portrait de risque des aléas nordiques	Université Laval	\$ -	\$ 50 000,00	\$ 50 000,00	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Acquisition de données LiDAR (Light Detection and Ranging) et bathymétrie	MERN	\$ -	\$ -	\$ 113 370,60	Année financière 2016-2017.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				\$ 214 300,00	\$ 598 832,00	\$ 799 927,60	
GRAND TOTAL POUR LES SEPT SOUS-ACTIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP				\$ 1 214 300,00	\$ 3 525 400,75	\$ 4 743 958,30	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 28, 29 et 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 : État de situation au 31 mars 2017 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années:

- a) Le budget pour chacune des années.**
- b) L'évolution du nombre d'employés.**
- c) Une liste des interventions pour chacune des années.**
- d) Tout autre document pertinent.**

	<u>2012-2013</u>	<u>2013-2014</u>	<u>2014-2015</u>	<u>2015-2016</u>	<u>2016-2017</u>
a) Budget	1 051 764 \$	849 840 \$	956 240 \$	896 701 \$	974 384 \$
b) Techniciens (271)	11	13	12	11	11 (+1 sur appel)
Professionnels (105-124)	3	3	3	3	3
Agent de secrétariat (221)	1	1	1	1	1
Cadre (630-IV)	1	1	1	1	1
Total	16	18	17	16	16
c) Points d'information produits	122	115	108	86	95
Rapports d'événement produits	260	438	386	216	188
Bulletins de l'opération déglacage produits	12	9	30	28	23
Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	6	12	7	3	6
Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	134	123	158	191	199
Demandes d'images de Radarsat-2 prises pour le COG (période des inondations)	107	93	57	41	65
Bilan des événements signalés à la sécurité civile	585	486	440	363	315
Nombre d'appels au COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	24 735	30 017	42 937*	40 757*	44 323*
Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	11 377	14 340	17 693	17 514	16 620
d) Aucun autre document pertinent					
* Depuis 2014-2015, le calcul du nombre d'appels logés sur les lignes de sécurité civile (en provenance des citoyens et des partenaires), tient compte des appels entrants et de l'action entreprise (appels sortants), afin de refléter le travail des techniciens pour un appel en sécurité civile.					

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Pour les réponses aux questions **31 à 51** du groupe de l'opposition officielle, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

- QUESTION 31 :** La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2016-2017.
- QUESTION 32 :** L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018.
- QUESTION 33 :** L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2017, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.
- QUESTION 34 :** La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2017.
- QUESTION 35 :** Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2017.
- QUESTION 36 :** La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2016-2017 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
- QUESTION 37 :** Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.
- QUESTION 38 :** Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2016-2017.
- QUESTION 39 :** Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).
- QUESTION 40 :** La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues.
- QUESTION 41 :** Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2016-2017.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- QUESTION 42 :** Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2016-2017, et pour chacune des cinq dernières années.
- QUESTION 43 :** Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2016-2017.
- QUESTION 44 :** Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.
- QUESTION 45 :** Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.
- QUESTION 46 :** Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.
- QUESTION 47 :** Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2016-2017, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2017-2018.
- QUESTION 48 :** Pour chaque année depuis 2011-2012, indiquez, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.
- QUESTION 49 :** Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
- QUESTION 50 :** Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.
- QUESTION 51 :** Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 52 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2016-2017.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ MOYENNE D'ACCUEIL ¹	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ²	TAUX D'OCCUPATION ³	COÛT/JOUR ⁴ (\$)	DÉPENSES PROBABLES ⁵ (k\$)
Amos ⁶	121	137	113 %	365	18 241
Baie-Comeau	65	55	85 %	303	6 092
Hull	232	225	97 %	215	17 633
Leclerc de Laval	360	310	86 %	238	26 960
Montréal	1 402	1 444	103 %	163	86 041
New Carlisle et Havre-Aubert	104	85	82 %	248	7 695
Percé	46	42	91 %	408	6 256
Québec (homme et femme)	761	770	101 %	209	58 603
Rimouski	121	124	102 %	240	10 874
Rivière-des-Prairies	541	587	109 %	267	57 197
Roberval	180	173	96 %	458	28 896
Sept-Îles ⁶	27	24	89 %	447	3 916
Sherbrooke	307	294	96 %	183	19 662
Sorel ⁶	88	93	106 %	340	11 554
St-Jérôme	387	450	116 %	212	34 772
Trois-Rivières	280	258	92 %	198	18 668

¹ La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées) du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017 (Projection en date du 1^{er} février 2017).

² Population moyenne quotidienne du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017 (projection en date du 1^{er} février 2017).

³ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité.

⁴ Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours).

⁵ Les dépenses probables sont une projection au 31 décembre 2016.

⁶ Les dépenses liées aux nouveaux établissements n'ont pas été considérées lors de l'analyse puisqu'aucune personne incarcérée n'a été détenue à ces endroits en 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 53 : Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2016-2017.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ¹
Amos	138 %
Baie-Comeau	108 %
Havre-Aubert	0 %
Hull	122 %
Leclerc de Laval	118 %
Montréal	122 %
New Carlisle	106 %
Percé	91 %
Québec (homme et femme)	121 %
Rimouski	123 %
Rivière-des-Prairies	124 %
Roberval	114 %
Sept-Îles	115 %
Sherbrooke	117 %
Sorel	119 %
St-Jérôme	133 %
Trois-Rivières	123 %

¹ Taux d'occupation= Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 54 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.¹

PROJETS	Sept-Îles	Amos	Sorel-Tracy ²
Avant 2017	90,9 M\$	117,9 M\$	195,3 M\$
2017-2018	-	-	-

¹ Données fournies par la Société québécoise des infrastructures.

² Les sommes déboursées représentent la portion du gouvernement et celle du partenaire privé pour la construction de l'immeuble.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 55 : Coût final de la construction de l'établissement de Roberval

Pour le coût final du projet, veuillez vous adresser à la SQL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 56 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS (\$)
2016-2017 ¹	75 000 \$

¹ Les données sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 57 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS (\$)
2016-2017 ¹	157 300 \$

¹Les données sont au 28 février 2017.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 58 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis 2012, avec le soutien du Service aérien gouvernemental, des démarches ont été effectuées pour réussir à transporter, avec Air Inuit, les prévenus directement à Amos tout en réduisant les dépenses de transport. À ce jour, les intervenants Inuits et du ministère de la Sécurité publique étudient la possibilité de mettre en place une ligne régulière ou l'ouverture de desserte par vol nolisé à destination de Rouyn-Noranda et / ou d'Amos selon les coûts et les installations aériennes disponibles. Les discussions se poursuivent afin de trouver une solution satisfaisante pour tous les intervenants concernés dans ce dossier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 59 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2017¹; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	58	80
Baie-Comeau	22	26
Havre-Aubert	-	-
Hull	130	86
Leclerc de Laval	201	82
Montréal	764	621
New Carlisle	65	22
Percé	41	-
Québec (femme)	34	22
Québec (homme)	412	272
Rimouski	75	46
Rivière-des-Prairies	64	490
Roberval	117	57
Sept-Îles	12	11
Sherbrooke	191	88
Sorel	47	48
St-Jérôme	257	195
Trois-Rivières	160	79

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues à 23h59 le 31 janvier 2017.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services (Programme travaux compensatoires - PTC)	Dépenses 2016-2017 ¹ (\$)	Tarifs 2016-2017 (coût par dossier) (\$)	Coût de l'entente du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2016 (\$)	Avenant au contrat couvrant la période du 2016-06-01 au 2017-03-31	Titre du programme
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay	75 414	170	271 424	66 850	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay - Cession d'une partie du contrat du Centre de bénévolat Manicouagan - Nouvelle entente	596	170	-	9 921	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay - Cession d'une partie du contrat du Centre d'action bénévole de Sept-Îles - Nouvelle entente	2 554	170	-	10 032	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	21 835	170	121 065	25 080	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles - Cession d'une partie du contrat du Centre de bénévolat Manicouagan - Nouvelle entente	4 961	170	-	4 961	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac	42 920	170	211 752	39 477	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat et Moisson Laval inc.	322 048	113	1 377 682	286 658	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	17 960	170	119 765	24 803	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	269 282	113	1 134 024	229 381	Travaux compensatoires
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	160 589	145	771 975	159 501	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Québec	195 064	145	854 020	186 694	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	123 571	145	737 860	152 387	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	115 941	145	511 048	102 590	Travaux compensatoires
Unité Domrémy de Mont-Joli	65 333	170	345 715	63 012	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	58 248	170	274 264	59 623	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue - Nord-du-Québec ²		340	-	10 214	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - PTC de Mtl	536 276	92	2 675 064	544 190	Travaux compensatoires

¹ Dépenses au 28 février 2017.

² Un nouveau contrat a été conclu avec Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue afin de couvrir le territoire du Nord-du-Québec, pour la période du 2016-09-01 au 2017-03-31, pour un montant de 10 214 \$. Cependant, aucun dossier de contrevenant n'a été complété à ce jour, donc aucune somme n'a été versée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9,00	90,63	3 285	282 834	1 460 161	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	95,77	2 555	232 458	1 371 545	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	9,00	114,10	3 285	356 078	1 940 659	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	18,00	86,11	6 570	537 456	3 083 018	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	14,34	87,17	5 234	433 444	2 319 902	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	13,99	89,42	5 106	433 619	2 241 196	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	87,42	3 869	321 317	1 659 003	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,08	85,30	10 979	889 699	4 440 669	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	83,60	6 388	507 295	2 619 196	2013-04-01	2018-03-31
Expansion-Femmes de Québec	12,99	94,96	1 884	159 818	2 040 007	2013-04-01	2018-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain (CRC innu)	18,00	101,35	6 570	599 283	2 628 032	2013-04-01	2018-03-31
Maison Charlemagne	29,00	85,85	10 585	863 286	3 747 705	2013-09-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,50	91,43	2 373	206 072	1 064 116	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	7,50	92,74	2 738	241 182	1 295 462	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	13,52	85,09	4 935	398 907	2 059 473	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	83,90	6 205	494 570	2 553 205	2013-04-01	2018-03-31
Maison Waseskun (Waseya)	8,00	98,49	2 920	273 211	1 410 548	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	23,50	87,32	8 578	711 538	3 402 582	2013-04-01	2018-03-31
Makitautik, Centre d'hébergement communautaire de Kangirsuk ¹	-	-	-	257 229	514 459	2016-04-01	2017-03-31
Réhabilitation de Beauce inc.	16,00	86,49	5 840	475 379	2 477 225	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	9,00	95,34	3 141	284 066	458 454	2014-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,00	86,65	4 015	324 021	1 706 306	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	89,32	5 114	433 914	2 240 391	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	23,50	86,79	8 578	707 219	3 218 873	2013-04-01	2018-03-31

¹ Le contrat est basé sur une entente globale contrairement aux autres établissements communautaires où un coût per diem est accordé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,75	67,84	1 369	88 213	333 890	2013-04-01	2018-03-31
Point de rencontre inc.	1,50	67,84	548	49 745	182 242	2013-04-01	2018-03-31
Répît du Passant inc., Le	0,50	67,84	183	13 827	121 382	2013-04-01	2018-03-31

Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Aiguillage, L'	0,50	32,09	183	0	5 856	2016-04-01	2017-03-31
Auberge du coeur Le Transit	1,00	33,43	365	12 202	12 202	2016-04-01	2017-03-31
Benoît Gaulin	2,00	32,09	730	5 568	23 426	2016-04-01	2017-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,00	32,09	730	16 687	23 426	2016-04-01	2017-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,25	32,09	456	10 429	14 641	2016-04-01	2017-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne - La Hutte	1,00	32,09	365	9 899	11 713	2016-04-01	2017-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,00	32,09	365	9 338	11 713	2016-04-01	2017-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau inc.	0,50	32,09	183	2 984	5 856	2016-04-01	2017-03-31
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	2,12	32,09	774	15 596	24 831	2016-04-01	2017-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	32,09	88	834	2 811	2016-04-01	2017-03-31
Répît du Passant inc., Le	0,36	32,09	131	899	4 217	2016-04-01	2017-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	2,50	32,09	913	0	29 282	2016-04-01	2017-03-31
Résidence Louise Boucher	2,00	32,09	730	17 579	23 426	2016-04-01	2017-03-31
Tandem-Jeunesse	0,50	33,43	183	1 571	6 101	2016-04-01	2017-03-31
Transit Sept-Îles, Le	1,10	32,09	402	3 787	12 884	2016-04-01	2017-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,47	33,43	172	1 734	5 735	2016-04-01	2017-03-31
Bercail de St-Georges, Au	0,67	33,43	245	8 175	8 175	2016-04-01	2017-03-31
Centre Accalmie	0,57	33,43	208	5 148	6 955	2016-04-01	2017-03-31
Centre Émilie Gamelin (L'Éclaircie)	0,73	33,43	266	1 500	8 907	2016-04-01	2017-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	1,00	33,43	365	12 202	12 202	2016-04-01	2017-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	8,10	33,43	2 957	57 266	98 836	2016-04-01	2017-03-31
Maison à Damas inc., La	0,10	33,43	37	0	1 220	2016-04-01	2017-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	1,00	33,43	365	524	12 202	2016-04-01	2017-03-31
Maison de transition de la Batiscan	2,37	33,43	865	13 471	28 919	2016-04-01	2017-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby (Le Passant)	2,25	33,43	821	10 062	27 454	2016-04-01	2017-03-31
Tessier, Mario (Maison Valmont)	1,00	33,43	365	9 762	12 202	2016-04-01	2017-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	3,00	33,43	1 095	20 015	36 606	2016-04-01	2017-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	20,88	913	19 053	19 053	2016-04-01	2017-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	20,53	1 825	34 983	37 467	2016-04-01	2017-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	20,88	2 300	38 002	48 014	2016-04-01	2017-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,00	33,43	365	11 154	12 202	2016-04-01	2017-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	20,88	548	2 832	11 432	2016-04-01	2017-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances Bas-St-Laurent	0,50	33,43	183	2 474	6 101	2016-04-01	2017-03-31
Maison Carignan inc.	9,50	20,88	3 468	69 276	72 401	2016-04-01	2017-03-31
Maison de Job	2,20	20,88	803	13 885	16 767	2016-04-01	2017-03-31
Maison de thérapie de Victoriaville-Arthabaska	2,00	20,88	730	15 242	15 242	2016-04-01	2017-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,83	20,88	303	1 274	6 326	2016-04-01	2017-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	33,43	365	4 346	12 202	2016-04-01	2017-03-31
Maison Jean Lepage inc.	5,32	20,88	1 942	34 944	40 545	2016-04-01	2017-03-31
Maison La Passerelle	1,50	20,88	548	11 432	11 432	2016-04-01	2017-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,50	20,88	2 008	28 543	41 917	2016-04-01	2017-03-31
Pavillon de l'Assuétude -St-Guillaume	1,61	20,88	588	12 270	12 270	2016-04-01	2017-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	20,88	1 095	10 461	22 864	2016-04-01	2017-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	1,00	22,61	365	3 348	8 253	2016-04-01	2017-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	160,00	4,03	58 400	221 619	1 078 070	2013-04-01	2018-03-31
Centre d'hébergement l'Entre-Toit inc.	100,00	3,76	36 500	130 517	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	268,00	3,78	97 820	351 179	1 583 416	2013-04-01	2018-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	3,76	67 525	241 456	1 246 519	2013-04-01	2018-03-31
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	32,00	3,76	11 680	41 491	43 099	2013-04-01	2018-03-31
CRC Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	210,00	4,06	76 650	295 712	1 522 774	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	136,00	3,88	49 640	182 973	916 360	2013-04-01	2018-03-31
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	169,00	4,10	61 685	240 204	1 138 712	2013-04-01	2018-03-31
CRC Curé-Labelle inc.	517,00	3,84	188 705	689 113	3 449 825	2013-04-01	2018-03-31
CRC de Roberval	84,00	3,92	30 660	114 294	646 842	2013-04-01	2018-03-31
CRC Joliette-Lanaudière inc.	549,00	3,80	200 385	723 009	3 133 142	2013-04-01	2018-03-31
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	140,00	3,76	51 100	182 723	862 456	2013-04-01	2018-03-31
CRC le Pavillon inc.	501,00	3,78	182 865	657 016	2 210 044	2013-04-01	2018-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	375,00	3,85	136 875	500 490	2 526 728	2013-04-01	2018-03-31
Croisée (La), Organisme de justice alternative	42,00	4,02	15 330	30 169	145 293	2016-01-14	2018-03-31
Maison Charlemagne	272,00	3,76	99 280	355 005	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	3,83	78 840	286 560	1 273 471	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	623,00	3,78	227 395	815 927	3 726 081	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	3,76	26 280	93 972	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Maison l'Intervalle	100,00	3,76	36 500	130 517	525 559	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	265,00	3,76	96 725	345 869	1 536 250	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	397,00	3,88	144 905	534 120	2 587 369	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	248,00	3,76	90 520	323 681	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté (suite)	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2016-2017 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	3,76	25 550	91 362	431 228	2013-04-01	2018-03-31
Réhabilitation de Beauce inc.	415,00	3,84	151 475	547 037	2 311 113	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	265,00	3,76	96 725	342 290	1 954 003	2013-04-01	2018-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	3,77	26 280	94 047	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	3,82	127 385	446 548	2 621 059	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	3,76	13 140	46 986	215 614	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec - Réserve Matimekosh	6,00	5,30	366	1 844	172 515	2014-07-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	3,76	85 410	305 409	1 576 678	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	84,00	3,84	30 660	111 906	485 132	2013-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	272,00	3,76	99 280	355 005	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau	52,00	3,92	18 980	70 609	363 849	2013-04-01	2015-10-02
YMCA du Québec (Les) - Montréal	303,00	3,76	110 595	395 466	2 082 023	2013-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2016-2017 (\$)	Titre du programme
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	11 500	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses Laurentides
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	12 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle
Accord Mauricie inc. (L')	20 000	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale
Accueil d'Amos (L')	72 000	Accompagnement auprès des inuits
Auberge chez mon père	95 325	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones
Bercail de St-Georges, Au	8 285	Programme de mesures alternatives pour contrevenants (PMAC)
C.F.A.D. - Continuité famille auprès des détenus	3 538	Atelier : Je communique avec mon enfant
C.F.A.D. - Continuité famille auprès des détenus	43 210	Continuité famille auprès des détenus, Programme mère-enfants
C.I.R.C.Q. - Comité des intervenants du réseau correctionnel de Québec	3 650	Divers rencontres, CIRCQ WEB, CIRCQuaire, tables thématiques de discussion et conférences
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	13 500	La violence j'y renonce
CAHO - Centre d'aide pour hommes de Lanaudière	8 500	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle
Centre de prévention du suicide de Québec	4 000	Prévention du suicide chez la population incarcérée
Centre d'entraide de la boussole inc.	14 240	La Boussole
Centre d'entraide de la boussole inc.	3 000	Programme hommes violentés - Travail d'un jour
Centre EX-EQUO	47 665	Services aux agresseurs (SAS)
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	28 970	Centre de réinsertion sociale (programme de base)
CETAS - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	21 900	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles
CETAS - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	25 640	Service d'accueil, d'évaluation et de référence
CETAS - Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles	7 700	Programme de conscientisation pour auteurs de sélits sexuels - Établissement de détention de St-Jérôme
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	10 000	Tout compte fait
CHOC Carrefour d'hommes en changement	20 352	La violence j'y renonce
CIASF - Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	44 600	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	24 000	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	20 400	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	27 857	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Détention Montréal
CIDS - Centre d'intervention en délinquance sexuelle inc.	29 380	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Milieu ouvert
CIPTO - Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	8 750	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
CIVAS - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	20 400	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
CIVAS Estrie - Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie	33 660	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Clinique Motivaction	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteur protection)
Clinique Motivaction	4 000	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies
Clinique Motivaction	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteur régulier)
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	2 500	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciaisés, Conjointes à comportements violents et hommes en difficulté
Converjance Manicouagan	3 000	Vivre sans violence (secteur protection) - Établissement de détention de Baie-Comeau
Converjance Manicouagan	4 000	Vi-Sa-Vi - - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier
Cran d'arrêt, Le	8 175	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2016-2017 (\$)	Titre du programme
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Programme d'aide aux agresseurs sexuels
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	9 800	Soutien à l'éducation populaire autonome
CRC Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Abus de consommation
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	12 750	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral
CRC Arc-en-soi inc. - Maria - Gaspésie	12 050	Sensibilisation à la violence
CRC Curé-Labelle inc.	3 165	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité
CRC Curé-Labelle inc.	10 200	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute
CRC Joliette-Lanaudière inc.	7 000	Émotions et violence - milieu ouvert
CRC Joliette-Lanaudière inc.	4 800	Conduite-Vie - Établissement de détention de St-Jérôme
CRC Joliette-Lanaudière inc.	16 065	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés
CRC Joliette-Lanaudière inc.	2 550	Conduite-vie et Sensibilisation aux toxicomanies
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	17 330	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale
CRC La Relève - Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	5 720	Sensibilisation aux toxicomanies
CRC le Pavillon inc.	13 165	Contrecoup - Violence conjugale
CRC le Pavillon inc.	14 095	Entrée libre - Alcoolisme et toxicomanie
CRC le Pavillon inc.	11 000	Délinquant parce que
CRC le Pavillon inc.	68 542	Force 7 - Santé mentale
CRC le Pavillon inc.	750	Conduire et se conduire
Croisée (La), Organisme de justice alternative	4 000	Vivre sans violence - Offert en détention
Croisée (La), Organisme de justice alternative	3 000	Vivre sans violence - Milieu ouvert
C-TA-C - Contre toute agression conjugale	5 000	Programme d'intervention de groupe (Mü et Vie)
Descroisselles-Savoie, Valérie	27 406	Programme d'ateliers d'art-thérapie (Leclerc de Laval)
Diogène - Programme intervention et recherche psycauses inc.	10 200	Diogène, Suivi communautaire
Donne-toi une chance	25 475	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés
Expansion-Femmes de Québec	4 977	Mirage
Expansion-Femmes de Québec	4 167	Liberté - Alcoolisme et toxicomanie
Groupe Amorce	34 275	Groupe Amorce - Déviance sexuelle
Halte Bois-Francs (Homme alternative)	12 600	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Homme aide Manicouagan	4 200	Être ou ne pas être... un homme et soutien psychosocial pour les hommes - Établissemet de détention de Baie-Comeau
Hommes à Hommes inc., D'	3 500	Programme d'aide aux usagers référés par la probation de Thetford Mines et les intervenants communautaires
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	5 405	Soutien psychosocial pour les hommes
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	2 040	Activités de sensibilisation en milieu ouvert
Impact Rivière Gatineau, L'	18 600	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Institut universitaire en santé mentale de Montréal	203 337	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale
Kapatakan Gilles Jourdain (CRC innu)	3 531	Les substances et les psychotropes
LARAKI, Mohammed Lotfi	40 000	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)
Maison Charlemagne	42 621	Programme spécialisé en délinquance sexuelle

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2016-2017 (\$)	Titre du programme
Maison le Passeur	4 795	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel
Maison l'Intervalle	3 911	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme-Justice
Maison Painchaud, La	11 000	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes
Maison Radisson inc.	10 385	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)
Maison Radisson inc.	10 057	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)
Maison Radisson inc.	35 345	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS
Maison Waseskun (Waseya)	15 000	Waseya pour délinquants autochtones abusifs
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	60 000	Intégration Ethno Socio Culturelle
MHDV - Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield inc.	10 000	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain
Option, une alternative à la violence conjugale	3 700	EDLL - Violence conjugale
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	48 725	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert
P.E.C.H. - Programme d'encadrement clinique et d'hébergement	81 705	Suivi communautaire d'intensité variable
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 000	Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
Réhabilitation de Beauce inc.	22 785	L'Azimut - Alcoolisme et toxicomanie
Réhabilitation de Beauce inc.	4 000	Mirage - Conscientiser sur les conduites manipulatoires et les comportements de fraudeurs
Réhabilitation de Beauce inc.	4 000	Vol-te-Face - changer ses comportements de vol
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	8 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Violence conjugale
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	11 415	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
S.A.T.A.S. - Service d'aide et de traitement en apprentissage social	31 000	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	4 000	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	66 300	Appartement supervisé pour les femmes judiciairisées
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	19 000	Parrainage social - Réinsertion
Seuil de l'Estrie inc., Le	4 300	Contrecoup - Violence
Seuil de l'Estrie inc., Le	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
SHASE-Estrie	8 000	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	6 880	Programme face à face - EDLL - Santé mentale
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	54 590	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E.)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	42 955	Programmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	10 100	Gestion de la colère pour les services externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	2 550	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques ED Hull
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	40 425	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	5 000	Programme coup de main, interventions en groupe
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3 500	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier
Unité Domrémy de Baie-Comeau	4 080	Stratégies - Secteur régulier - Réinsertion sociale
Via l'Anse	14 995	Via l'Anse - Interventions - Violence
YMCA du Québec (Les) - Montréal	436 730	Services de réinsertion sociale Espadrille - Réinsertion sociale

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 D) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

SUBVENTIONS	Subventions 2016-2017 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 61 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2016-2017.¹

Établissements de détention	2015-2016 (10 mois)			2016-2017 (10 mois)		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	236	713	949	282	854	1 136
Baie-Comeau	33	269	302	68	226	294
Chicoutimi ³	122	635	757	-	-	-
Havre-Aubert	-	2	2	-	-	-
Hull	625	1 972	2 597	638	1 967	2 605
Leclerc de Laval ²	1	-	1	460	1 172	1 632
Montréal	2 746	748	3 494	2 927	1 738	4 665
New Carlisle	25	285	310	48	382	430
Percé	1	-	1	-	-	-
Québec (femmes)	142	328	470	209	298	507
Québec (hommes)	1 002	2 382	3 384	1 294	2 333	3 627
Rimouski	183	393	576	203	387	590
Rivière-des-Prairies	341	7 565	7 906	268	6 663	6 931
Roberval	174	457	631	319	933	1 252
Sept-Îles	106	401	507	67	317	384
Sherbrooke	707	2 190	2 897	610	2 206	2 816
Sorel	323	1 268	1 591	395	1 345	1 740
St-Jérôme	1 111	5 213	6 324	1 136	5 067	6 203
Tanguay ²	349	1 257	1 606	-	-	-
Trois-Rivières	321	1 236	1 557	387	1 039	1 426

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

² Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016.

³ Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 62 : Depuis 2007-2008¹, le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur; ventilation par année² et par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2016-2017	
	Détenus	Prévenus
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	-
Hull	2	-
Leclerc de Laval	2	1
Montréal	1	2
New Carlisle	-	-
Québec (Femmes)	-	-
Québec (Hommes)	4	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	3	3
Roberval	2	1
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	2	-
Sorel	2	-
Saint-Jérôme	1	1
Trois-Rivières	2	-
Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	24,7	

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
² La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

QUESTION 63 : Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions¹ pour chaque centre de détention, ventilé par année².

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2016-2017 ³	0	0	S/O

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Les données sont au 31 mars 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 64 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010*.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB ⁶	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵
2016-2017 ⁷	-	-		3	3	100 %	3 414	3 012	88 %
2015-2016	1	1	100 %	6	6	100 %	3 195	3 089	97 %
2014-2015	3	3	100 %	3	3	100 %	3 018	2 962	98 %
2013-2014	1	1	100 %	1	1	100 %	2 738	2 692	98 %
2012-2013	5	5	100 %	3	3	100 %	2 290	2 251	98 %

¹ Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison d'une erreur administrative, du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

⁵ Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 mars 2017. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

⁶ Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

⁷ Données au 31 mars 2017.

* Note 1 : L'harmonisation de la comptabilisation des données a entraîné des disparités entre les résultats diffusés antérieurement et ceux présentés dans ce tableau. Les données statistiques correspondantes fournies avant le 1er février 2015 ont été modifiées.

* Note 2 : Pour les données des années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 65 : En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2016-2017.

Veillez vous référer à la question 52 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 66 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2016-2017²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond. ³	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	198	113	11	9	30	-	361
Baie-Comeau	-	64	47	7	3	25	-	146
Hull	-	448	45	1	13	108	-	615
Leclerc de Laval	2	647	23	12	43	116	-	843
Montréal	-	1 155	1	16	106	857	-	2 135
New Carlisle	-	180	221	5	8	51	-	465
Percé	-	7	2	-	-	-	-	9
Québec (Femmes)	-	151	12	4	8	35	-	210
Québec (Hommes)	1	1 015	20	11	62	364	-	1 473
Rimouski	-	361	12	3	11	124	-	511
Rivière-des-Prairies	-	1 003	86	4	23	-	-	1 116
Roberval	-	279	54	40	20	115	-	508
Sept-Îles	-	166	35	3	-	19	-	223
Sherbrooke	3	669	16	7	19	108	-	822
Sorel	-	227	6	2	21	55	-	311
St-Jérôme	-	786	13	4	67	217	-	1 087
Trois-Rivières	1	453	32	13	36	95	-	630

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 (10 mois).

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 67 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.

Établissements de détention	2015-2016 (10 mois) ¹					2016-2017 (10 mois) ²				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	58 %	7 %	9 %	26 %	100 %	51 %	10 %	8 %	32 %	100 %
Baie-Comeau	69 %	14 %	14 %	4 %	100 %	70 %	14 %	11 %	5 %	100 %
Chicoutimi ⁴	89 %	6 %	2 %	3 %	100 %	-	-	-	-	-
Hull	84 %	6 %	3 %	6 %	100 %	89 %	5 %	2 %	5 %	100 %
Leclerc de Laval ³	28 %	44 %	11 %	17 %	100 %	57 %	15 %	11 %	19 %	100 %
Montréal	93 %	3 %	2 %	2 %	100 %	90 %	4 %	4 %	2 %	100 %
New Carlisle	80 %	8 %	6 %	6 %	100 %	78 %	11 %	4 %	7 %	100 %
Percé	100 %	-	-	-	100 %	100 %	-	-	-	100 %
Québec(Femmes)	41 %	25 %	14 %	20 %	100 %	54 %	17 %	11 %	18 %	100 %
Québec(Hommes)	44 %	21 %	11 %	24 %	100 %	42 %	18 %	13 %	26 %	100 %
Rimouski	76 %	15 %	3 %	7 %	100 %	75 %	16 %	4 %	5 %	100 %
Rivière-des-Prairies	43 %	46 %	9 %	3 %	100 %	40 %	47 %	10 %	4 %	100 %
Roberval	93 %	3 %	1 %	3 %	100 %	89 %	5 %	3 %	2 %	100 %
Sept-Îles	75 %	5 %	5 %	15 %	100 %	70 %	9 %	7 %	14 %	100 %
Sherbrooke	79 %	9 %	4 %	7 %	100 %	65 %	11 %	20 %	4 %	100 %
Sorel	93 %	4 %	2 %	1 %	100 %	90 %	4 %	4 %	2 %	100 %
St-Jérôme	78 %	15 %	4 %	3 %	100 %	74 %	18 %	5 %	3 %	100 %
Tanguay ³	78 %	13 %	5 %	4 %	100 %	-	-	-	-	-
Trois-Rivières	60 %	25 %	9 %	6 %	100 %	82 %	11 %	4 %	3 %	100 %

¹ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016).

² Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017).

³ Fermeture de l'établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'établissement de détention Leclerc de Laval la fin février 2016.

⁴ Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 : Depuis 2010-2011*, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2016-2017	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS ² (en \$)
AMOS	27 031	1 146 387
BAIE-COMEAU	2 399	101 740
HULL	29 474	1 250 005
LECLERC DE LAVAL	46 875	1 987 959
MONTRÉAL	161 830	6 863 190
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	8 751	371 144
PERCÉ	6 684	283 454
QUÉBEC	53 244	2 258 080
RIMOUSKI	12 157	515 568
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	92 800	3 935 637
ROBERVAL	21 479	910 907
SEPT-ÎLES	3 276	138 927
SHERBROOKE	25 484	1 080 775
SOREL	16 588	703 517
ST-JÉRÔME	43 369	1 839 269
TROIS-RIVIÈRES	28 553	1 210 950

¹ Le nombre d'heures est calculé avec le taux horaire moyen en temps supplémentaire des ASC en 2015-2016, indexé de 1,5%.

² Les données proviennent de SAGIR (paies 1 à 24), indexées de 1,5%.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 69 : Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2016-2017¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présenticiels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	102	1 122	1	4	3	3	143	1 287	77	77	71	639	397	3 132
Bas-St-Laurent	101	1 111	-	-	19	19	277	2 493	151	151	100	900	648	4 674
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	462	5 082	13	52	54	54	1 015	9 135	920	920	538	4 842	3 002	20 085
Côte-Nord	44	484	15	60	2	2	93	837	242	242	39	351	435	1 976
Estrie	193	2 123	25	100	8	8	453	4 077	575	575	168	1 512	1 422	8 395
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44	484	2	8	10	10	123	1 107	113	113	133	1 197	425	2 919
Laval, Laurentides, Lanaudière	354	3 894	4	16	34	34	882	7 938	738	738	553	4 977	2 565	17 597
Montréal	563	6 193	2	8	96	96	1 122	10 098	2 370	2 370	819	7 371	4 972	26 136
Montréal	381	4 191	66	264	29	29	988	8 892	25	25	98	882	1 587	14 283
Mauricie/Centre-du-Québec	184	2 024	8	32	10	10	373	3 357	497	497	175	1 575	1 247	7 495
Outaouais	175	1 925	31	124	21	21	463	4 167	569	569	145	1 305	1 404	8 111
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	179	1 969	5	20	25	25	299	2 691	286	286	122	1 098	916	6 089

Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 70 : Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres			Professionnels			PBTA			ASC			Ouvriers			Total		
	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²
	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
Amos	7	4	835	0	4	165	0	7	332	58	57	6 810	2	13	403	67	85	8 544
Baie-Comeau	1	5	506	0	1	79	0	2	124	28	16	2 630	5	6	343	34	30	3 683
Hull	10	4	953	1	2	166	1	9	345	87	35	7 874	6	6	511	105	56	9 849
Leclerc de Laval ³	13	11	2 015	4	7	761	3	10	585	80	98	11 143	13	4	767	113	130	15 272
Maison Tanguay ³	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	-
Montréal	33	28	4 720	7	21	1 723	17	38	2 186	340	196	35 764	23	7	1 326	420	290	45 721
New Carlisle & Havre Aubert	6	3	777	1	2	163	1	3	185	32	16	3 088	5	14	428	45	38	4 641
Percé	1	4	412	0	1	76	1	2	91	23	12	2 153	0	0	-	25	19	2 732
Québec	18	24	3 516	7	16	1 413	10	21	1 308	205	155	22 663	25	8	1 289	265	224	30 188
Rimouski	4	4	640	2	0	115	1	7	234	49	27	4 806	4	5	379	60	43	6 173
Rivière-des-Prairies	25	23	3 804	4	6	595	7	29	1 438	248	160	26 261	22	9	1 224	306	227	33 323
Roberval	4	12	1 365	0	2	146	1	7	355	84	45	8 247	7	9	663	96	75	10 777
Sept-Îles	0	3	238	0	1	75	0	3	118	40	20	2 184	0	0	-	40	27	2 614
Sherbrooke	15	4	1 403	1	4	343	1	7	353	89	39	8 291	11	4	627	117	58	11 016
Sorel ⁷	8	6	1 020	1	1	83	1	6	292	69	42	5 909	4	7	410	83	62	7 714
St-Jérôme	21	10	2 673	3	14	1 010	3	15	752	133	105	14 718	13	9	729	173	153	19 881
Trois-Rivières	13	2	1 279	1	4	290	0	9	375	87	33	7 703	7	11	689	108	59	10 337
Autres que les établissements de détention	8	23	3 018	78	323	25 482	12	99	4 776	31	56	5 328	0	0	14	129	501	38 617
Sous-total effectifs	187	170		110	409		59	274		1 683	1 112		147	112		2 186	2 077	
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:	357		29 174	519		32 685	333		13 849	2 795		175 572	259		9 802	4 263		261 082

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels en date du 28 février 2017.
² La masse salariale est la dépense probable au 31 mars 2017 évaluée le 31 décembre 2016.
³ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval en février 2016.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 71 * :	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.
QUESTION 72 * :	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.

* Pour faciliter la présentation des données, les questions 69 et 70 ont été fusionnées.

Régions correctionnelles ³	2016-2017 (10 mois)							
	Surveillance ¹					Effectifs ²		
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
					seul	mixte ⁴		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	137	20	558	3	319	153	15	6
Bas-St-Laurent	58	17	553	2	75	138	10	3
Côte-Nord	28	13	160	2	77	33	8	3
Estrie	113	57	801	8	283	212	18	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46	12	211	4	58	48	6	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	301	137	1 642	17	543	450	34	8
Mauricie	95	45	559	8	159	120	17	4
Montréal	218	72	1 800	17	779	548	35	6
Montréal	341	154	1 857	23	801	451	63	19
Outaouais	86	42	754	4	47	130	15	5
Québec-Chaudières-Appalaches	130	112	1 644	17	470	371	40	10
Saguenay-Lac-St-Jean	67	28	543	6	220	147	14	3
TOTAL	1 619	710	11 083	110	3 830	2 801	275	73
GRAND TOTAL	17 352 ⁵						348	

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

⁵ Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 73 : Le coût des roulottes dans les établissement de détention depuis 2010-2011, par année financière et par établissement de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Amos	573 092 \$	573 092 \$	573 092 \$	573 092 \$	573 092 \$
Québec	1 015 527 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$	1 015 527 \$
Sherbrooke	895 905 \$	895 905 \$	895 905 \$	895 905 \$	895 905 \$
Trois-Rivières	929 342 \$	937 830 \$	937 830 \$	937 830 \$	937 830 \$

Aucune nouvelle roulotte n'a été installée dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 74 : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.

Plusieurs menus travaux ont été effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk, notamment un ménage complet des lieux de garde et des conduits d'aération, l'installation d'étagères pour l'entreposage des effets personnels des personnes incarcérées et des réparations visant à rendre fonctionnelles les installations sanitaires (robinetterie, accès eau chaude, chasses d'eau, etc). Il est à noter que la DGSC n'a effectué aucune dépense relative à ces travaux, étant donné qu'ils sont sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 75 : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.

Des discussions sont en cours entre le Ministère de la Sécurité publique, les représentants de l'Administration régionale Kativik et le Corps de police régional Kativik pour la construction d'infrastructures répondant aux besoins de toutes les parties.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GENERALE DES SERVICES CORRECTIONNELS 01.02

QUESTION 76 A : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2016-2017 et prévues en 2017-2018 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2016-2017 (\$)	Sommes prévues en 2017-2018
Reprise de pouvoir sur ma vie	Programme offert aux femmes sur la victimisation	Aucune somme en 2016-2017 (offert à titre expérimental)	N/D
Option, une alternative à la violence conjugale et familiale	Programme général sur la violence (pour victimes et agresseurs). Effets de la violence sur la personne et sur son milieu de vie.	14 800	N/D

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIERES ET SECURITE PROTECTION - 01.04

QUESTION 76 B : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2016-2017 et prévues en 2017-2018 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2016-2017 (\$)	Sommes prévues en 2017-2018
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	<p>Par ce programme de financement, le ministère de la Sécurité publique soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes.</p> <p>Organismes financés (2016-2017) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Service de travail de rue de Chicoutimi (50 000 \$)- CALACS La Chrysalide (50 000 \$)- CALACS Agression Estrie (50 000 \$)- Unité d'intervention mobile l'Anonyme (50 000 \$)- Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (50 000 \$)- Prévention Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (50 000 \$)	300 000	N/D
Prévention Jeunesse	<p>Le programme Prévention Jeunesse vise à mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes poursuivant l'objectif de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite.</p> <p>Parmi les douze projets sélectionnés dans ce programme de financement, cinq réaliseront des actions en lien avec la violence sexuelle, les fugues et l'exploitation sexuelle.</p> <p>Organismes financés (2016-2017 à 2018-2019) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Projet Intervention Prostitution Québec (125 000 \$)- Justice alternative du Suroît (125 000 \$)- Pact de rue (125 000 \$)- CAVAC de Laval (125 000 \$)- Action Jeunesse St-Pie X (125 000 \$)	625 000	N/D

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTERE

QUESTION 77 : Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.
<p>Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 14, 28, 29, 37, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 78 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	412	320 347	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	2	284	153 351	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 601	496 221	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 754	658 171	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	3	590	189 595	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	598	238 400	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 420	502 746	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 397	1 664 277	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 464	454 831	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	79	17 236	8 341 742	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 520	593 132	3

¹ Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2016-2017 à laquelle peut s'ajouter, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 78 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Innus	Essipit	Corps de police	3	215	135 123	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	10	2 085	595 404	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	363	245 788	9
Innus	Pessamit	Corps de police	9	2 893	695 896	9
Innus	Uashat-Malietenam	Corps de police	16	3 506	816 260	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	11 408	11 796 414	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	696	228 144	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 093	618 823	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 602	902 852	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 923	2 129 770	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	4	897	372 717	9

¹ Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2016-2017 à laquelle peut s'ajouter, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 79 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	1 956 180
Eagle Village-Kipawa	166 131
Eeyou-Eenou (Cris)	9 036 887
Essipit	146 383
Gesgapegiag	247 156
Kahnawake	2 307 251
Kativik	8 941 500
Kawawachikamach	403 777
Kitigan Zibi	537 572
Lac-Simon	713 019
Listuguj	722 133 ¹
Manawan	544 641
Mashteuiatsh	645 021
Odanak-Wôlinak	347 043
Opitciwan	1 187 634
Pakua Shipi	266 271
Pessamit	537 221
Pikogan	180 919
Timiskaming	258 267
Uashat-Maloteni	884 282
Wemotaci	492 734
Wendake	642 560

¹ Ce montant inclut une contribution spéciale au montant de 51 742 \$
Note : Cette information provient des ententes tripartites sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 80 : Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2015 ^P

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules																Total			
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹						
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	76 422	36 805	23 560	79,0%	164 665	24 852	12 102	22,4%	33 257	26 436	4 682	93,6%	40 241	16 441	2 734	47,7%	314 585	104 534	43 078	46,9%	20 751	12 959	4 990	86,5%	554	452	62	92,8%	6 635	5 028	239	79,4%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2015 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^P: Données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2015, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2015.

Données 2016 non disponibles. Le traitement des données 2016 sera effectuée en avril 2017.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
46005	Abercorn	387	76 850 800	60 028
NR880	Abitibi	202	11 960 571	9 356
NR870	Abitibi-Ouest	99	2 633 155	2 044
48028	Acton Vale	7 660	585 169 416	761 654
31056	Adstock	2 779	361 994 544	282 284
98030	Aguanish	256	12 872 497	9 930
92030	Albanel	2 225	137 426 928	107 460
07025	Albertville	237	18 208 329	14 321
84050	Alleyn-et-Cawood	202	51 108 124	40 013
93042	Alma	31 045	3 169 815 622	4 129 823
78070	Amherst	1 496	338 788 223	264 922
88055	Amos	12 818	1 067 863 036	1 392 835
07047	Amqui	6 149	463 328 660	605 011
55008	Ange-Gardien	2 576	402 371 967	314 386
85080	Angliers	284	20 643 182	16 093
NR790	Antoine-Labelle	0	63 573 780	49 583
19037	Armagh	1 451	111 728 999	87 416
78060	Arundel	589	95 654 494	74 768
40043	Asbestos	6 834	370 520 450	482 397
41055	Ascot Corner	3 153	297 561 317	247 372
50013	Aston-Jonction	447	39 548 165	31 058
13045	Auclair	449	33 025 470	25 741
30055	Audet	762	60 716 994	47 440
83090	Aumond	739	73 913 000	57 868
87050	Authier	257	10 197 904	7 895
87100	Authier-Nord	280	11 778 623	9 356
NR060	Avignon	0	396 110	292
45035	Ayer's Cliff	1 112	182 923 743	142 708
96020	Baie-Comeau	21 392	2 202 973 761	2 873 200
08080	Baie-des-Sables	631	47 033 677	36 889
50100	Baie-du-Febvre	989	139 438 181	108 901
98035	Baie-Johan-Beetz	84	5 732 959	4 341
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	16 374 060	12 851
16013	Baie-Saint-Paul	7 342	1 003 473 007	1 310 303
96005	Baie-Trinité	457	25 516 034	19 812
78050	Barkmere	55	84 866 644	66 308
44045	Barnston-Ouest	592	96 958 442	75 897
88022	Barraute	1 957	117 746 313	91 902
37210	Batiscan	918	112 686 419	87 820
85020	Béarn	748	41 442 987	32 399
27028	Beauceville	6 372	460 965 274	599 145
31008	Beaulac-Garthby	808	177 425 299	138 682
19105	Beaumont	2 594	360 935 357	282 663
21025	Beaupré	3 629	676 813 392	655 449
38010	Bécancour	12 975	1 639 994 206	2 136 599
46035	Bedford	2 550	238 810 097	186 885
46040	Bedford	663	94 008 140	73 738
94250	Bégin	872	57 019 973	44 548
89050	Belcourt	233	9 040 303	7 009
85065	Belleterre	296	13 972 777	10 875
88070	Berry	592	40 153 939	31 749
18065	Berthier-sur-Mer	1 550	217 167 895	170 002
52035	Berthierville	4 141	390 293 728	418 467
48005	Béthanie	343	41 141 088	32 038
13055	Biencourt	473	27 769 416	21 613
98005	Blanc-Sablon	1 059	74 025 144	57 741
83045	Blue Sea	637	172 901 287	135 452
80115	Boileau	365	82 127 430	63 989
21045	Boischatel	7 393	878 994 579	1 146 929

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
83085	Bois-Franc	450	34 743 237	27 074
45095	Bolton-Est	965	254 147 390	198 876
46065	Bolton-Ouest	697	224 550 618	174 764
05045	Bonaventure	2 737	229 270 148	179 298
NR050	Bonaventure	25	14 057 860	11 216
98010	Bonne-Espérance	702	25 238 801	19 870
42040	Bonsecours	619	92 874 175	72 636
83050	Bouchette	783	123 039 793	95 942
80145	Bowman	628	107 252 730	83 734
78075	Brébeuf	1 024	106 964 500	83 343
46090	Brigham	2 315	250 272 679	195 673
84005	Bristol	1 091	184 649 180	143 807
46070	Brome	252	39 543 300	30 910
76043	Brownsburg-Chatham	7 256	733 000 750	954 656
84025	Bryson	607	31 461 604	24 465
41070	Bury	1 216	154 130 907	120 495
12057	Cacouna	1 929	184 287 195	143 753
84030	Campbell's Bay	773	39 319 981	30 550
04047	Cap-Chat	2 451	149 238 806	116 453
05060	Caplan	2 041	144 630 366	113 147
18045	Cap-Saint-Ignace	3 035	265 929 393	212 514
34030	Cap-Santé	3 464	321 083 517	294 067
06013	Carleton-sur-Mer	4 010	354 308 315	372 233
05077	Cascapédia-Saint-Jules	744	52 969 552	41 473
07018	Causapscal	2 294	116 516 116	90 967
83040	Cayamant	861	153 770 754	120 458
91020	Chambord	1 762	205 415 216	160 684
37220	Champlain	1 772	203 939 576	159 182
88005	Champneuf	130	3 932 809	3 223
02028	Chandler	7 353	447 083 481	582 855
99020	Chapais	1 551	79 048 375	62 154
51080	Charette	997	64 504 749	50 527
NR160	Charlevoix	0	25 978 057	20 434
NR150	Charlevoix-Est	191	98 226 696	76 705
41020	Chartierville	274	52 411 478	40 821
21035	Château-Richer	3 930	433 448 084	448 643
87095	Chazel	299	13 488 314	10 534
80103	Chénéville	793	79 528 460	62 230
62047	Chertsey	5 024	724 509 688	876 970
39030	Chesterville	874	97 817 845	76 580
99025	Chibougamau	7 610	623 837 672	814 424
84090	Chichester	353	33 407 707	26 023
96035	Chute-aux-Outardes	1 577	58 473 303	45 884
79065	Chute-Saint-Philippe	909	144 732 454	113 124
84015	Clarendon	1 151	173 399 808	134 968
15035	Clermont	3 127	241 292 396	199 718
87110	Clermont	510	28 573 519	22 558
87075	Clerval	369	30 605 897	23 969
42110	Cleveland	1 565	166 903 662	130 357
03010	Cloridorme	684	34 784 606	27 054
44037	Coaticook	9 225	830 303 319	1 081 714
95050	Colombier	697	29 258 967	22 742
44071	Compton	3 279	373 539 181	320 583
41038	Cookshire-Eaton	5 266	504 404 386	591 968
71040	Coteau-du-Lac	7 023	1 006 932 766	1 312 214
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	906	47 926 044	37 345
30090	Courcelles	939	61 481 297	48 229
46080	Cowansville	13 215	1 207 472 604	1 575 223
61013	Crabtree	3 935	338 872 865	351 047

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
40047	Danville	3 958	282 698 994	292 249
39152	Daveluyville	2 226	160 666 933	125 411
13005	Dégelis	2 898	191 123 860	149 489
83070	Déléage	1 800	119 089 027	93 089
83005	Denholm	549	100 588 830	78 467
93005	Desbiens	1 062	53 482 056	41 815
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	915	85 154 982	66 365
34058	Deschambault-Grondines	2 276	410 094 737	320 136
31015	Disraeli	2 340	156 360 323	122 621
31020	Disraeli	1 092	142 517 200	111 687
44023	Dixville	707	76 454 051	59 825
92022	Dolbeau-Mistassini	14 193	1 066 653 646	1 392 143
34025	Donncona	7 123	699 942 666	914 395
33040	Dosquet	891	98 531 284	77 439
49058	Drummondville	75 771	6 750 149 418	10 127 543
41117	Dudswell	1 725	227 263 827	177 798
80135	Duhamel	410	251 167 719	196 884
85030	Duhamel-Ouest	893	93 834 134	73 122
69075	Dundee	411	70 796 877	55 570
46050	Dunham	3 466	481 428 964	441 152
87005	Duparquet	602	49 653 959	38 796
87085	Dupuy	977	43 162 595	33 918
49015	Durham-Sud	1 012	91 693 948	71 228
41060	East Angus	3 732	248 996 591	246 755
31122	East Broughton	2 240	95 234 848	74 113
46085	East Farnham	585	49 413 800	38 494
44010	East Hereford	283	41 665 807	32 682
45093	Eastman	1 874	491 513 934	384 317
83075	Egan-Sud	540	43 789 300	34 102
69050	Elgin	399	82 781 543	65 437
62053	Entrelacs	938	237 549 580	185 714
06025	Escuminac	547	37 795 871	29 419
10005	Esprit-Saint	357	18 653 715	14 584
77011	Estérel	218	291 639 915	227 797
46112	Farnham	8 908	813 739 378	1 062 705
80005	Fassett	453	46 250 300	36 236
94220	Ferland-et-Boilleau	575	51 695 071	40 148
79097	Ferme-Neuve	2 740	251 420 505	196 186
97035	Fermont	2 586	750 700 854	586 912
95045	Forestville	3 119	158 346 889	131 212
84060	Fort-Coulonge	1 335	57 935 343	45 280
38047	Fortierville	701	54 568 908	42 622
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 936	387 628 665	303 458
26005	Frampton	1 364	151 960 494	119 263
69010	Franklin	1 739	247 630 309	194 474
96015	Franquelin	311	13 965 086	10 796
46010	Frelighsburg	1 078	219 233 233	170 901
30025	Frontenac	1 743	204 226 850	159 436
85055	Fugèreville	326	21 570 651	17 097
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 141	397 197 586	310 816
87020	Gallichan	490	33 208 511	26 122
03005	Gaspé	14 960	1 282 087 446	1 667 164
92055	Girardville	1 064	63 575 757	49 583
96010	Godbout	282	13 133 576	10 213
69060	Godmanchester	1 403	160 154 641	125 237
76025	Gore	1 921	362 929 449	283 661
83032	Gracefield	2 247	472 941 055	370 157
02015	Grande-Rivière	3 271	182 242 810	156 662
35040	Grandes-Piles	397	88 479 776	69 396

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
03020	Grande-Vallée	1 062	77 958 548	61 119
09060	Grand-Métis	234	25 192 192	19 519
83095	Grand-Remous	1 137	104 087 648	81 525
50065	Grand-Saint-Esprit	483	52 582 115	41 299
76055	Grenville	1 665	130 151 126	101 763
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 779	387 973 310	303 799
98014	Gros-Mécatina	454	22 187 111	17 183
01042	Grosse-Île	478	30 929 626	24 261
08015	Grosses-Roches	383	24 750 931	19 296
85095	Guérin	326	18 683 923	14 603
39010	Ham-Nord	817	75 640 043	59 250
41075	Hampden	195	27 036 680	21 028
40005	Ham-Sud	216	43 979 900	34 179
76065	Harrington	841	289 687 997	226 672
45043	Hatley	740	224 640 849	175 577
45055	Hatley	2 117	399 299 964	312 070
69005	Havelock	751	131 431 700	103 102
98040	Havre-Saint-Pierre	3 451	411 064 328	376 822
93020	Hébertville	2 448	214 489 872	167 832
93025	Hébertville-Station	1 280	76 859 922	60 205
68010	Hemmingford	818	62 417 729	48 775
68015	Hemmingford	1 776	291 682 400	228 790
56042	Henryville	1 433	205 928 730	160 583
35035	Hérouxville	1 316	107 714 862	84 263
69045	Hinchinbrooke	2 209	191 590 636	149 456
19070	Honfleur	824	104 279 175	81 477
05025	Hope	590	34 224 627	26 821
05020	Hope Town	366	21 968 061	17 232
69025	Howick	668	62 423 629	48 854
78065	Huberdeau	886	108 996 344	85 607
71100	Hudson	5 180	1 157 885 220	1 433 489
69055	Huntingdon	2 418	155 012 747	121 188
32058	Inverness	825	148 618 933	116 114
31040	Irlande	952	89 398 068	69 862
78042	Ivry-sur-le-Lac	434	267 007 728	208 660
61025	Joliette	20 008	2 003 301 878	2 608 292
14050	Kamouraska	574	116 813 888	90 944
NR140	Kamouraska	0	5 004 884	3 778
83015	Kazabazua	909	148 643 029	116 458
79025	Kiamika	762	96 262 731	75 559
42070	Kingsbury	150	10 160 176	7 866
39097	Kingsey Falls	1 994	213 426 099	166 884
31105	Kinnear's Mills	375	51 336 705	39 973
85010	Kipawa	469	51 507 677	40 344
90017	La Bostonnais	544	44 136 972	34 611
78115	La Conception	1 369	295 585 600	230 843
88030	La Corne	733	81 980 818	64 284
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	79 876 519	62 521
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 244 583	4 089
91050	La Doré	1 411	84 416 993	66 155
19090	La Durantaye	712	78 880 789	61 331
29030	La Guadeloupe	1 820	116 887 988	91 593
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	47 342 165	37 092
NR040	La Haute-Gaspésie	192	21 841 351	16 930
NR220	La Jacques-Cartier	0	5 856 613	4 683
79047	La Macaza	1 039	219 115 900	171 294
15013	La Malbaie	8 488	791 857 189	1 031 369
04030	La Martre	249	9 283 312	7 291
NR080	La Matanie	0	11 041 882	8 772

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
NR070	La Matapédia	25	58 870 911	46 078
78130	La Minerve	1 164	378 138 496	294 308
NR090	La Mitis	0	21 577 834	16 901
88015	La Morandière	232	10 485 505	8 187
88045	La Motte	459	38 617 108	30 142
41027	La Patrie	725	94 555 464	73 853
14085	La Pocatière	4 023	405 579 469	426 277
54035	La Présentation	2 616	401 342 122	314 746
09005	La Rédemption	478	23 625 114	18 360
87080	La Reine	347	13 386 975	10 563
87090	La Sarre	7 461	537 615 363	701 065
10010	La Trinité-des-Monts	238	17 828 300	13 980
90012	La Tuque	10 814	961 940 579	1 224 370
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	26 231 205	20 434
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	608	81 276 400	63 886
50085	La Visitation-de-Yamaska	320	64 112 464	50 234
78120	Labelle	2 547	398 882 994	311 060
93055	Labrecque	1 203	105 100 779	82 218
22040	Lac Beauport	7 619	1 281 886 618	1 671 609
46075	Lac Brome	5 519	1 306 939 475	1 701 873
22030	Lac Delage	632	92 993 040	72 783
90027	Lac Edouard	175	54 224 981	42 536
22015	Lac Saint-Joseph	250	332 387 541	260 016
07057	Lac-au-Saumon	1 389	72 686 575	56 746
35010	Lac-aux-Sables	1 300	213 421 882	166 631
91005	Lac-Bouchette	1 166	107 763 064	84 388
13060	Lac-des-Aigles	518	32 315 490	25 449
79078	Lac-des-Écorces	2 708	239 830 459	187 652
80130	Lac-des-Plages	506	134 739 520	105 613
77055	Lac-des-Seize-Îles	199	87 945 795	68 828
30080	Lac-Drolet	1 040	104 624 163	81 700
79015	Lac-du-Cerf	416	109 119 200	85 489
28053	Lac-Etchemin	3 937	347 066 270	358 996
18010	Lac-Frontière	204	18 949 631	14 875
76020	Lachute	12 869	1 187 072 599	1 545 481
30030	Lac-Mégantic	5 832	506 207 807	658 732
56023	Lacolle	2 742	307 138 864	239 753
29095	Lac-Poulin	139	50 352 830	39 438
79060	Lac-Saguay	423	81 635 700	63 893
83020	Lac-Sainte-Marie	608	248 014 485	193 596
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 913 100	10 806
79105	Lac-Saint-Paul	500	76 911 601	60 087
34120	Lac-Sergent	523	118 864 816	92 995
80095	Lac-Simon	983	395 203 380	308 965
78095	Lac-Supérieur	1 909	525 491 935	409 618
85070	Laforce	508	11 391 200	9 045
93060	Lamarche	533	49 257 275	38 582
30095	Lambton	1 574	243 498 509	190 043
88035	Landrienne	971	62 635 828	49 067
21040	L'Ange-Gardien	3 725	408 511 096	404 812
52017	Lanoraie	4 585	503 948 422	573 192
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 204	154 274 105	120 917
78015	Lantier	836	230 520 386	179 909
79050	L'Ascension	817	114 840 881	89 386
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 041	165 074 257	129 377
06060	L'Ascension-de-Patapédia	171	9 458 356	7 302
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	16 868 780	13 172
88080	Launay	227	11 594 283	9 064
33060	Laurier-Station	2 608	253 571 735	198 223

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
32072	Laurierville	1 385	126 325 571	98 786
52007	Lavaltrie	13 800	1 253 598 214	1 635 664
49025	L'Avenir	1 218	132 409 908	103 399
85050	Laverlochère	715	40 992 048	32 117
42045	Lawrenceville	630	49 884 930	39 057
NR910	Le Domaine-du-Roy	25	69 370 543	54 413
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	13	514 485 652	403 035
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 124 962	877
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 191	134 377 991	105 172
33123	Leclercville	475	62 945 381	49 252
49020	Lefebvre	872	77 142 687	60 537
13050	Lejeune	280	18 206 584	14 292
38020	Lemieux	320	29 485 836	23 072
60035	L'Épiphanie	5 592	412 546 660	537 416
60040	L'Épiphanie	3 303	316 415 322	281 448
NR110	Les Basques	0	596 138	585
95018	Les Bergeronnes	700	49 423 632	38 523
71050	Les Cèdres	6 773	759 907 651	990 873
71033	Les Coteaux	5 427	466 038 190	608 329
16048	Les Éboulements	1 339	238 864 000	186 764
95025	Les Escoumins	1 937	131 782 349	103 099
09015	Les Hauteurs	491	28 430 637	22 296
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 834	987 771 036	1 163 973
08005	Les Méchins	1 060	74 077 669	57 810
71095	L'Île-Cadieux	101	70 479 705	55 093
98020	L'Île-d'Anticosti	205	32 574 774	25 361
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	683	84 153 975	65 813
71060	L'Île-Perrot	10 794	1 071 730 481	1 394 026
41085	Lingwick	408	81 585 064	63 512
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 286	270 914 470	211 913
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 201	161 571 509	126 425
17078	L'Islet	4 010	306 284 735	322 187
12043	L'Isle-Verte	1 363	119 903 045	93 713
84040	Litchfield	454	87 965 169	68 936
80055	Lochaber	460	44 754 684	35 018
80060	Lochaber-Partie-Ouest	727	100 063 700	78 254
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	482	31 436 468	24 632
95032	Longue-Rive	1 037	48 093 859	37 824
85037	Lorrainville	1 309	78 552 303	61 343
33115	Lotbinière	847	144 864 202	113 184
51015	Louiseville	7 299	587 373 209	765 373
83010	Low	916	165 958 893	129 461
32065	Lyster	1 651	143 947 505	112 395
87058	Macamic	2 817	147 779 641	115 805
39165	Maddington Falls	442	28 110 200	21 983
89015	Malartic	3 275	316 231 942	272 040
52095	Mandeville	2 105	298 810 721	232 974
NR960	Manicouagan	110	60 722 755	47 548
83065	Maniwaki	3 780	238 469 260	236 044
38028	Manseau	828	70 573 363	55 161
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 199	211 608 966	165 994
06005	Maria	2 503	229 210 873	179 602
NR920	Maria-Chapdelaine	253	100 732 653	78 838
42065	Maricourt	498	54 817 500	42 826
55048	Marieville	10 882	1 060 851 616	1 382 936
04025	Marsoui	292	12 282 172	9 657
30035	Marston	719	93 981 712	73 630
44060	Martinville	475	44 174 829	34 493
51008	Maskinongé	2 282	194 507 621	151 733

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
53010	Massueville	501	33 756 927	26 295
99015	Matagami	1 481	92 287 633	71 658
8053	Matane	14 195	1 201 906 076	1 566 408
06045	Matapédia	625	52 543 133	41 260
NR620	Matawinie	86	81 297 618	63 955
80065	Mayo	647	95 161 044	74 466
NR350	Mékinac	5	68 267 232	53 497
42075	Melbourne	976	145 721 726	113 728
83060	Messines	1 617	206 720 204	162 089
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 177	350 360 401	375 602
09048	Métis-sur-Mer	603	96 415 743	75 254
30040	Milan	249	45 453 975	35 612
76030	Mille-Isles	1 672	268 111 700	209 368
85075	Moffet	187	18 820 200	14 731
78055	Montcalm	672	129 079 600	100 946
14005	Mont-Carmel	1 109	82 025 360	64 087
83088	Montcerf-Lytton	670	51 681 577	40 069
80010	Montebello	977	108 591 347	84 912
09077	Mont-Joli	6 434	467 157 099	607 579
79088	Mont-Laurier	13 919	1 253 764 120	1 624 483
18050	Montmagny	11 226	960 383 748	1 251 376
80090	Montpellier	975	119 351 902	93 460
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 199	438 820 221	364 646
79110	Mont-Saint-Michel	580	57 471 749	44 840
04015	Mont-Saint-Pierre	168	11 655 670	9 035
77050	Morin-Heights	4 185	856 803 632	918 918
80085	Mulgrave-et-Derry	336	142 069 453	110 720
03025	Murdochville	663	18 395 442	14 321
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	863	107 634 527	84 321
80110	Namur	557	51 774 093	40 685
30045	Nantes	1 431	101 369 801	78 973
68030	Napierville	3 591	386 363 469	364 106
98025	Natashquan	281	17 016 615	13 513
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	776	83 451 033	64 895
85100	Nédélec	377	22 155 313	17 212
34007	Neuveville	4 308	519 773 865	572 445
05040	New Carlisle	1 329	96 606 533	75 508
05070	New Richmond	3 724	273 157 774	270 174
41037	Newport	741	139 610 523	109 614
50072	Nicolet	8 025	779 597 622	1 016 485
79030	Nominingue	2 053	445 466 954	347 667
92040	Normandin	3 106	217 315 776	180 145
87115	Normétal	810	18 786 433	14 633
45050	North Hatley	689	182 805 673	142 847
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	260	87 680 528	68 793
39015	Notre-Dame-de-Ham	423	29 308 272	22 811
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	976	275 017 473	214 831
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	692	72 547 713	56 759
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 909	1 392 198 317	1 814 076
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	12 202 573	9 648
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	715	80 071 414	62 384
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 876	225 589 114	176 309
35005	Notre-Dame-de-Montauban	765	118 516 181	92 536
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	160 868 571	125 752
30010	Notre-Dame-des-Bois	923	111 380 845	87 045
15025	Notre-Dame-des-Monts	848	46 166 619	36 334
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 061	147 662 627	115 572
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 460	116 782 338	91 554
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 800	813 440 365	1 059 241

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	45	32 086 001	25 118
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	673	98 217 059	76 666
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 461	94 142 009	73 424
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 020	113 986 704	89 208
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 620	366 266 008	286 693
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 683	385 765 693	502 414
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 107	71 120 528	55 433
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 202	183 355 514	143 286
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	359	41 731 200	32 534
06020	Nouvelle	1 681	126 898 264	99 282
56015	Noyan	1 315	184 915 694	144 414
45020	Ogden	741	214 342 000	167 311
72032	Oka	5 476	511 178 574	666 190
69037	Ormstown	3 560	446 018 436	422 882
84055	Otter Lake	1 077	199 584 225	156 199
13015	Packington	596	50 641 843	39 740
09040	Padoue	264	13 762 354	10 777
87025	Palmarolle	1 421	104 771 078	82 572
80037	Papineauville	2 130	204 890 529	160 314
38055	Parisville	531	51 357 941	40 472
05032	Paspébiac	3 072	219 866 199	175 911
02005	Percé	3 152	234 872 024	194 826
92010	Péribonka	462	107 389 829	84 252
16005	Petite-Rivière-Saint-François	763	339 154 886	265 500
03015	Petite-Vallée	167	11 298 198	8 762
94205	Petit-Saguenay	679	38 967 460	30 257
77030	Piedmont	3 079	656 477 087	524 958
50113	Pierreville	2 107	201 800 879	157 617
46025	Pike River	530	85 537 870	66 902
71070	Pincourt	15 265	1 610 600 219	2 098 957
30020	Piopolis	355	88 055 500	68 858
80045	Plaisance	1 103	95 938 135	75 129
32040	Plessisville	6 594	434 914 947	567 546
32045	Plessisville	2 693	235 015 498	183 532
13095	Pohénégamook	2 584	199 623 911	155 832
06030	Pointe-à-la-Croix	1 496	80 315 550	62 794
96030	Pointe-aux-Outardes	1 306	97 978 263	76 522
71055	Pointe-des-Cascades	1 587	123 674 300	96 594
71140	Pointe-Fortune	553	57 481 519	44 968
96025	Pointe-Lebel	1 972	120 832 840	94 934
NR840	Pontiac	0	15 745 024	12 257
34017	Pont-Rouge	9 227	820 339 067	1 069 287
84020	Portage-du-Fort	245	17 376 108	13 707
97022	Port-Cartier	6 589	703 364 001	912 614
02047	Port-Daniel-Gascons	2 370	111 422 005	87 232
34048	Portneuf	3 139	287 405 407	239 511
NR340	Portneuf	0	55 083 570	43 255
95040	Portneuf-sur-Mer	695	34 757 755	27 241
45030	Potton	1 837	685 769 059	535 788
87035	Pouliaries	675	30 539 942	23 939
88090	Preissac	822	139 556 191	109 585
75040	Prévost	13 404	1 384 883 795	1 804 867
09065	Price	1 661	71 348 261	55 735
32033	Princeville	5 964	458 060 704	597 806
42032	Racine	1 174	217 391 948	169 942
96040	Ragueneau	1 371	53 161 270	41 346
87010	Rapide-Dansezur	349	28 354 297	22 275
84100	Rapides-des-Joachims	157	18 065 295	13 990
62037	Rawdon	11 281	1 145 244 696	1 492 977

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
85105	Rémigny	283	19 544 888	15 236
42098	Richmond	3 200	211 954 364	175 313
71133	Rigaud	7 731	1 064 343 951	1 387 493
10043	Rimouski	49 197	4 513 833 252	5 743 442
NR100	Rimouski-Neigette	5	7 746 165	6 134
80078	Ripon	1 554	196 273 831	153 390
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	157	11 541 309	9 054
04020	Rivière-à-Claude	121	7 381 908	5 832
34135	Rivière-à-Pierre	648	125 126 531	98 127
98055	Rivière-au-Tonnerre	267	25 668 210	20 291
71005	Rivière-Beaudette	2 162	251 578 484	196 586
13025	Rivière-Bleue	1 250	66 466 206	51 752
12072	Rivière-du-Loup	19 767	1 831 368 855	2 384 479
94215	Rivière-Éternité	475	32 866 472	25 672
89010	Rivière-Héva	1 600	143 314 969	112 427
14065	Rivière-Ouelle	969	136 265 299	106 407
79037	Rivière-Rouge	4 477	575 157 770	581 261
98050	Rivière-Saint-Jean	220	13 405 394	10 573
91025	Roberval	10 045	755 733 817	985 203
88010	Rochebaucourt	159	5 804 964	4 683
87015	Roquemaure	426	26 877 666	21 186
55037	Rougemont	2 889	332 388 898	259 240
86042	Rouyn-Noranda	42 180	4 259 259 961	5 557 683
48015	Roxton	1 067	148 717 920	116 222
48010	Roxton Falls	1 233	86 924 033	67 993
47047	Roxton Pond	3 662	428 147 326	415 645
95010	Sacré-Coeur	1 827	122 538 623	95 727
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	570	59 822 705	46 662
17015	Saint-Adalbert	523	49 050 480	38 280
08030	Saint-Adelme	480	29 995 930	23 405
35015	Saint-Adelphe	908	104 203 924	81 417
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 658	980 414 069	949 880
40010	Saint-Adrien	512	48 955 219	37 965
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	401	39 328 800	30 638
33045	Saint-Agapit	4 170	371 676 450	399 569
53015	Saint-Aimé	493	105 598 853	82 693
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 092	116 628 080	91 508
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	824	91 554 516	71 615
34097	Saint-Alban	1 285	140 528 461	110 081
39085	Saint-Albert	1 579	136 976 633	107 040
56055	Saint-Alexandre	2 665	302 037 141	235 720
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 150	166 789 075	130 494
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	15 527 792	12 266
63023	Saint-Alexis	1 480	165 135 270	129 004
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	514	25 438 711	19 860
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 932	340 417 448	265 596
27015	Saint-Alfred	520	46 167 604	36 178
05065	Saint-Alphonse	701	37 848 787	29 508
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	2 977	371 025 197	289 801
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 197	455 635 091	377 693
94255	Saint-Ambroise	3 724	314 336 327	311 086
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 060	376 658 333	396 256
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 149	240 224 061	199 018
14040	Saint-André	634	60 484 649	46 999
80027	Saint-André-Avellin	3 740	323 727 432	320 333
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 258	344 930 694	296 295
06040	Saint-André-de-Restigouche	161	9 673 894	7 593
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	491	30 800 129	23 959
69070	Saint-Anicet	2 517	493 942 620	385 950

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
19062	Saint-Anselme	3 956	376 897 010	389 732
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	143	39 223 594	30 618
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 579	283 148 262	221 434
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 651	265 814 809	207 636
12015	Saint-Antonin	4 136	288 031 168	308 965
33090	Saint-Apollinaire	6 174	635 459 256	829 514
46017	Saint-Armand	1 206	221 700 149	173 359
12065	Saint-Arsène	1 246	89 236 632	69 686
13100	Saint-Athanase	309	20 295 839	15 801
17055	Saint-Aubert	1 460	181 249 448	141 690
92005	Saint-Augustin	371	20 325 958	15 772
98012	Saint-Augustin	770	28 545 588	22 138
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	681	71 055 233	55 344
51025	Saint-Barnabé	1 194	94 215 283	73 453
54105	Saint-Barnabé-Sud	896	154 744 398	120 855
52055	Saint-Barthélemy	1 896	192 250 180	150 649
34038	Saint-Basile	2 624	260 223 841	203 774
28025	Saint-Benjamin	881	76 096 677	59 513
29100	Saint-Benoît-Labre	1 701	166 083 457	129 940
26055	Saint-Bernard	2 290	252 281 245	197 318
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 456	255 189 923	199 264
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	539	119 243 567	93 384
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 909	316 757 786	248 978
49125	Saint-Bonaventure	1 037	113 373 077	88 306
51085	Saint-Boniface	4 688	357 028 666	411 177
93030	Saint-Bruno	2 766	225 430 870	176 466
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 145	96 878 709	75 930
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	557	41 604 630	32 469
63055	Saint-Calixte	6 348	537 165 774	700 157
40025	Saint-Camille	523	55 404 757	43 107
28070	Saint-Camille-de-Lellis	787	58 062 167	45 270
34078	Saint-Casimir	1 439	113 419 019	88 984
50030	Saint-Célestin	773	60 250 761	46 924
50035	Saint-Célestin	606	94 148 665	73 729
55023	Saint-Césaire	5 877	635 211 229	827 433
61035	Saint-Charles-Borromée	13 709	1 226 235 735	1 596 563
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 439	257 383 594	200 780
94260	Saint-Charles-de-Bourget	735	63 905 425	49 638
09010	Saint-Charles-Garnier	250	12 871 356	9 900
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 662	308 028 041	241 052
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 274	270 972 000	233 265
69017	Saint-Chrysostome	2 587	255 928 387	200 281
42100	Saint-Claude	1 137	143 853 455	112 503
11005	Saint-Clément	475	30 195 638	23 628
07090	Saint-Cléophas	319	17 900 592	14 009
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	243	26 357 982	20 726
71045	Saint-Clet	1 686	218 276 251	170 586
62065	Saint-Côme	2 374	440 598 923	345 009
29057	Saint-Côme-Linière	3 322	227 928 248	203 408
52062	Saint-Cuthbert	1 768	230 800 383	180 683
12005	Saint-Cyprien	1 102	68 375 419	53 418
28040	Saint-Cyprien	498	39 219 434	30 588
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	764	79 435 455	62 209
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 799	380 093 776	442 527
07105	Saint-Damase	418	24 684 635	19 217
54017	Saint-Damase	2 525	368 073 478	288 909
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	596	53 718 256	42 047
62075	Saint-Damien	2 029	301 934 185	236 418
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 961	184 618 736	144 545

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
53005	Saint-David	834	136 472 768	106 604
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 793	887 074 422	695 166
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	514	86 850 416	67 767
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 844	637 747 179	646 698
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 295	375 227 979	293 633
52090	Saint-Didace	580	109 539 848	85 378
54060	Saint-Dominique	2 515	320 650 801	251 070
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	454	25 960 878	20 503
09030	Saint-Donat	873	67 620 773	52 706
62060	Saint-Donat	4 122	1 389 156 178	1 490 206
77022	Sainte-Adèle	13 044	1 851 680 032	2 413 681
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 139	174 608 281	136 883
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 535	1 603 594 250	2 028 770
09035	Sainte-Angèle-de-Méridc	1 010	53 758 308	42 018
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 921	213 076 423	166 916
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	589	44 858 424	35 097
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 766	278 354 172	217 588
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 054	194 541 523	152 067
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 620	131 232 128	102 328
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	598	78 184 829	61 011
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 061	254 294 265	198 817
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 698	772 795 080	750 406
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 589	239 790 776	187 338
79115	Sainte-Anne-du-Lac	587	74 072 427	57 751
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	576	64 818 999	50 869
28015	Sainte-Aurélie	914	83 986 792	65 872
69065	Sainte-Barbe	1 421	228 519 400	179 344
62020	Sainte-Béatrix	1 971	230 096 577	179 597
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 402	225 105 289	175 771
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 307	714 773 413	929 818
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	796	90 189 183	70 739
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 574	824 546 845	1 075 043
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	367	35 784 733	27 999
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 068	226 092 396	176 748
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	920	83 732 540	65 256
48020	Sainte-Christine	670	92 426 273	72 552
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	518	124 677 264	97 658
19055	Sainte-Claire	3 464	352 027 781	323 291
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	670	66 127 925	51 548
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 878	264 103 707	206 863
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 630	143 064 882	111 763
33102	Sainte-Croix	2 414	314 097 112	245 666
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	724	91 633 179	71 605
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	388	18 876 541	14 895
68045	Saint-Édouard	1 328	186 653 826	146 052
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	622	43 403 062	33 839
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 245	149 680 943	117 325
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	774	53 673 000	42 008
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	505	79 351 468	61 869
52030	Sainte-Élisabeth	1 466	211 569 223	165 532
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	363	52 234 500	40 909
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 681	172 544 327	134 560
50005	Sainte-Eulalie	897	115 064 687	90 104
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	328	26 479 400	20 657
20010	Sainte-Famille	806	147 099 586	114 906
08023	Sainte-Félicité	1 107	70 617 776	55 181
17025	Sainte-Félicité	384	25 942 386	20 172
09085	Sainte-Flavie	910	84 546 210	65 781
07010	Sainte-Florence	385	16 257 312	12 841

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
11030	Sainte-Françoise	379	31 008 299	24 251
38035	Sainte-Françoise	461	54 032 947	42 496
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 034	127 980 008	100 198
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 399	258 571 062	202 099
87030	Sainte-Germaine-Boulé	941	47 984 486	37 385
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	801	45 977 359	36 042
91030	Sainte-Hedwidge	867	52 261 244	40 889
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 726	229 841 267	179 530
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	369	54 022 052	42 467
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	882	62 050 239	48 444
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	363	21 905 011	17 320
26040	Sainte-Hénédine	1 282	132 003 091	103 227
07040	Sainte-Irène	356	36 456 263	28 563
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	301	22 412 142	17 514
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 088	71 350 309	55 725
63060	Sainte-Julienne	10 080	816 718 501	1 063 819
28045	Sainte-Justine	1 795	122 599 972	95 738
71115	Sainte-Justine-de-Newton	938	172 878 433	135 236
51075	Saint-Élie	1 969	188 666 798	147 197
11035	Saint-Éloi	299	28 069 578	21 925
17060	Sainte-Louise	688	50 883 532	39 622
50095	Saint-Elphège	281	54 501 090	42 651
09092	Sainte-Luce	2 834	261 484 427	204 160
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	297	24 268 840	18 985
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 312	194 399 597	151 733
05050	Saint-Elzéar	454	25 917 220	20 153
26022	Saint-Elzéar	2 381	220 932 583	173 030
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	336	20 939 928	16 316
54025	Sainte-Madeleine	2 399	209 652 686	163 710
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 639	190 371 897	148 943
26035	Sainte-Marguerite	1 123	124 267 434	97 160
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 869	557 120 148	436 006
07005	Sainte-Marguerite-Marie	188	11 002 801	8 489
26030	Sainte-Marie	13 702	1 214 023 954	1 789 136
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	432	43 910 028	34 424
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 981	340 546 710	265 989
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 168	112 855 062	88 321
71110	Sainte-Marthe	1 099	209 774 864	164 710
70012	Sainte-Martine	5 487	584 521 156	762 625
61050	Sainte-Mélanie	3 073	327 624 695	262 159
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	554	67 756 860	52 972
50057	Sainte-Monique	539	79 146 592	61 907
93075	Sainte-Monique	844	138 670 347	108 514
08040	Sainte-Paule	225	28 124 403	21 886
17030	Sainte-Perpétue	1 705	94 843 839	74 184
50050	Sainte-Perpétue	943	128 132 412	100 335
20030	Sainte-Pétronille	1 006	197 374 788	154 208
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 525	202 407 436	158 112
12030	Saint-Épiphane	834	55 626 158	43 675
31050	Sainte-Praxède	381	95 205 602	74 339
11015	Sainte-Rita	276	21 725 925	16 960
28030	Sainte-Rose-de-Watford	754	61 992 401	48 454
94230	Sainte-Rose-du-Nord	412	50 865 144	39 789
28065	Sainte-Sabine	367	31 745 112	24 708
46105	Sainte-Sabine	1 137	148 585 092	116 349
39105	Sainte-Séraphine	391	51 079 527	40 081
75028	Sainte-Sophie	16 053	1 403 266 533	1 832 680
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	722	69 846 905	54 616
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	668	78 275 915	61 382

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
63030	Saint-Esprit	1 957	277 271 783	216 772
35050	Sainte-Thècle	2 495	216 267 465	169 489
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 040	54 901 273	43 140
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	534	91 067 329	71 196
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	812	141 187 182	110 400
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	605	158 366 432	123 708
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 498	339 006 714	380 792
49105	Saint-Eugène	1 136	143 483 568	112 133
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	531	31 715 402	24 875
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	457	39 148 066	30 667
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	415	43 129 613	33 765
51040	Sainte-Ursule	1 362	115 638 785	90 657
13030	Saint-Eusèbe	626	42 826 097	33 578
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	520	79 827 260	62 365
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 497	255 557 258	200 234
10070	Saint-Fabien	1 892	171 144 681	133 932
18015	Saint-Fabien-de-Panet	946	69 098 136	54 130
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 673	615 294 579	595 209
91042	Saint-Félicien	10 328	913 953 102	1 194 142
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	915	60 457 325	47 333
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 570	161 167 243	126 250
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 516	611 698 993	798 662
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 084	135 819 107	106 567
32013	Saint-Ferdinand	2 056	266 407 404	208 360
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 202	616 182 356	530 775
33052	Saint-Flavien	1 641	162 632 700	126 852
31030	Saint-Fortunat	254	37 083 261	29 071
20005	Saint-François	508	135 890 384	106 380
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 616	175 087 310	137 283
06055	Saint-François-d'Assise	658	28 779 159	22 500
91015	Saint-François-de-Sales	636	38 552 970	30 073
50128	Saint-François-du-Lac	1 916	173 827 519	135 928
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 239	203 748 133	159 614
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	237	17 730 159	13 737
27065	Saint-Frédéric	1 076	96 236 607	75 392
94235	Saint-Fulgence	2 043	168 710 295	131 639
52080	Saint-Gabriel	2 748	158 279 340	123 589
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 577	312 938 306	244 710
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 166	80 830 564	63 125
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 164	414 005 362	344 245
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	753	38 935 696	30 433
93035	Saint-Gédéon	2 021	285 016 256	223 444
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 247	154 170 197	120 809
29073	Saint-Georges	32 733	2 700 282 918	3 522 264
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 069	197 328 503	153 994
40032	Saint-Georges-de-Windsor	940	94 097 996	73 620
53085	Saint-Gérard-Majella	269	42 735 490	33 257
14045	Saint-Germain	273	30 827 016	24 340
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 914	480 435 090	573 750
19075	Saint-Gervais	2 100	223 081 017	174 549
34060	Saint-Gilbert	289	23 935 788	18 673
33035	Saint-Gilles	2 420	264 139 032	206 647
05015	Saint-Godefroi	414	21 029 510	16 366
49113	Saint-Guillaume	1 548	180 186 994	141 028
11020	Saint-Guy	77	12 169 980	9 687
19068	Saint-Henri	5 515	643 239 075	838 557
93070	Saint-Henri-de-Taillon	744	123 426 440	96 575
44015	Saint-Herménégilde	669	115 920 657	90 402
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	39 266 864	30 638

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
16050	Saint-Hilarion	1 209	106 005 817	83 024
75045	Saint-Hippolyte	9 238	1 291 163 720	1 683 819
94240	Saint-Honoré	6 016	499 455 368	652 870
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 595	146 792 868	114 633
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	778	39 477 536	31 008
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 267	140 839 021	110 412
54100	Saint-Hugues	1 252	185 105 654	144 471
54048	Saint-Hyacinthe	54 912	5 968 739 826	8 945 606
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 060	194 334 954	151 834
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	674	110 763 402	86 724
15005	Saint-Irénée	653	132 216 806	103 676
26063	Saint-Isidore	2 996	351 076 982	274 992
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	654	101 301 139	79 218
63013	Saint-Jacques	4 112	396 550 625	425 941
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	207	32 341 661	25 459
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	715	72 106 937	56 260
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 586	229 238 851	179 386
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 010	101 202 084	79 042
20015	Saint-Jean	969	244 012 488	190 383
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	371	46 432 764	36 216
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	183	9 351 086	7 311
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 631	90 278 552	70 808
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	297	27 140 640	21 369
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 594	533 585 272	607 446
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 318	308 991 891	275 193
21020	Saint-Joachim	1 456	138 378 086	108 395
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 356	158 726 528	124 363
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 928	372 956 117	445 701
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 851	185 377 123	144 727
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	436	30 811 929	24 251
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	492	48 411 500	37 919
27050	Saint-Joseph-des-Érables	439	45 430 704	35 651
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 602	201 536 662	157 578
54110	Saint-Jude	1 238	158 653 127	123 941
27055	Saint-Jules	603	51 207 600	40 013
31035	Saint-Julien	400	46 271 295	36 079
18005	Saint-Just-de-Bretenières	666	47 285 390	37 121
13040	Saint-Juste-du-Lac	565	42 267 695	32 905
51045	Saint-Justin	1 020	102 912 288	80 669
87120	Saint-Lambert	213	5 614 956	4 391
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 589	695 697 075	906 890
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 610	338 146 728	264 328
71105	Saint-Lazare	19 913	2 594 969 578	3 378 077
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 276	128 263 642	100 659
08065	Saint-Léandre	410	26 988 272	21 009
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 380	229 520 938	179 669
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 084	121 300 241	94 783
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 137	111 926 016	87 797
07030	Saint-Léon-le-Grand	942	52 874 813	41 612
51035	Saint-Léon-le-Grand	973	97 364 975	76 033
54072	Saint-Liboire	3 146	319 183 664	265 040
63065	Saint-Liguori	1 981	219 897 447	172 124
63048	Saint-Lin-Laurentides	21 088	1 632 936 655	2 129 992
54120	Saint-Louis	760	103 363 366	80 942
39170	Saint-Louis-de-Blandford	975	106 943 498	83 570
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	407	38 613 565	30 034
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 521	227 476 435	178 251
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 280	66 642 835	51 880
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	464	51 958 392	40 607

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	618	52 324 720	40 830
49030	Saint-Lucien	1 678	161 292 614	126 289
30072	Saint-Ludger	1 223	88 599 719	69 072
93080	Saint-Ludger-de-Milot	650	56 153 790	43 908
28075	Saint-Magloire	704	80 277 038	63 069
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 339	133 335 106	104 414
19025	Saint-Malachie	1 533	147 511 158	115 316
44003	Saint-Malo	497	72 010 938	56 319
88040	Saint-Marc-de-Figuery	861	71 151 057	55 617
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 917	208 412 280	162 737
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	421	32 143 480	24 990
17020	Saint-Marcel	444	45 248 703	35 310
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	517	104 556 887	81 975
10025	Saint-Marcellin	342	44 040 700	34 532
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 156	338 147 740	264 043
29045	Saint-Martin	2 474	182 491 155	142 780
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	668	77 303 803	60 134
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	722	76 234 978	59 159
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 408	227 663 707	178 326
37230	Saint-Maurice	3 263	241 177 285	206 943
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 073	61 656 930	48 210
11025	Saint-Médard	209	10 233 835	7 895
68050	Saint-Michel	3 026	438 847 185	351 664
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 854	267 750 115	209 548
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 428	481 648 736	377 137
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 199	63 070 112	49 271
12020	Saint-Modeste	1 223	93 517 220	72 997
07095	Saint-Moïse	553	34 649 029	27 231
37240	Saint-Narcisse	1 826	155 516 364	121 469
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 121	149 597 961	117 442
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	998	91 071 423	71 412
93045	Saint-Nazaire	2 153	150 131 202	117 901
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	842	133 476 867	104 473
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	32 894 925	25 662
19045	Saint-Nérée	754	72 697 706	57 012
07100	Saint-Noël	426	17 270 104	13 405
52070	Saint-Norbert	1 030	127 765 288	100 063
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 229	131 760 612	103 531
09055	Saint-Octave-de-Métis	526	32 208 863	25 147
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 458	124 855 002	97 599
17005	Saint-Omer	298	27 627 234	21 623
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	572	36 028 760	28 018
53032	Saint-Ours	1 715	241 189 354	188 369
14070	Saint-Pacôme	1 587	108 548 037	84 902
17010	Saint-Pamphile	2 556	134 993 426	105 278
14018	Saint-Pascal	3 413	245 357 428	224 782
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 077	139 766 036	109 419
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 988	352 227 728	275 928
61005	Saint-Paul	5 899	513 133 018	670 174
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 847	373 471 024	292 065
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	330	23 766 229	18 683
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 935	278 117 246	217 794
18030	Saint-Paul-de-Montminy	788	87 566 863	68 393
51060	Saint-Paulin	1 495	117 230 392	91 659
19005	Saint-Philémon	700	91 182 630	71 156
29065	Saint-Philibert	382	39 718 404	30 890
14060	Saint-Philippe-de-Néri	855	52 988 698	41 473
54008	Saint-Pie	5 714	593 690 752	773 116
49130	Saint-Pie-de-Guire	463	67 865 938	53 087

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
61020	Saint-Pierre	320	43 190 900	33 958
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	923	96 667 396	76 048
32050	Saint-Pierre-Baptiste	520	83 362 624	65 238
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	905	113 860 273	89 414
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	14 329 315	11 148
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 679	238 942 290	186 843
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 232	114 700 131	89 664
72043	Saint-Placide	1 705	278 737 052	218 214
71020	Saint-Polycarpe	2 247	297 970 759	233 304
91035	Saint-Prime	2 815	198 655 100	155 132
28020	Saint-Prosper	3 678	222 952 120	216 374
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	525	60 525 400	47 314
19082	Saint-Raphaël	2 521	206 572 458	161 532
34128	Saint-Raymond	10 224	1 119 524 410	1 459 518
68055	Saint-Rémi	8 128	913 490 803	1 190 943
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	471	60 674 565	47 354
29050	Saint-René	775	59 015 364	46 147
08035	Saint-René-de-Matane	1 085	53 426 366	41 658
53020	Saint-Robert	1 801	181 886 820	142 353
30070	Saint-Robert-Bellarmin	667	50 992 987	39 994
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 171	579 622 273	716 903
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	371	60 966 498	47 744
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 215	219 621 221	172 019
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	951	106 015 456	82 760
63040	Saint-Roch-Ouest	281	64 709 300	50 576
30100	Saint-Romain	723	88 654 498	69 298
39145	Saint-Rosaire	902	113 922 798	89 414
39130	Saint-Samuel	774	64 080 510	50 323
26010	Saints-Anges	1 196	119 822 475	93 930
77043	Saint-Sauveur	10 582	2 251 441 132	2 932 562
30085	Saint-Sébastien	727	63 207 521	49 379
56050	Saint-Sébastien	780	145 985 638	113 972
51030	Saint-Sévère	308	36 468 300	28 573
27070	Saint-Séverin	288	41 219 161	32 117
35020	Saint-Séverin	842	64 754 490	50 606
05055	Saint-Siméon	1 176	80 734 866	63 115
15058	Saint-Siméon	1 239	111 643 140	87 475
11055	Saint-Simon	433	53 217 723	41 864
54090	Saint-Simon	1 330	192 572 358	150 430
29125	Saint-Simon-les-Mines	591	46 437 780	36 147
80070	Saint-Sixte	506	51 336 000	40 111
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	250	94 154 973	73 590
37245	Saint-Stanislas	1 013	120 488 584	94 563
92070	Saint-Stanislas	371	26 526 187	20 815
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 586	248 056 212	193 999
38005	Saint-Sylvère	828	70 528 969	54 926
33007	Saint-Sylvestre	1 004	135 554 993	105 951
71015	Saint-Télesphore	767	144 363 997	113 284
07070	Saint-Tharcisius	422	21 558 729	16 920
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 461	158 665 269	124 284
29005	Saint-Théophile	719	90 053 381	70 230
61027	Saint-Thomas	3 291	411 913 161	355 179
92045	Saint-Thomas-Didyme	653	54 512 572	42 700
34085	Saint-Thuribe	281	31 085 112	24 241
35027	Saint-Tite	3 762	346 948 758	343 888
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 505	171 394 815	133 929
34090	Saint-Ubalde	1 374	192 552 929	150 873
08073	Saint-Ulric	1 587	127 642 108	100 073
16055	Saint-Urbain	1 460	133 699 235	104 608

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
70005	Saint-Urbain-Premier	1 278	176 269 240	137 993
56030	Saint-Valentin	467	112 152 600	88 328
39135	Saint-Valère	1 266	131 256 009	102 927
10060	Saint-Valérien	909	68 796 157	53 553
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 861	242 863 251	189 852
19117	Saint-Vallier	1 057	138 170 734	108 054
44005	Saint-Venant-de-Paquette	97	26 366 034	20 746
07075	Saint-Vianney	460	25 714 402	20 104
27008	Saint-Victor	2 422	225 094 139	175 939
50023	Saint-Wenceslas	1 102	121 802 861	95 233
28005	Saint-Zacharie	1 644	126 301 278	99 032
62080	Saint-Zénon	1 198	194 772 216	152 399
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	351	29 949 624	23 384
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	702	102 626 866	80 269
71025	Saint-Zotique	7 973	853 248 814	1 113 028
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 905	3 799 453 003	4 947 989
07085	Sayabec	1 765	136 414 923	106 564
97040	Schefferville	239	44 916 504	34 723
41080	Scotstown	503	25 409 496	19 860
26048	Scott	2 347	228 756 833	179 066
89040	Senneterre	2 885	170 032 818	132 959
89045	Senneterre	1 188	80 199 790	62 813
97007	Sept-Îles	25 475	3 420 528 603	4 458 146
NR971	Sept-Rivières	115	26 035 084	20 424
22020	Shannon	6 021	509 110 140	663 747
36033	Shawinigan	48 971	3 495 585 170	4 549 600
84010	Shawville	1 612	134 062 224	104 812
84095	Sheenboro	114	74 925 084	58 380
47035	Shefford	6 738	880 501 489	1 148 128
05010	Shigawake	282	15 277 491	11 965
53052	Sorel-Tracy	35 037	2 906 498 627	3 785 399
46045	Stanbridge East	865	109 821 367	86 113
46030	Stanbridge Station	270	46 900 810	36 810
45008	Stanstead	2 836	212 164 074	166 020
45025	Stanstead	964	568 506 736	443 569
44050	Stanstead-Est	606	109 708 038	85 798
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 872	320 241 549	250 690
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 676	425 992 106	555 794
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	283	21 429 240	16 647
42005	Stoke	2 851	311 028 238	243 054
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 093	1 252 510 647	1 635 392
30105	Stornoway	543	58 347 148	45 512
30110	Stratford	1 043	220 430 968	172 230
45105	Stukely-Sud	1 034	129 167 100	100 869
46058	Sutton	4 012	1 034 884 364	1 088 704
95005	Tadoussac	831	106 169 910	82 926
87042	Taschereau	954	36 436 223	28 789
85005	Témiscaming	2 321	226 867 719	177 762
NR850	Témiscamingue	108	63 354 930	49 691
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 051	435 321 184	339 771
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 975	193 204 815	150 712
84045	Thorne	286	118 663 930	92 936
80050	Thurso	2 758	262 631 513	205 145
39025	Tingwick	1 428	165 254 370	129 257
17035	Tourville	609	27 817 776	21 613
88075	Trécesson	1 165	100 537 384	78 733
71125	Très-Saint-Rédempteur	928	106 217 300	83 113
69030	Très-Saint-Sacrement	1 225	217 382 520	170 729
27060	Tring-Jonction	1 493	96 259 047	75 510

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture finale 2017 (en \$)
11040	Trois-Pistoles	3 317	207 297 275	184 291
35055	Trois-Rives	467	146 128 392	114 159
42078	Ulverton	432	57 723 500	45 231
48038	Upton	2 106	225 749 382	176 453
33070	Val-Alain	926	97 730 572	76 551
07080	Val-Brillant	925	71 210 209	55 872
42055	Valcourt	2 228	203 397 513	158 832
42060	Valcourt	1 018	127 175 600	99 407
78010	Val-David	4 851	627 819 754	739 152
80140	Val-des-Bois	872	166 220 798	130 126
78100	Val-des-Lacs	713	210 393 248	164 343
89008	Val-d'Or	32 897	3 082 171 416	4 019 753
42095	Val-Joli	1 540	173 573 142	135 761
NR890	Vallée-de-l'Or	345	2 561 371	2 044
26015	Vallée-Jonction	1 971	151 648 305	118 608
78005	Val-Morin	2 854	438 545 662	342 992
30015	Val-Racine	205	34 608 918	27 211
87105	Val-Saint-Gilles	174	6 291 174	4 985
71083	Vaudreuil-Dorion	38 021	4 942 640 063	6 440 470
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 322	234 636 906	183 092
56005	Venise-en-Québec	1 725	247 303 683	192 944
39062	Victoriaville	45 610	3 668 379 282	4 785 199
85025	Ville-Marie	2 618	207 030 304	162 148
32085	Villeroy	455	60 997 899	47 625
84070	Waltham	362	54 526 126	42 740
47030	Warden	365	24 350 898	19 033
39077	Warwick	4 619	430 095 367	495 852
47025	Waterloo	4 580	319 608 632	363 824
44080	Waterville	2 075	201 018 346	157 033
41098	Weedon	2 583	275 862 208	215 767
76035	Wentworth	535	257 020 600	201 146
77060	Wentworth-Nord	1 504	490 430 400	382 842
41065	Westbury	997	109 133 268	85 135
49040	Wickham	2 528	220 244 607	172 239
42088	Windsor	5 454	441 543 087	573 409
40017	Wotton	1 420	117 938 357	91 920
51020	Yamachiche	2 792	255 021 567	199 107
53072	Yamaska	<u>1 592</u>	<u>169 661 346</u>	<u>133 079</u>
1041		2 569 119	274 778 790 330	294 757 677

DRFMP/QP1-081 A DGAP.xls

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
46005	Abercorn	385	78 505 092	64 879
NR880	Abitibi	218	10 986 587	9 142
NR870	Abitibi-Ouest	99	2 397 360	2 064
48028	Acton Vale	7 683	584 572 685	806 855
31056	Adstock	2 783	371 244 844	307 584
98030	Aguanish	263	12 193 886	10 027
92030	Albanel	2 214	131 884 914	109 114
07025	Albertville	241	17 036 265	14 155
84050	Alleyn-et-Cawood	201	48 837 767	40 402
93042	Alma	31 145	3 066 405 964	4 232 447
78070	Amherst	1 475	322 094 461	266 887
88055	Amos	12 821	999 621 327	1 379 851
07047	Amqui	6 146	419 708 533	579 189
55008	Ange-Gardien	2 562	389 437 581	322 624
85080	Angliers	292	18 528 864	15 335
NR790	Antoine-Labelle	0	63 098 400	52 198
19037	Armagh	1 458	103 374 120	85 522
78060	Arundel	572	91 309 118	75 495
40043	Asbestos	6 842	368 138 545	508 118
41055	Ascot Corner	3 113	274 332 609	240 936
50013	Aston-Jonction	437	34 112 619	28 311
13045	Auclair	439	29 894 260	24 772
30055	Audet	771	64 234 685	53 083
83090	Aumond	728	69 251 660	57 211
87050	Authier	270	9 260 835	7 667
87100	Authier-Nord	274	11 161 164	9 142
NR060	Avignon	0	381 706	295
45035	Ayer's Cliff	1 117	189 060 498	156 593
96020	Baie-Comeau	21 716	2 065 412 581	2 850 827
08080	Baie-des-Sables	629	41 803 836	34 504
50100	Baie-du-Febvre	986	134 344 885	111 178
98035	Baie-Johan-Beetz	85	6 618 749	5 603
15065	Baie-Sainte-Catherine	199	15 593 080	12 976
16013	Baie-Saint-Paul	7 349	903 796 980	1 247 440
96005	Baie-Trinité	467	25 990 479	21 528
78050	Barkmere	54	80 381 961	66 648
44045	Barnston-Ouest	593	93 915 225	77 854
88022	Barraute	2 000	115 564 599	95 843
37210	Batiscan	929	121 586 012	100 562
85020	Béarn	748	40 296 788	33 324
27028	Beauceville	6 330	474 887 729	655 569
31008	Beaulac-Garthby	841	170 909 942	141 553
19105	Beaumont	2 620	335 817 962	278 094
21025	Beaupré	3 628	652 235 293	669 135
38010	Bécancour	12 839	1 585 957 459	2 189 065
46035	Bedford	2 557	218 106 943	180 776
46040	Bedford	665	84 725 892	70 187
94250	Bégin	889	59 433 756	49 249
89050	Belcourt	236	8 558 505	7 078
85065	Belleterre	283	10 664 306	8 847
88070	Berry	609	30 978 697	25 657
18065	Berthier-sur-Mer	1 508	206 464 181	171 044
52035	Berthierville	4 141	381 328 786	433 507
48005	Béthanie	329	42 386 157	35 093
13055	Biencourt	480	26 318 053	21 823
98005	Blanc-Sablon	1 060	73 810 208	61 045
83045	Blue Sea	620	156 643 857	129 757
80115	Boileau	368	88 119 670	72 841
21045	Boischatel	7 260	813 034 775	1 122 106

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
83085	Bois-Franc	447	36 204 292	30 080
45095	Bolton-Est	951	243 273 172	201 419
46065	Bolton-Ouest	682	241 709 935	200 239
05045	Bonaventure	2 729	219 866 675	181 955
NR050	Bonaventure	25	9 391 950	7 667
98010	Bonne-Espérance	702	23 925 099	19 758
42040	Bonsecours	610	91 977 700	76 085
83050	Bouchette	784	122 500 681	101 447
80145	Bowman	639	105 506 064	87 291
78075	Brébeuf	1 057	108 436 812	89 945
46090	Brigham	2 354	239 025 393	197 880
84005	Bristol	1 134	192 882 139	159 837
46070	Brome	244	39 636 520	32 734
76043	Brownsburg-Chatham	7 242	713 824 071	985 271
84025	Bryson	604	32 246 375	26 836
41070	Bury	1 207	151 647 690	125 629
12057	Cacouna	1 954	183 919 556	152 465
84030	Campbell's Bay	767	41 556 339	34 504
04047	Cap-Chat	2 473	156 066 837	129 168
05060	Caplan	2 010	133 572 494	110 589
18045	Cap-Saint-Ignace	3 022	257 594 811	217 933
34030	Cap-Santé	3 417	316 459 851	307 289
06013	Carleton-sur-Mer	3 985	355 791 951	389 567
05077	Cascapédia-Saint-Jules	739	50 572 555	41 876
07018	Causapscal	2 315	116 641 607	96 728
83040	Cayamant	839	141 988 068	117 666
91020	Chambord	1 797	194 136 554	160 722
37220	Champlain	1 786	204 816 366	169 569
88005	Champneuf	130	3 383 968	2 949
02028	Chandler	7 402	422 205 263	582 728
99020	Chapais	1 572	66 892 193	55 442
51080	Charette	996	61 605 435	51 018
NR160	Charlevoix	0	25 115 226	20 938
NR150	Charlevoix-Est	194	97 453 896	80 803
41020	Chartierville	279	52 279 923	43 351
21035	Château-Richer	3 911	404 531 142	442 944
87095	Chazel	304	12 267 609	10 027
80103	Chénéville	790	75 106 105	62 225
62047	Chertsey	4 972	730 986 660	924 816
39030	Chesterville	879	91 123 065	75 495
99025	Chibougamau	7 609	566 172 376	781 493
84090	Chichester	357	30 784 710	25 362
96035	Chute-aux-Outardes	1 615	54 745 416	45 415
79065	Chute-Saint-Philippe	909	145 275 577	120 320
84015	Clarendon	1 159	185 273 739	153 350
15035	Clermont	3 179	252 076 434	221 472
87110	Clermont	492	25 012 241	20 643
87075	Clerval	368	28 534 134	23 592
42110	Cleveland	1 590	166 371 594	137 720
03010	Cloridorme	696	36 867 036	30 670
44037	Coaticook	9 235	806 470 809	1 113 259
95050	Colombier	700	29 039 879	24 182
44071	Compton	3 224	378 615 119	345 036
41038	Cookshire-Eaton	5 274	461 548 528	526 697
71040	Coteau-du-Lac	7 008	967 139 005	1 335 026
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	921	47 062 153	38 927
30090	Courcelles	953	57 310 729	47 479
46080	Cowansville	13 029	1 123 393 712	1 550 600
61013	Crabtree	3 981	307 533 233	336 779

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
40047	Danville	3 917	272 416 398	298 442
39155	Daveluyville	946	61 473 578	51 018
13005	Dégelis	2 958	183 953 184	152 465
83070	Déléage	1 834	116 356 833	96 433
83005	Denholm	557	99 350 064	82 278
93005	Desbiens	1 050	49 290 648	40 697
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	899	89 449 566	74 021
34058	Deschambault-Grondines	2 259	411 028 250	340 318
31015	Disraeli	2 385	140 366 057	116 192
31020	Disraeli	1 113	131 646 165	109 114
44023	Dixville	707	74 679 151	61 930
92022	Dolbeau-Mistassini	14 248	975 415 594	1 346 232
34025	Donncona	7 088	624 335 246	861 706
33040	Dosquet	893	81 834 566	67 828
49058	Drummondville	75 091	6 266 398 880	9 946 930
41117	Dudswell	1 745	219 289 446	181 660
80135	Duhamel	420	227 937 204	188 738
85030	Duhamel-Ouest	892	96 022 326	79 624
69075	Dundee	410	64 795 906	53 672
46050	Dunham	3 465	463 747 145	450 317
87005	Duparquet	616	49 100 370	40 697
87085	Dupuy	970	39 804 989	33 029
49015	Durham-Sud	1 013	110 104 765	91 125
41060	East Angus	3 811	233 664 033	250 373
31122	East Broughton	2 211	103 820 783	86 112
46085	East Farnham	569	49 169 170	40 697
44010	East Hereford	289	40 854 862	33 914
45093	Eastman	1 836	470 000 229	389 272
83075	Egan-Sud	538	44 229 240	36 568
69050	Elgin	407	57 363 922	47 479
62053	Entrelacs	940	227 810 260	188 738
06025	Escuminac	562	38 893 217	32 144
10005	Esprit-Saint	350	18 455 484	15 335
77011	Estérel	210	289 107 840	239 461
46112	Farnham	8 842	734 160 667	1 013 287
80005	Fassett	458	43 352 652	35 978
94220	Ferland-et-Boilleau	567	54 702 681	45 415
79097	Ferme-Neuve	2 784	253 057 575	209 676
97035	Fermont	2 676	720 605 712	596 884
95045	Forestville	3 155	158 405 843	139 194
84060	Fort-Coulonge	1 348	54 916 300	45 415
38047	Fortierville	700	52 610 710	43 646
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 897	359 004 500	297 262
26005	Frampton	1 396	130 541 146	108 229
69010	Franklin	1 737	205 689 626	170 454
96015	Franquelin	307	13 689 748	11 206
46010	Frelighsburg	1 096	228 576 963	189 328
30025	Frontenac	1 690	206 549 352	171 044
85055	Fugèreville	330	14 853 748	12 386
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 958	376 758 920	312 007
87020	Gallichan	494	27 037 313	22 413
03005	Gaspé	15 001	1 310 068 659	1 808 345
92055	Girardville	1 077	62 871 336	52 198
96010	Godbout	285	12 904 975	10 617
69060	Godmanchester	1 401	154 911 984	128 283
76025	Gore	1 929	354 208 888	293 428
83032	Gracefield	2 301	436 039 903	361 256
02015	Grande-Rivière	3 346	173 630 430	163 671
35040	Grandes-Piles	392	77 906 000	64 584

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
03020	Grande-Vallée	1 089	71 615 742	59 275
09060	Grand-Métis	235	25 494 348	21 233
83095	Grand-Remous	1 129	97 854 346	81 098
50065	Grand-Saint-Esprit	488	46 042 160	38 042
76055	Grenville	1 671	130 328 039	107 934
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 729	357 348 857	296 083
98014	Gros-Mécatina	461	22 813 349	18 874
01042	Grosse-Île	470	28 942 400	23 887
08015	Grosses-Roches	379	22 713 229	18 874
85095	Guérin	323	17 653 510	14 745
39010	Ham-Nord	832	73 652 228	61 045
41075	Hampden	201	25 812 570	21 233
40005	Ham-Sud	215	52 339 938	43 351
76065	Harrington	827	275 367 280	227 960
45043	Hatley	748	223 303 215	184 904
45055	Hatley	2 117	385 899 404	319 675
69005	Havelock	745	114 550 317	94 959
98040	Havre-Saint-Pierre	3 496	389 890 752	378 655
93020	Hébertville	2 461	197 566 305	163 671
93025	Hébertville-Station	1 278	71 892 164	59 570
68010	Hemmingford	820	59 593 753	49 249
68015	Hemmingford	1 779	253 349 646	209 676
56042	Henryville	1 419	208 821 376	172 813
35035	Hérouxville	1 301	97 201 119	80 509
69045	Hinchinbrooke	2 212	196 171 983	162 492
19070	Honfleur	822	99 561 154	82 573
05025	Hope	607	34 705 996	28 606
05020	Hope Town	360	21 038 178	17 399
69025	Howick	650	56 545 580	46 890
78065	Huberdeau	876	92 353 537	76 380
71100	Hudson	5 155	1 109 783 627	1 455 346
69055	Huntingdon	2 408	148 473 313	122 975
32058	Inverness	820	146 380 524	121 205
31040	Irlande	961	83 124 399	68 712
78042	Ivry-sur-le-Lac	443	260 620 608	215 869
61025	Joliette	20 255	1 976 766 976	2 728 442
14050	Kamouraska	571	128 605 274	106 460
NR140	Kamouraska	0	5 383 434	4 424
83015	Kazabazua	884	134 029 640	110 884
79025	Kiamika	759	84 467 550	69 892
42070	Kingsbury	152	10 198 344	8 552
39097	Kingsey Falls	2 012	210 246 343	173 993
31105	Kinnear's Mills	364	50 154 416	41 581
85010	Kipawa	476	47 611 625	39 517
90017	La Bostonnais	535	36 704 496	30 375
78115	La Conception	1 334	299 221 624	247 718
88030	La Corne	728	77 118 949	63 994
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	75 470 514	62 519
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 949 103	4 129
91050	La Doré	1 419	75 126 500	62 225
19090	La Durantaye	720	85 802 545	71 072
29030	La Guadeloupe	1 824	105 174 083	86 996
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	45 398 980	37 453
NR040	La Haute-Gaspésie	197	21 057 696	17 399
NR220	La Jacques-Cartier	0	5 318 544	4 424
79047	La Macaza	1 036	214 304 805	177 532
15013	La Malbaie	8 593	772 127 565	1 065 779
04030	La Martre	241	9 426 816	7 667
NR080	La Matanie	0	10 242 310	8 552

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
NR070	La Matapédia	25	58 852 196	48 659
78130	La Minerve	1 144	416 836 358	345 331
NR090	La Mitis	0	21 901 560	18 284
88015	La Morandière	230	9 567 205	7 962
88045	La Motte	462	34 401 591	28 606
41027	La Patrie	729	91 457 954	75 790
14085	La Pocatière	4 076	390 285 922	434 687
54035	La Présentation	2 516	354 540 531	293 723
09005	La Rédemption	488	23 921 082	19 758
87080	La Reine	351	11 062 768	9 142
87090	La Sarre	7 528	503 736 606	695 381
10010	La Trinité-des-Monts	235	18 675 809	15 335
90012	La Tuque	10 995	852 147 712	1 117 387
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	25 107 708	20 938
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	610	69 880 554	57 801
50085	La Visitation-de-Yamaska	321	61 293 400	50 723
78120	Labelle	2 525	411 529 430	340 908
93055	Labrecque	1 237	94 565 369	78 444
22040	Lac Beauport	7 577	1 206 939 148	1 665 907
46075	Lac Brome	5 567	1 284 019 709	1 772 367
22030	Lac Delage	624	86 391 600	71 661
90027	Lac Edouard	176	44 796 714	37 158
22015	Lac Saint-Joseph	249	313 996 057	260 104
07057	Lac-au-Saumon	1 396	76 948 422	63 699
35010	Lac-aux-Sables	1 300	208 239 620	172 518
91005	Lac-Bouchette	1 179	103 702 430	85 817
13060	Lac-des-Aigles	528	29 589 574	24 477
79078	Lac-des-Écorces	2 691	223 306 434	184 904
80130	Lac-des-Plages	523	122 099 947	101 152
77055	Lac-des-Seize-Îles	199	87 592 128	72 546
30080	Lac-Drolet	1 041	102 724 382	84 932
79015	Lac-du-Cerf	412	96 462 576	79 919
28053	Lac-Etchemin	3 896	336 813 604	360 961
18010	Lac-Frontière	201	18 711 967	15 630
76020	Lachute	12 876	1 172 742 379	1 618 722
30030	Lac-Mégantic	5 815	505 269 824	697 446
56023	Lacolle	2 717	304 408 970	252 142
29095	Lac-Poulin	135	47 612 880	39 517
79060	Lac-Saguay	438	80 318 400	66 648
83020	Lac-Sainte-Marie	600	248 474 979	205 842
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 348 944	10 911
79105	Lac-Saint-Paul	493	76 357 800	63 109
34120	Lac-Sergent	505	108 828 152	90 240
80095	Lac-Simon	986	378 290 640	313 187
78095	Lac-Supérieur	1 910	548 642 295	454 445
85070	Laforce	513	11 488 379	9 437
93060	Lamarche	541	45 870 937	38 042
30095	Lambton	1 563	245 882 212	203 778
88035	Landrienne	997	59 947 162	49 544
21040	L'Ange-Gardien	3 715	389 432 270	408 441
52017	Lanoraie	4 565	491 038 833	591 870
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 223	136 542 608	112 948
78015	Lantier	805	230 498 528	190 802
79050	L'Ascension	817	130 393 103	107 934
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 022	146 930 855	121 795
06060	L'Ascension-de-Patapédia	173	8 990 618	7 373
85060	Latulipe-et-Gaboury	296	15 089 750	12 386
88080	Launay	222	10 537 526	8 847
33060	Laurier-Station	2 645	245 142 109	202 893

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
32072	Laurierville	1 399	117 686 173	97 613
52007	Lavaltrie	13 714	1 161 429 863	1 603 093
49025	L'Avenir	1 227	136 775 154	113 243
85050	Laverlochère	719	39 585 623	32 734
42045	Lawrenceville	651	50 442 456	41 876
NR910	Le Domaine-du-Roy	27	63 058 170	52 198
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	9	469 945 378	389 272
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 067 664	885
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 260	127 033 540	105 280
33123	Leclercville	482	64 122 477	53 083
49020	Lefebvre	872	70 715 439	58 686
13050	Lejeune	289	18 228 054	15 040
38020	Lemieux	317	28 075 112	23 297
60035	L'Épiphanie	5 539	399 390 859	551 174
60040	L'Épiphanie	3 296	325 259 566	296 377
NR110	Les Basques	0	577 362	590
95018	Les Bergeronnes	691	48 052 688	39 812
71050	Les Cèdres	6 739	713 975 160	985 566
71033	Les Coteaux	5 376	431 912 597	588 331
16048	Les Éboulements	1 369	233 692 430	193 456
95025	Les Escoumins	1 956	125 624 007	104 101
09015	Les Hauteurs	497	23 550 599	19 464
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 902	922 291 300	1 018 300
08005	Les Méchins	1 074	71 167 345	58 981
71095	L'Île-Cadieux	102	71 267 516	58 981
98020	L'Île-d'Anticosti	216	32 583 609	27 131
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	691	76 674 739	63 404
71060	L'Île-Perrot	10 783	1 085 380 730	1 498 107
41085	Lingwick	398	83 394 016	69 007
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 306	252 130 399	208 791
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 205	155 613 964	128 873
17078	L'Islet	4 018	291 045 869	324 098
12043	L'Isle-Verte	1 364	115 598 558	95 843
84040	Litchfield	452	83 584 008	69 302
80055	Lochaber	456	43 829 240	36 273
80060	Lochaber-Partie-Ouest	721	96 304 768	79 624
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	488	26 295 255	21 823
95032	Longue-Rive	1 046	40 622 470	33 619
85037	Lorrainville	1 314	74 345 504	61 635
33115	Lotbinière	836	143 246 475	118 551
51015	Louiseville	7 277	562 721 942	776 774
83010	Low	927	165 774 721	137 425
32065	Lyster	1 645	138 761 756	115 012
87058	Macamic	2 797	135 749 458	112 358
39165	Maddington Falls	436	23 687 640	19 758
89015	Malartic	3 294	297 206 045	270 721
52095	Mandeville	2 104	309 302 862	256 271
NR960	Manicouagan	117	60 218 161	49 839
83065	Maniwaki	3 763	234 293 143	245 654
38028	Manseau	830	68 703 217	56 916
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 248	187 577 575	155 414
06005	Maria	2 510	208 605 489	172 813
NR920	Maria-Chapdelaine	253	96 926 500	80 214
42065	Maricourt	516	56 161 780	46 595
55048	Marieville	10 759	1 011 405 181	1 396 071
04025	Marsoui	290	11 021 969	9 142
30035	Marston	703	88 532 172	73 431
44060	Martinville	465	40 960 104	33 914
51008	Maskinongé	2 330	201 253 793	166 620

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
53010	Massueville	507	31 523 544	26 246
99015	Matagami	1 502	105 323 137	87 291
8053	Matane	14 206	1 150 940 517	1 588 642
06045	Matapédia	653	47 217 885	39 222
NR620	Matawinie	86	67 388 852	55 737
80065	Mayo	647	91 239 330	75 495
NR350	Mékinac	5	63 224 500	52 493
42075	Melbourne	981	145 378 226	120 320
83060	Messines	1 593	187 095 368	154 824
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 236	336 130 484	388 092
09048	Métis-sur-Mer	583	95 474 355	79 034
30040	Milan	253	44 162 124	36 568
76030	Mille-Isles	1 681	267 903 000	221 767
85075	Moffet	190	13 327 982	10 911
78055	Montcalm	670	127 205 472	105 280
14005	Mont-Carmel	1 127	84 401 341	69 892
83088	Montcerf-Lytton	689	57 682 722	47 774
80010	Montebello	973	106 533 785	88 176
09077	Mont-Joli	6 451	475 333 082	656 159
79088	Mont-Laurier	13 959	1 177 297 060	1 603 387
18050	Montmagny	11 335	924 714 912	1 276 340
80090	Montpellier	990	113 873 152	94 369
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 130	403 347 008	354 473
79110	Mont-Saint-Michel	582	59 717 085	49 544
04015	Mont-Saint-Pierre	176	11 598 730	9 732
77050	Morin-Heights	4 114	830 164 336	943 395
80085	Mulgrave-et-Derry	337	144 980 875	120 026
03025	Murdochville	701	17 184 074	14 155
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	872	95 118 301	78 739
80110	Namur	566	46 323 780	38 337
30045	Nantes	1 405	102 733 460	85 227
68030	Napierville	3 602	361 288 325	370 693
98025	Natashquan	278	13 697 793	11 206
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	771	87 859 095	72 841
85100	Nédélec	376	21 717 883	17 989
34007	Neuville	4 270	531 963 803	614 283
05040	New Carlisle	1 332	97 160 738	80 509
05070	New Richmond	3 746	276 769 962	290 479
41037	Newport	746	119 354 499	98 792
50072	Nicolet	8 058	734 685 671	1 014 171
79030	Nominingue	2 018	452 508 316	374 822
92040	Normandin	3 133	209 118 935	183 725
87115	Normétal	824	16 666 529	13 860
45050	North Hatley	691	184 193 264	152 465
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	259	78 159 200	64 584
39015	Notre-Dame-de-Ham	422	26 825 629	22 118
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	982	266 723 461	220 882
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	707	65 392 046	54 262
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 812	1 338 803 529	1 847 862
92060	Notre-Dame-de-Lorette	185	11 512 432	9 437
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	716	80 541 852	66 648
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 861	218 537 501	181 070
35005	Notre-Dame-de-Montauban	780	114 702 241	94 959
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	719	158 094 226	130 937
30010	Notre-Dame-des-Bois	897	105 740 386	87 586
15025	Notre-Dame-des-Monts	840	39 931 979	33 029
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 086	133 237 500	110 294
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 398	106 395 300	88 176
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 694	796 198 173	1 099 103

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	46	30 541 657	25 362
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	670	99 150 640	81 983
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 436	95 994 659	79 624
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 002	103 952 331	86 112
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 633	342 771 769	283 992
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 732	379 253 315	523 453
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 081	69 737 432	57 801
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 145	179 211 263	148 336
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	373	46 202 904	38 337
06020	Nouvelle	1 700	121 898 937	100 857
56015	Noyan	1 323	181 979 934	150 695
45020	Ogden	757	216 611 616	179 301
72032	Oka	5 442	487 519 659	672 969
69037	Ormstown	3 556	355 800 500	355 358
84055	Otter Lake	1 076	181 573 996	150 401
13015	Packington	604	47 788 399	39 517
09040	Padoue	264	14 229 083	11 796
87025	Palmarolle	1 433	81 944 865	67 828
80037	Papineauville	2 142	196 551 136	162 786
38055	Parisville	517	43 022 750	35 683
05032	Paspébiac	3 123	198 854 575	174 877
02005	Percé	3 170	223 084 424	196 110
92010	Péribonka	469	97 514 540	80 803
16005	Petite-Rivière-Saint-François	768	312 461 220	258 630
03015	Petite-Vallée	170	10 530 248	8 847
94205	Petit-Saguenay	691	41 132 674	34 209
77030	Piedmont	2 978	635 625 235	526 402
50113	Pierreville	2 143	195 832 651	162 197
46025	Pike River	526	80 887 248	66 943
71070	Pincourt	14 832	1 544 388 425	2 131 854
30020	Piopolis	366	86 526 456	71 661
80045	Plaisance	1 120	88 915 230	73 726
32040	Plessisville	6 661	400 614 410	552 943
32045	Plessisville	2 671	230 293 924	190 802
13095	Pohénégamook	2 638	205 867 163	170 454
06030	Pointe-à-la-Croix	1 526	76 544 661	63 404
96030	Pointe-aux-Outardes	1 324	93 207 135	77 265
71055	Pointe-des-Cascades	1 504	120 878 028	99 972
71140	Pointe-Fortune	547	55 257 200	45 710
96025	Pointe-Lebel	2 011	104 285 348	86 407
NR840	Pontiac	0	15 334 125	12 681
34017	Pont-Rouge	9 185	781 339 909	1 078 460
84020	Portage-du-Fort	256	17 353 615	14 450
97022	Port-Cartier	6 613	761 372 958	1 051 034
02047	Port-Daniel-Gascons	2 370	99 042 137	81 983
34048	Portneuf	3 146	243 778 269	214 100
NR340	Portneuf	0	51 482 574	42 761
95040	Portneuf-sur-Mer	710	30 348 272	25 067
45030	Potton	1 817	669 861 696	554 712
87035	Poularies	664	29 606 209	24 477
88090	Preissac	818	120 478 091	99 677
75040	Prévost	13 199	1 328 889 111	1 834 296
09065	Price	1 666	69 698 123	57 801
32033	Princeville	5 902	418 685 010	578 010
42032	Racine	1 150	208 650 046	172 813
96040	Ragueneau	1 413	55 091 746	45 710
87010	Rapide-Danseur	344	24 114 756	20 053
84100	Rapides-des-Joachims	155	18 329 778	15 040
62037	Rawdon	11 127	1 086 740 189	1 500 171

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
85105	Rémigny	273	16 818 375	13 860
42098	Richmond	3 250	211 839 657	192 867
71133	Rigaud	7 636	1 010 707 936	1 395 186
10043	Rimouski	49 281	4 369 194 511	5 890 097
NR100	Rimouski-Neigette	5	7 347 500	6 193
80078	Ripon	1 568	195 737 993	162 197
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	165	11 076 896	9 142
04020	Rivière-à-Claude	124	7 404 370	6 193
34135	Rivière-à-Pierre	672	109 113 504	90 240
98055	Rivière-au-Tonnerre	276	19 716 659	16 220
71005	Rivière-Beaudette	2 125	249 469 861	206 727
13025	Rivière-Bleue	1 264	71 994 253	59 570
12072	Rivière-du-Loup	19 645	1 802 021 256	2 487 212
94215	Rivière-Éternité	471	32 344 511	26 836
89010	Rivière-Héva	1 583	126 695 580	104 985
14065	Rivière-Ouelle	997	137 109 427	113 538
79037	Rivière-Rouge	4 524	558 891 251	539 967
98050	Rivière-Saint-Jean	221	10 704 596	8 847
91025	Roberval	10 036	719 153 084	992 643
88010	Rochebaucourt	162	5 287 117	4 424
87015	Roquemaure	431	19 878 778	16 515
55037	Rougemont	2 805	342 261 020	283 402
86042	Rouyn-Noranda	41 960	3 934 571 720	5 430 933
48015	Roxton	1 083	142 264 600	117 961
48010	Roxton Falls	1 252	85 060 708	70 482
47047	Roxton Pond	3 572	391 918 647	391 336
95010	Sacré-Coeur	1 824	119 138 955	98 792
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	559	59 538 839	49 249
17015	Saint-Adalbert	531	45 869 824	38 042
08030	Saint-Adelme	480	27 184 364	22 413
35015	Saint-Adelphe	909	101 673 922	84 342
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 667	941 052 036	965 512
40010	Saint-Adrien	509	57 410 274	47 479
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	394	38 471 191	31 850
33045	Saint-Agapit	4 156	338 366 203	384 553
53015	Saint-Aimé	499	99 329 197	82 278
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 093	97 295 462	80 509
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	815	85 176 128	70 482
34097	Saint-Alban	1 278	124 303 612	102 921
39085	Saint-Albert	1 564	136 099 361	112 653
56055	Saint-Alexandre	2 555	308 316 944	255 386
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 150	161 199 290	133 591
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	279	15 131 490	12 386
63023	Saint-Alexis	1 439	160 488 448	133 001
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	509	24 182 399	20 053
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 991	352 690 376	291 954
27015	Saint-Alfred	505	45 514 260	37 748
05065	Saint-Alphonse	686	35 530 216	29 490
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 018	364 271 345	308 469
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 204	436 709 147	397 824
94255	Saint-Ambroise	3 711	306 926 186	322 034
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 969	359 154 568	393 401
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 134	244 818 102	215 279
14040	Saint-André	653	69 033 798	57 211
80027	Saint-André-Avellin	3 759	318 919 353	334 420
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 226	343 400 480	312 892
06040	Saint-André-de-Restigouche	154	9 338 161	7 667
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	486	28 932 554	23 887
69070	Saint-Anicet	2 545	487 434 900	403 722

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
19062	Saint-Anselme	3 875	363 714 557	389 862
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	147	39 210 666	32 439
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 620	268 186 309	222 062
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 669	265 036 510	219 408
12015	Saint-Antoin	4 175	275 537 236	313 187
33090	Saint-Apollinaire	5 801	579 344 508	799 777
46017	Saint-Armand	1 217	216 232 204	179 006
12065	Saint-Arsène	1 235	89 488 573	74 021
13100	Saint-Athanase	304	18 273 030	15 040
17055	Saint-Aubert	1 455	171 128 709	141 848
92005	Saint-Augustin	380	19 050 651	15 925
98012	Saint-Augustin	775	29 118 309	24 182
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	683	73 058 023	60 455
51025	Saint-Barnabé	1 191	95 099 328	78 739
54105	Saint-Barnabé-Sud	894	149 398 659	123 859
52055	Saint-Barthélemy	1 888	174 883 435	144 797
34038	Saint-Basile	2 645	240 759 281	199 354
28025	Saint-Benjamin	882	75 194 383	62 225
29100	Saint-Benoît-Labre	1 644	159 360 424	132 117
26055	Saint-Bernard	2 228	245 018 787	202 893
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 489	250 890 579	207 907
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	524	105 716 671	87 586
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 873	254 562 587	210 856
49125	Saint-Bonaventure	1 032	125 817 858	104 101
51085	Saint-Boniface	4 609	341 714 131	416 698
93030	Saint-Bruno	2 750	213 068 395	176 352
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 148	81 906 509	67 828
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	555	37 625 663	31 260
63055	Saint-Calixte	6 203	510 495 063	704 523
40025	Saint-Camille	511	56 896 729	47 184
28070	Saint-Camille-de-Lellis	808	55 117 267	45 710
34078	Saint-Casimir	1 465	101 075 910	83 752
50030	Saint-Célestin	776	60 744 089	50 428
50035	Saint-Célestin	609	85 259 049	70 482
55023	Saint-Césaire	5 906	618 062 576	853 154
61035	Saint-Charles-Borromée	13 728	1 210 733 297	1 671 215
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 408	261 718 307	216 754
94260	Saint-Charles-de-Bourget	722	71 768 722	59 570
09010	Saint-Charles-Garnier	255	13 314 435	10 911
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 651	290 337 323	240 346
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 249	251 764 761	229 435
69017	Saint-Chrysostome	2 593	236 079 454	195 521
42100	Saint-Claude	1 138	134 873 375	111 768
11005	Saint-Clément	486	29 878 753	24 772
07090	Saint-Cléophas	331	17 572 182	14 450
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	252	25 573 215	21 233
71045	Saint-Clet	1 649	207 148 236	171 634
62065	Saint-Côme	2 290	406 609 370	336 779
29057	Saint-Côme-Linière	3 287	210 992 484	192 277
52062	Saint-Cuthbert	1 777	213 255 820	176 647
12005	Saint-Cyprien	1 115	66 407 752	54 852
28040	Saint-Cyprien	509	40 202 006	33 324
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	756	75 821 776	62 814
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 746	361 115 214	445 303
07105	Saint-Damase	410	25 702 122	21 233
54017	Saint-Damase	2 522	317 257 093	262 759
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	595	51 475 177	42 761
62075	Saint-Damien	2 001	282 939 952	234 448
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 017	166 318 092	137 720

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
53005	Saint-David	823	129 955 088	107 640
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 748	790 950 708	654 979
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	519	93 126 664	77 265
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 775	594 450 650	623 720
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 279	353 980 128	293 134
52090	Saint-Didace	578	111 547 501	92 305
54060	Saint-Dominique	2 481	299 164 459	247 718
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	454	22 738 465	18 874
09030	Saint-Donat	857	70 257 152	58 096
62060	Saint-Donat	4 144	1 337 327 046	1 519 930
77022	Sainte-Adèle	12 844	1 764 332 357	2 435 309
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 151	159 385 402	132 117
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 504	1 548 766 613	2 009 469
09035	Sainte-Angèle-de-Méridci	998	52 667 292	43 646
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 902	198 104 718	163 966
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	611	40 925 360	33 914
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 810	265 269 617	219 703
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 061	189 256 068	156 593
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 641	131 740 784	109 114
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	611	75 616 746	62 519
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 090	245 224 679	203 188
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 660	691 583 200	709 537
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 674	234 736 898	194 341
79115	Sainte-Anne-du-Lac	594	73 254 032	60 750
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 247	97 860 360	81 098
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	592	60 341 781	49 839
28015	Sainte-Aurélie	923	74 497 723	61 635
69065	Sainte-Barbe	1 409	196 169 834	162 492
62020	Sainte-Béatrix	1 883	230 736 463	191 097
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 381	227 266 473	188 148
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 171	722 191 785	996 772
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	786	84 202 571	69 597
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 380	780 829 206	1 077 870
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	363	35 651 694	29 490
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 105	213 562 964	176 942
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	892	85 700 298	71 072
48020	Sainte-Christine	671	73 112 439	60 455
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	506	114 863 184	95 254
19055	Sainte-Claire	3 422	318 479 604	309 058
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	647	68 262 788	56 621
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 821	238 371 988	197 290
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 610	139 763 450	115 897
33102	Sainte-Croix	2 449	298 110 191	246 834
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	715	85 416 832	70 777
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	385	18 115 542	15 040
68045	Saint-Édouard	1 354	177 283 229	146 862
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	625	42 795 922	35 388
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 220	135 343 722	112 063
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	765	52 958 619	43 941
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	511	77 357 309	63 994
52030	Sainte-Élisabeth	1 507	204 489 899	169 274
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	364	49 153 320	40 697
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 653	177 974 876	147 451
50005	Sainte-Eulalie	889	104 269 298	86 407
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	325	28 059 724	23 297
20010	Sainte-Famille	837	146 452 514	121 205
08023	Sainte-Félicité	1 110	67 908 500	56 326
17025	Sainte-Félicité	389	23 959 932	19 758
09085	Sainte-Flavie	907	88 814 432	73 431

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
07010	Sainte-Florence	394	16 028 436	13 271
11030	Sainte-Françoise	379	29 135 321	24 182
38035	Sainte-Françoise	453	46 236 677	38 337
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 031	121 437 713	100 562
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 401	246 783 707	204 368
87030	Sainte-Germaine-Boulé	949	45 574 562	37 748
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	784	39 654 121	32 734
91030	Sainte-Hedwidge	865	49 713 490	41 286
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 732	222 063 167	184 019
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	369	47 355 945	39 222
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	900	60 463 274	50 134
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	352	17 658 778	14 745
26040	Sainte-Hénédine	1 269	121 240 870	100 267
07040	Sainte-Irène	353	36 951 934	30 670
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	315	21 700 201	17 989
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 090	70 008 726	58 096
63060	Sainte-Julienne	10 039	795 149 867	1 097 629
28045	Sainte-Justine	1 796	118 857 275	98 498
71115	Sainte-Justine-de-Newton	945	164 508 432	136 245
51075	Saint-Élie	1 963	190 491 881	157 773
11035	Saint-Éloi	302	25 904 984	21 528
17060	Sainte-Louise	681	51 935 255	43 056
50095	Saint-Elphège	286	51 514 000	42 761
09092	Sainte-Luce	2 791	259 533 241	214 984
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	291	23 066 014	19 169
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 264	201 189 016	166 620
05050	Saint-Elzéar	464	24 400 573	20 348
26022	Saint-Elzéar	2 331	206 278 249	170 749
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	347	21 401 889	17 694
54025	Sainte-Madeleine	2 376	204 802 972	169 569
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 607	181 792 078	150 695
26035	Sainte-Marguerite	1 094	122 301 362	101 152
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 857	522 242 240	432 623
07005	Sainte-Marguerite-Marie	189	9 703 287	7 962
26030	Sainte-Marie	13 682	1 154 492 627	1 857 586
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	435	43 447 541	35 978
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 955	338 385 075	280 158
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 154	103 357 032	85 522
71110	Sainte-Marthe	1 090	179 532 488	148 631
70012	Sainte-Martine	5 388	551 037 054	750 528
61050	Sainte-Mélanie	3 057	306 059 969	259 220
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	556	60 635 125	50 134
50057	Sainte-Monique	550	75 672 151	62 814
93075	Sainte-Monique	863	126 498 412	104 691
08040	Sainte-Paule	220	27 246 781	22 708
17030	Sainte-Perpétue	1 700	90 518 565	74 905
50050	Sainte-Perpétue	959	116 339 854	96 433
20030	Sainte-Pétronille	1 008	199 119 602	164 851
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 544	199 635 759	165 441
12030	Saint-Épiphane	831	47 517 797	39 222
31050	Sainte-Praxède	391	95 825 062	79 329
11015	Sainte-Rita	282	20 018 666	16 515
28030	Sainte-Rose-de-Watford	753	60 037 835	49 839
94230	Sainte-Rose-du-Nord	401	45 941 692	38 042
28065	Sainte-Sabine	370	34 595 174	28 606
46105	Sainte-Sabine	1 133	137 900 449	114 127
39105	Sainte-Séraphine	387	46 279 360	38 337
75028	Sainte-Sophie	15 522	1 262 473 901	1 742 582
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	737	66 590 763	55 147

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	674	73 165 783	60 455
63030	Saint-Esprit	1 969	261 940 573	217 049
35050	Sainte-Thècle	2 472	192 451 855	159 248
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 040	44 848 512	37 158
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	527	89 256 801	74 021
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	819	134 584 410	111 473
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	588	155 465 157	128 873
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 434	302 548 299	359 192
49105	Saint-Eugène	1 146	137 518 910	113 833
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	538	28 613 214	23 592
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	449	37 308 264	30 965
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	423	34 415 452	28 606
51040	Sainte-Ursule	1 370	106 145 647	87 881
13030	Saint-Eusèbe	623	41 432 453	34 209
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	518	81 074 679	67 238
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 496	226 911 718	187 853
10070	Saint-Fabien	1 909	157 082 036	130 052
18015	Saint-Fabien-de-Panet	961	62 428 414	51 608
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 597	629 836 190	628 733
91042	Saint-Félicien	10 300	810 352 996	1 118 567
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	914	56 909 609	47 184
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 572	150 944 740	125 039
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 399	554 442 744	765 273
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 074	120 244 895	99 677
32013	Saint-Ferdinand	2 061	249 699 663	206 727
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 172	586 032 367	514 901
33052	Saint-Flavien	1 616	161 971 274	134 181
31030	Saint-Fortunat	258	29 627 460	24 477
20005	Saint-François	510	127 021 934	105 280
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 590	156 043 589	129 168
06055	Saint-François-d'Assise	672	27 184 706	22 413
91015	Saint-François-de-Sales	641	37 143 235	30 670
50128	Saint-François-du-Lac	1 901	161 412 566	133 591
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 205	189 096 458	156 593
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	241	16 398 839	13 566
27065	Saint-Frédéric	1 077	90 479 050	74 905
94235	Saint-Fulgence	2 031	174 493 349	144 502
52080	Saint-Gabriel	2 754	159 953 015	132 411
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 581	299 790 917	248 308
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 151	75 401 315	62 519
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 100	382 214 791	323 509
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	771	34 932 820	28 900
93035	Saint-Gédéon	2 030	249 945 633	207 022
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 275	140 330 420	116 192
29073	Saint-Georges	32 535	2 518 197 950	3 476 021
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 073	195 979 794	162 197
40032	Saint-Georges-de-Windsor	930	88 999 299	73 726
53085	Saint-Gérard-Majella	267	42 014 700	34 799
14045	Saint-Germain	278	25 835 880	21 528
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 855	466 784 393	584 203
19075	Saint-Gervais	2 133	205 940 672	170 454
34060	Saint-Gilbert	291	23 452 506	19 464
33035	Saint-Gilles	2 395	246 037 523	203 778
05015	Saint-Godefroi	427	19 723 976	16 220
49113	Saint-Guillaume	1 564	173 235 053	143 618
11020	Saint-Guy	85	10 052 240	8 257
19068	Saint-Henri	5 474	612 469 476	845 487
93070	Saint-Henri-de-Taillon	745	121 331 977	100 562
44015	Saint-Herménégilde	671	115 495 164	95 549

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	38 404 122	31 850
16050	Saint-Hilarion	1 199	98 184 166	81 393
75045	Saint-Hippolyte	8 968	1 210 522 360	1 670 920
94240	Saint-Honoré	5 890	435 862 526	601 602
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 601	145 431 837	120 320
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	762	35 890 705	29 785
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 237	123 160 938	102 036
54100	Saint-Hugues	1 231	190 838 742	158 068
54048	Saint-Hyacinthe	54 777	5 717 858 137	9 076 361
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 063	186 472 768	154 529
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	665	106 529 796	88 176
15005	Saint-Irénée	657	115 668 880	95 843
26063	Saint-Isidore	2 981	318 480 003	263 643
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	674	93 864 819	77 854
63013	Saint-Jacques	4 071	375 162 112	417 583
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	209	29 330 239	24 182
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	727	72 764 099	60 160
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 575	216 669 527	179 301
33065	Saint-Janvier-de-Joly	982	100 402 394	83 163
20015	Saint-Jean	968	244 461 586	202 598
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	368	44 283 820	36 568
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	181	8 644 964	7 078
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 612	81 532 401	67 533
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	302	24 291 180	20 053
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 547	510 119 972	614 873
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 293	302 825 836	275 734
21020	Saint-Joachim	1 489	130 530 184	108 229
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 332	142 894 326	118 256
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 853	359 303 568	449 727
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 846	181 607 421	150 401
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	422	29 319 098	24 182
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	490	48 209 989	39 812
27050	Saint-Joseph-des-Érables	433	42 713 685	35 388
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 606	197 123 710	163 376
54110	Saint-Jude	1 241	158 050 916	130 937
27055	Saint-Jules	585	48 699 648	40 402
31035	Saint-Julien	400	49 173 670	40 697
18005	Saint-Just-de-Bretenières	678	44 172 980	36 568
13040	Saint-Juste-du-Lac	578	43 759 312	36 273
51045	Saint-Justin	1 011	96 092 660	79 624
87120	Saint-Lambert	207	5 149 515	4 129
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 603	662 718 941	914 789
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 608	321 838 684	266 592
71105	Saint-Lazare	19 736	2 568 253 074	3 545 029
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 268	104 851 917	86 701
08065	Saint-Léandre	416	26 347 604	21 823
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 351	217 256 435	179 891
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 068	120 556 525	99 972
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 120	100 288 166	83 163
07030	Saint-Léon-le-Grand	939	45 744 016	37 748
51035	Saint-Léon-le-Grand	994	100 040 415	82 868
54072	Saint-Liboire	3 051	311 061 334	263 348
63065	Saint-Liguori	1 959	206 159 989	170 749
63048	Saint-Lin-Laurentides	20 474	1 526 077 626	2 106 492
54120	Saint-Louis	772	97 276 041	80 509
39170	Saint-Louis-de-Blandford	963	100 249 986	83 163
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	414	38 447 161	31 850
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 500	202 988 788	168 095
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 298	67 272 995	55 737

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	465	49 130 306	40 697
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	630	51 982 518	43 056
49030	Saint-Lucien	1 640	149 609 820	123 859
30072	Saint-Ludger	1 213	89 906 881	74 316
93080	Saint-Ludger-de-Milot	649	49 977 108	41 286
28075	Saint-Magloire	705	66 543 204	55 147
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 338	121 776 006	100 857
19025	Saint-Malachie	1 562	142 555 283	117 961
44003	Saint-Malo	485	70 605 760	58 391
88040	Saint-Marc-de-Figuery	881	74 114 590	61 340
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 939	207 138 018	171 634
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	421	35 178 504	29 195
17020	Saint-Marcel	446	44 270 762	36 568
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	519	92 509 597	76 675
10025	Saint-Marcellin	348	39 357 700	32 734
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 161	332 047 761	275 144
29045	Saint-Martin	2 455	175 559 906	145 387
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	658	85 352 770	70 777
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	724	88 079 189	72 841
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 402	211 157 883	174 877
37230	Saint-Maurice	3 194	252 714 090	222 062
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 084	57 972 738	48 069
11025	Saint-Médard	220	9 362 567	7 667
68050	Saint-Michel	3 010	386 514 133	327 342
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 842	250 317 162	207 317
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 427	445 958 369	369 219
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 176	63 262 554	52 493
12020	Saint-Modeste	1 186	89 854 585	74 316
07095	Saint-Moïse	551	30 685 298	25 362
37240	Saint-Narcisse	1 837	149 129 483	123 564
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 122	131 027 700	108 524
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	986	81 500 942	67 533
93045	Saint-Nazaire	2 157	125 489 987	103 806
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	859	119 771 357	99 087
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	32 787 825	27 131
19045	Saint-Nérée	737	67 347 243	55 737
07100	Saint-Noël	429	17 462 779	14 450
52070	Saint-Norbert	1 021	115 439 255	95 549
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 238	109 974 427	91 125
09055	Saint-Octave-de-Métis	531	29 625 521	24 477
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 461	117 048 327	97 023
17005	Saint-Omer	297	26 136 915	21 528
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	567	34 752 612	28 900
53032	Saint-Ours	1 686	241 153 467	199 649
14070	Saint-Pacôme	1 597	106 875 612	88 471
17010	Saint-Pamphile	2 586	134 070 571	111 178
14018	Saint-Pascal	3 427	237 183 371	230 319
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 059	126 500 381	104 691
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 024	317 446 549	262 759
61005	Saint-Paul	5 907	459 972 319	634 926
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 857	356 141 750	294 903
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	335	23 099 571	19 169
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 919	257 792 139	213 510
18030	Saint-Paul-de-Montminy	807	81 416 098	67 533
51060	Saint-Paulin	1 507	113 626 334	94 074
19005	Saint-Philémon	709	90 937 400	75 200
29065	Saint-Philibert	379	40 261 529	33 324
14060	Saint-Philippe-de-Néri	868	50 719 926	41 876
54008	Saint-Pie	5 672	584 715 184	807 149

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
49130	Saint-Pie-de-Guire	451	67 344 960	55 737
61020	Saint-Pierre	336	38 420 445	31 850
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	920	77 459 969	64 289
32050	Saint-Pierre-Baptiste	514	75 370 521	62 519
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	887	96 323 022	79 919
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	11 701 560	9 732
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 723	230 810 328	191 097
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 209	109 402 993	90 535
72043	Saint-Placide	1 704	253 588 410	209 971
71020	Saint-Polycarpe	2 259	275 530 252	228 255
91035	Saint-Prime	2 814	198 383 560	164 261
28020	Saint-Prosper	3 615	205 487 452	210 856
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	522	57 844 700	47 774
19082	Saint-Raphaël	2 520	196 047 441	162 492
34128	Saint-Raymond	10 189	1 059 383 428	1 462 424
68055	Saint-Rémi	7 999	866 715 026	1 196 421
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	479	56 196 360	46 595
29050	Saint-René	751	56 104 998	46 595
08035	Saint-René-de-Matane	1 076	54 770 489	45 415
53020	Saint-Robert	1 804	168 980 101	140 079
30070	Saint-Robert-Bellarmin	661	49 365 321	40 992
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 124	575 471 954	754 657
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	385	52 966 884	43 941
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 198	199 163 956	164 851
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	967	107 776 903	89 356
63040	Saint-Roch-Ouest	279	59 864 742	49 544
30100	Saint-Romain	728	81 530 243	67 533
39145	Saint-Rosaire	879	96 458 171	79 919
39130	Saint-Samuel	772	58 096 699	48 069
26010	Saints-Anges	1 168	108 007 268	89 356
77043	Saint-Sauveur	10 375	2 192 549 786	3 026 294
30085	Saint-Sébastien	704	59 381 419	49 249
56050	Saint-Sébastien	768	147 413 556	122 090
51030	Saint-Sévère	316	36 721 010	30 375
27070	Saint-Séverin	281	39 679 423	32 734
35020	Saint-Séverin	830	58 689 814	48 659
05055	Saint-Siméon	1 204	75 669 806	62 814
15058	Saint-Siméon	1 262	101 239 151	83 752
11055	Saint-Simon	427	47 525 639	39 222
54090	Saint-Simon	1 331	193 606 733	160 427
29125	Saint-Simon-les-Mines	567	46 471 672	38 632
80070	Saint-Sixte	501	45 295 898	37 453
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	247	89 938 512	74 610
37245	Saint-Stanislas	1 013	106 757 507	88 471
92070	Saint-Stanislas	382	22 605 942	18 579
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 600	234 005 374	193 751
38005	Saint-Sylvère	839	77 209 493	63 994
33007	Saint-Sylvestre	1 019	131 743 774	109 114
71015	Saint-Télesphore	761	128 640 361	106 460
07070	Saint-Tharcisius	425	21 268 773	17 694
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 453	145 727 750	120 615
29005	Saint-Théophile	731	91 337 990	75 790
61027	Saint-Thomas	3 325	350 387 394	330 586
92045	Saint-Thomas-Didyme	651	49 727 515	41 286
34085	Saint-Thuribe	277	29 622 362	24 477
35027	Saint-Tite	3 750	327 161 688	343 267
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 508	168 052 665	139 194
34090	Saint-Ubalde	1 374	177 809 385	147 157
08073	Saint-Ulric	1 597	114 879 143	95 254

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
16055	Saint-Urbain	1 457	125 672 111	104 101
70005	Saint-Urbain-Premier	1 243	163 110 927	135 066
56030	Saint-Valentin	483	81 192 800	67 238
39135	Saint-Valère	1 282	110 176 704	91 125
10060	Saint-Valérien	888	72 200 381	59 865
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 869	231 046 295	191 392
19117	Saint-Vallier	1 050	132 050 958	109 409
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	24 826 368	20 643
07075	Saint-Vianney	480	26 334 101	21 823
27008	Saint-Victor	2 430	221 275 338	183 135
50023	Saint-Wenceslas	1 096	115 231 927	95 549
28005	Saint-Zacharie	1 664	108 946 106	90 240
62080	Saint-Zénon	1 227	188 050 679	155 709
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	358	27 662 078	23 002
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	703	99 563 799	82 573
71025	Saint-Zotique	7 793	795 201 660	1 097 629
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 890	3 721 804 469	5 137 210
07085	Sayabec	1 788	131 523 186	108 819
97040	Schefferville	241	54 623 731	45 120
41080	Scotstown	518	24 134 692	20 053
26048	Scott	2 313	217 307 901	179 891
89040	Senneterre	2 918	159 664 102	132 117
89045	Senneterre	1 202	75 780 248	62 814
97007	Sept-Îles	25 591	3 272 711 437	4 517 324
NR971	Sept-Rivières	116	25 614 360	21 233
22020	Shannon	5 854	481 513 896	664 711
36033	Shawinigan	49 242	3 483 027 046	4 807 803
84010	Shawville	1 624	129 351 517	107 050
84095	Sheenboro	110	83 148 100	69 007
47035	Shefford	6 731	832 798 224	1 149 532
05010	Shigawake	294	15 128 010	12 386
53052	Sorel-Tracy	34 888	2 842 312 318	3 923 389
46045	Stanbridge East	886	95 870 065	79 329
46030	Stanbridge Station	261	44 384 445	36 863
45008	Stanstead	2 777	197 790 623	163 671
45025	Stanstead	973	576 595 644	477 448
44050	Stanstead-Est	607	107 196 400	88 766
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 896	302 112 510	250 078
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 778	393 577 801	543 211
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	287	20 394 192	16 809
42005	Stoke	2 842	305 041 715	252 732
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 904	1 134 556 515	1 565 935
30105	Stornoway	544	57 327 623	47 479
30110	Stratford	1 050	213 142 938	176 647
45105	Stukely-Sud	1 029	129 985 650	107 640
46058	Sutton	3 981	990 430 799	1 084 653
95005	Tadoussac	819	101 849 939	84 342
87042	Taschereau	948	28 878 094	23 887
85005	Témiscaming	2 345	209 726 200	173 698
NR850	Témiscamingue	109	59 160 622	48 954
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 041	443 285 638	367 154
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 971	194 482 549	161 017
84045	Thorne	285	110 967 272	92 010
80050	Thurso	2 738	256 873 117	212 625
39025	Tingwick	1 427	162 359 617	134 476
17035	Tourville	606	26 503 622	21 823
88075	Trécesson	1 173	89 753 415	74 316
71125	Très-Saint-Rédempteur	946	95 106 798	78 739
69030	Très-Saint-Sacrement	1 190	180 151 544	149 221

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 81 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2016	Richesse foncière uniformisée 2014 (en \$)	Facture réelle 2016 (en \$)
27060	Tring-Jonction	1 505	86 110 928	71 367
11040	Trois-Pistoles	3 323	206 927 402	195 226
35055	Trois-Rives	454	140 714 224	116 487
42078	Ulverton	431	56 441 600	46 890
48038	Upton	2 176	224 251 773	185 789
33070	Val-Alain	948	92 253 439	76 380
07080	Val-Brillant	946	64 754 159	53 672
42055	Valcourt	2 266	206 549 216	171 044
42060	Valcourt	1 036	128 177 472	106 165
78010	Val-David	4 727	673 032 725	829 857
80140	Val-des-Bois	885	152 652 132	126 513
78100	Val-des-Lacs	689	203 591 053	168 684
89008	Val-d'Or	32 778	2 893 085 495	3 993 281
42095	Val-Joli	1 564	167 293 720	138 604
NR890	Vallée-de-l'Or	337	2 500 133	2 064
26015	Vallée-Jonction	1 972	143 380 696	118 846
78005	Val-Morin	2 803	413 974 384	342 972
30015	Val-Racine	197	31 494 008	25 951
87105	Val-Saint-Gilles	174	5 418 932	4 424
71083	Vaudreuil-Dorion	37 469	4 760 376 252	6 570 733
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 345	235 400 256	194 931
56005	Venise-en-Québec	1 665	250 264 400	207 317
39062	Victoriaville	45 309	3 421 431 548	4 722 576
85025	Ville-Marie	2 587	184 884 622	153 055
32085	Villeroy	448	57 308 152	47 479
84070	Waltham	357	48 272 789	40 107
47030	Warden	369	21 433 991	17 694
39077	Warwick	4 648	397 720 077	484 820
47025	Waterloo	4 435	311 902 289	370 103
44080	Waterville	2 046	194 960 562	161 607
41098	Weedon	2 602	265 730 791	219 998
76035	Wentworth	531	237 600 606	196 700
77060	Wentworth-Nord	1 488	490 665 200	406 376
41065	Westbury	1 017	109 472 265	90 535
49040	Wickham	2 528	212 971 329	176 352
42088	Windsor	5 405	470 028 489	648 787
40017	Wotton	1 409	125 888 279	104 396
51020	Yamachiche	2 825	256 832 730	212 625
53072	Yamaska	1 587	144 211 309	119 436
1042		2 562 008	262 479 501 474	297 650 264

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 8279 : Pour l'année 2016-2017, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver un corps de police municipal (CPM), de créer un CPM ou d'opter pour la SQ.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi (maintenant nommée Saguenay), Hull (maintenant nommée Ottawa-Gatineau), Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l'obligation d'être desservies par un CPM.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants desservies par un CPM, et qui ne font pas partie d'une CM ou d'une RMR, celles-ci avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant);
- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog)
- Thetford Mines (Service de la sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines).

Rappelons que depuis 2012, les corps de police municipaux suivants ont été abolis :

- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la Sûreté du Québec (SQ) depuis le 30 avril 2012);
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012);
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie) (desserte par la SQ depuis le 16 octobre 2015)

Depuis le 13 juin 2015, la Police régionale de Deux-Montagnes, desservant les municipalités de Deux-Montagnes, Pointe-Calumet, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Saint-Joseph-du-Lac, a été remplacée par la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes. Cette régie dessert les mêmes municipalités que celles qui étaient desservies par la police régionale.

Notons que la Ville de Mercier, actuellement desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval, le 13 septembre 2016, du ministre de la Sécurité publique, concernant le règlement relatif à la création de son corps de police. Le processus de constitution du corps de police est en cours. De plus, la Ville de Chambly, actuellement desservie par la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent, a également demandé de créer son propre corps de police municipal, ce qui lui a été refusé. Des procédures judiciaires sont actuellement en cours.

Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.
Aucune étude dans le cadre du déséquilibre fiscal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : Produire le plan triennal d’immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours de l'exercice 2016-2017¹.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	CAPACITÉ (cellule)	COÛT PAR UNITÉ/CELLULE (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Sept-Îles	Construction	Hiver 2016-2017	90,9	55,0	1,65	Prise de possession le 2017/02/27
Amos	Construction	Printemps 2017	125,9	170,0	0,74	Construction en cours
Sorel-Tracy	Construction	Printemps 2016	174,2	300,0	0,58	Correction de déficiences en cours
Gatineau	Rénovation	Automne 2016	4,1	-	-	Terminé
Leclerc de Laval	Rénovation	Automne 2017	21,0	-	-	Travaux en cours

Note : Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor.

¹Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 84 : **Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.**

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2012	614	2 347 843 \$	500 000 \$	1 \$
	2013	835	2 194 912 \$	300 000 \$	1 \$
	2014a	897	4 446 204 \$	1 971 237 \$	1 \$
	2015p	1044	6 613 099 \$	1 000 000 \$	1 \$
	2016	Informations non disponibles pour le moment *			
Clonage de cartes de service (21614)	2012	299	327 307 \$	18 000 \$	1 \$
	2013	167	220 217 \$	88 571 \$	1 \$
	2014a	107	53 588 \$	13 332 \$	1 \$
	2015p	74	66 828 \$	16 388 \$	1 \$
	2016	Informations non disponibles pour le moment *			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l’affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.
a : Données actualisées p : Données provisoires

* *Le traitement des données de 2016 sera effectué en avril 2017.*
Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 85 : Le nombre de crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.

NOM DU CORPS POLICIER	2012	2013	2014 a	2015 p	2016
Service de police de la Ville de Montréal	508	580	607	560	ND
Service de police de Laval	99	38	15	7	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	46	11	20	38	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	19	7	0	3	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	4	2	4	6	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	5	1	1	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	0	0	0	0	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	0	15	5	5	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	6	0	0	0	ND
Service de police de Châteauguay	1	1	0	0	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	0	1	0	0	ND
Service de police de Repentigny	2	0	0	1	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	0	1	0	0	ND
Service de police de la Ville de Lévis	7	3	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	0	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	0	0	0	0	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	0	0	0	0	ND
Service de police de Mirabel	1	1	0	1	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	1	0	1	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	0	0	0	0	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2016 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2017.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 85 : Le nombre de crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.

NOM DU CORPS POLICIER	2012	2013	2014 a	2015 p	2016
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	0	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	0	0	0	0	ND
Corps de police de Wendake	0	1	0	0	ND
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2	0	1	0	ND
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	1	0	0	0	ND
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	0	0	0	0	ND
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	0	0	0	3	ND
Service de police de la Ville de Blainville	0	0	0	0	ND
Service de police de la Ville de Bromont	0	0	0	0	ND
Service de police de la Ville de Québec*	0	0	0	0	ND
Service de police de l'Assomption Saint-Sulpice	0	0	1	0	ND
Service de sécurité publique de Saguenay	0	0	3	1	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	0	0	0	1	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	0	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	0	0	3	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	0	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	1	0	2	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	0	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	0	0	1	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	1	0	0	1	ND

*Les données du SPVQ ne sont pas disponibles. Ce corps de police effectue présentement un processus de validation des infractions liées aux gangs de rue sur son territoire.

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2016 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2017.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 85 : Le nombre de crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.

NOM DU CORPS POLICIER	2012	2013	2014 a	2015 p	2016
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	0	2	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	0	2	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	0	0	0	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	1	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	0	0	0	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	0	1	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	0	0	2	0	ND
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	0	0	0	1	ND
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	1	0	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	0	0	1	0	ND
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	0	2	0	0	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	1	0	0	1	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	0	0	1	0	ND
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	0	0	0	0	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires
Données 2016 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2017.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.
<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 86 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ¹

CORPS DE POLICE	2012 ²	2013 ²	2014 ²	2015 ²	2016 ³
Service de police de la Ville de Gatineau	12	12	13	13	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	2	2	3	5	ND
Service de police de Laval	4	4	14	24	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	10	11	19	17	ND
Sûreté du Québec	18	18	17	20	ND
Service de police de la Ville de Montréal	58	58	77	84	ND
Service de police de la Ville de Québec	17	24	38	41	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	4	4	5	9	ND
Service de police de Mirabel	1	1	1	1	ND
Service de police de L'Assomption / Saint-Sulpice	0	0	0	1	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	0	0	0	4	ND

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2016* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 87 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS ¹

CORPS DE POLICE	2012	2013	2014	2015	2016 ²
Service de police de la Ville de Gatineau	3	1	0	0	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2	1	0	3	ND
Service de police de Laval	1	1	33	51	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	9	28	28	30	ND
Sûreté du Québec	-	-	1	3	ND
Service de police de la Ville de Montréal	31	34	61	82	ND
Service de police de la Ville de Québec	35	32	25	47	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	1	2	4	7	ND

¹ Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

² Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2016* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 88 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone depuis 2012-2013¹

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2014-2015	2015-2016	2016-2017 ²
Akwesasne	6	6	N/D
Eagle Village	-	-	N/D
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	11	11	N/D
Essipit	-	-	N/D
Gesgapegiag	2	2	N/D
Kahnawake	-	-	N/D
Kativik / 14 villages nordiques	-	-	N/D
Kawawachikamach	1	1	N/D
Kitigan Zibi	2	2	N/D
Lac Simon	-	-	N/D
Listuguj	4	6	N/D

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieur.

² Source : Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2016 non disponibles. Ce questionnaire est complété annuellement par chacune des organisations policières du Québec. Ces données seront traitées à partir de mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 88 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone depuis 2012-2013¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2014-2015	2015-2016	2016-2017 ²
Manawan	4	4	N/D
Mashteuiatsh	-	-	N/D
Odanak/Wôlinak	2	2	N/D
Opitciwan	3	4	N/D
Pakua Shipi	-	-	N/D
Pessamit	-	-	N/D
Pikogan	-	-	N/D
Timiskaming	-	-	N/D
Uashat-Malietenam	4	4	N/D
Wemotaci	1	1	N/D
Wendake	-	-	N/D

² Source : Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2016 non disponibles. Ce questionnaire est complété annuellement par chacune des organisations policières du Québec. Ces données seront traitées à partir de mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 89 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2012-2013.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS

COMMUNAUTÉS	2012-2013 ¹	2013-2014 ¹	2014-2015 ¹	2015-2016 ²	2016-2017 ³
Akwesasne	4				
Gesgapegiag	1		2		
Listuguj	1		2	2	ND
Manawan			1	1	ND
Opitciwan	15	5		5	ND
Uashat-Malietenam				5	ND

¹ Données fournies par les corps de police par sollicitations téléphoniques ou électroniques.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2016* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 90 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017 ¹	
	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR
Cartouches	11 054	663 240 \$	11 282	676 920 \$	17 516	1 156 056 \$	6 103	402 798 \$	6 283	414 678 \$
Sac de type <i>Ziploc</i>	240 182	14 410 920 \$	130 125	7 807 500 \$	186 212	12 289 992 \$	44 812	2 957 592 \$	31 292	2 065 272 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	289	11 560 \$	693	27 720 \$	148	6 512 \$	31	1 364 \$	93	4 092 \$
Tabac en vrac (kilos)	49 746	2 089 332 \$	153 593	6 450 906 \$	117 203	5 414 779 \$	152 746	7 056 865 \$	39 376	1 819 171 \$
Chicha (kilos)	462	101 640 \$	4 678	1 029 160 \$	2	440 \$	327	71 940 \$	34 124	7 507 330 \$
Cigares et cigarillos ²	917 234	917 234 \$	693 076	693 076 \$	1 348 604	1 483 464 \$	93 926	103 319 \$	51 336	56 470 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2016-2017 sont calculées pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 .

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 91 : Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2016	ND ¹
2015	ND ²
2014	245 ³
2013	184 ³
2012	196 ³
2011	179 ³
2010	214 ³

1. Données 2016 non disponibles. Le processus de révision sera effectué à l'automne 2017.
2. Données 2015 non disponibles. Délai expliqué par un processus de vérification supplémentaire effectué à chaque automne pour les crimes haineux. Le traitement des données sera effectué en avril 2017.
3. Données révisées en février 2017 suite à la correction des données du service de police de la Ville de Québec.
** Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.*
<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 92 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2016-2017.

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

2016-2017 :

- Aucune autre étude ou analyse concernant le profilage racial n'a été réalisée dans les corps de police qui siègent sur le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial soit les corps de police de niveau 3 à 6.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 93 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2007-2008	434 200 \$	¹
	Année 2008-2009	441 500 \$	¹
	Année 2009-2010	440 200 \$	¹
	Année 2010-2011	436 600 \$	¹
	Année 2011-2012	420 700 \$	¹
	Année 2012-2013	558 300 \$	¹
	Année 2013-2014	556 500 \$	¹
	Année 2014-2015	650 000 \$	²
	Année 2015-2016	1 738 400 \$	³
	Année 2016-2017	1 139 400 \$	⁴

¹ Le montant inscrit correspond au budget initial consenti par le MSP aux activités du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) de la Direction principale de la sécurité de l'État (DPSE). Outre le suivi du terrorisme, les activités de la DSÉ s'inscrivent dans une perspective plus large de sécurité de l'État. Le regroupement de l'ensemble de ces fonctions en une seule unité permettant de réaliser des économies d'échelles.

² Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS.

³ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS. Il inclut des subventions de l'ordre de 1 100 000 \$ accordées au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

⁴ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense probable du CGIS. Il inclut des subventions de l'ordre de 400 000 \$ accordées au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (dépenses probables au 31 janvier 2017).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 93 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2007-2008	350 000 \$
	Année 2008-2009	350 000 \$
	Année 2009-2010	350 000 \$
	Année 2010-2011	350 000 \$
	Année 2011-2012	262 500 \$
	Année 2012-2013	N/A
	Année 2013-2014	N/A
	Année 2014-2015	N/A
	Année 2015-2016	N/A
	Année 2016-2017	N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2007-2008¹, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2017-2018. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (8) pour l'année 2015-2016 :

	2013-2014 TOTAL	2014-2015 TOTAL	2015-2016 TOTAL	Dépenses réelles au 28 février 2017 ³		
				Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	16 286 217	16 595 207	16 592 931	13 932 223	2 983 626	16 915 849
Secteur Est ²	1 827 221	1 524 491	2 198 801	1 580 250	586 457	2 166 707
Secteur Centre du Québec ²	1 100 175	1 526 634	1 641 434	1 162 376	382 062	1 544 438
Secteur Palais de justice Québec	1 626 335	1 765 938	1 696 977	1 656 151	50 923	1 707 074
Secteur Sud ²	2 374 059	2 153 490	1 770 435	1 322 822	521 433	1 844 255
Secteur Laval - Laurentides ²	2 201 656	1 755 580	1 282 144	954 687	292 486	1 247 174
Secteur Palais de justice de Montréal ²	4 744 259	5 088 357	5 160 111	5 543 946	619 913	6 163 859
Secteur Chambre de la jeunesse ²	1 649 246	1 527 606	1 464 582	827 224	179 025	1 006 249
Secteur Ouest ²	-	-	-			-
Secteur Abitibi - Outaouais ²	763 266	1 253 111	1 378 447	884 767	351 327	1 236 093
Secteur Île de Montréal ²	-	-	-			-

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs.

² Ces secteurs ont été modifiés ou ajoutés en 2013-2014, 2014-2015 et 2016-2017.

³ Extrait - GEF février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2007-2008¹, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2017-2018. Effectifs assurant la sécurité, par année financière depuis 2009-2010, et effectifs prévus cette année.

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice depuis 2009 :

2016-2017	304 ⁴
2015-2016	299
2014-2015	303
2013-2014	339
2012-2013	324
2011-2012	238

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs.

⁴ Mise à jour avec le suivi des effectifs en date du 31 mars 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTERE

<p>QUESTION 95 : Fournir une copie du dernier rapport d’inspection des corps de police en vertu de l’article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.</p>
<p>Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).</p> <p>La liste des services de police inspectés avec l’année de la dernière inspection pour chacun d’eux se trouve en annexe. À noter que certains ont été inspectés à plus d’une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.</p>

Dernières inspections des corps de police (Question 95 - annexe)

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Blainville	2015
Service de police de la Ville de Bromont	2013
Service de police de la Ville de Châteauguay	2011
Service de la sécurité publique de la MRC des-Collines-de-L'Outaouais	2014
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2015
Service de police de la Ville de Gatineau	2013
Service de police de la Ville de Granby	2013
Service de police de la Ville de Montréal	2016
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2016
Service de police de Laval	2015
Service de police de la Ville de Lévis	2016
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2015
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2013
Régie de police de Memphrémagog	2014
Service de police de Mirabel	2013
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	2013
Service de police de la Ville de Québec	2017
Service de police de Repentigny	2015
Régie intermunicipale de police Roussillon	2014
Service de la sécurité publique de Saguenay	2016
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2015
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2014
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2014
Service de police de Sherbrooke	2014
Sûreté du Québec	2017
Service de police de Terrebonne	2015
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2015
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2012
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2010
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 96 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2016-2017	BUDGET INITIAL 2016-2017 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4	5 2	483 826
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	5	554 504
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord 3950, boulevard Harvey, RC-03, Jonquièrre (Québec) G7X 8L6 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	4 3	520 879
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	6	511 237
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 5	532 094
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 25, rue Martigny Ouest, local ASS1.01, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2T6	6 1	684 611
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 170, avenue Principale, RC02, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	3 4	464 255

* L'effectif dans les bureaux régionaux n'inclut pas les cinq conseillers en sécurité incendie qui relèvent de la Direction de la sécurité incendie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 97 : Montant dédié au Cadre pour la prévention de sinistres pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.

Cadre pour la prévention de sinistres – 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 : 3 288 500 \$

Cadre pour la prévention de sinistres – 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017 : 4 375 200 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 98 : **État de situation au 31 mars 2017 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2016-2017 et fournir les prévisions pour 2017-2018. Ventiler la mise en œuvre par :**

- a) orientation de la Politique;**
- b) objectif de la Politique;**
- c) ministère de mise en oeuvre;**
- d) résultats atteints en 2016-2017;**
- e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2017-2018;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

En vue d’assurer la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l’Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s’est vue confier le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2014, sous la coordination du MSP, un plan d’action national (PAN). Un sous-comité de l’OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s’échelonnant respectivement de 2014 à 2019 et de 2020 à 2024. En juin 2015, le PAN – phase 1 a reçu l’approbation du Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ).

L’OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN. Pour ce faire, elle a établi, des cibles, des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi devant couvrir les actions réalisées par tous les acteurs de la société québécoise. Un suivi annuel de la progression du PAN est effectué auprès de l’OSCQ. Jusqu’à maintenant, l’évaluation des mesures couvrant les années 2014 et 2015 a été effectuée. L’OSCQ a également reçu le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2019, un rapport intérimaire de mise en œuvre. De même, un rapport final sera produit suivant l’échéance de 2024.

À l’automne 2016, le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN a entrepris l’élaboration de la phase 2 du PAN. Au printemps 2017, le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN effectuera l’évaluation des mesures couvrant l’année 2016.

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 99 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2016-2017, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la fin du document.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 100 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2016-2017.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en \$)
Coroners ¹	10	1 465 670
Cadres supérieurs	2	190 743
Professionnels	11	864 108
Techniciens et employés de bureau	25	1 135 431

La masse salariale est calculée sur une base annuelle.

¹ Exclut les coroners à temps partiel

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 101 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2016-2017 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS¹	RÉMUNÉRATION (\$)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E (investigateur)	145 385	Conformément aux orientations gouvernementales
Chouinard, Lyne (investigateur) <i>☞ Salaire versé jusqu'au 20 janvier 2017 à titre de coroner permanent.</i>	126 236	
Clavet, Martin (investigateur)	145 385	
Kronström, Andrée M ^c (enquêteur et investigateur)	140 117	
Malouin, Luc M ^c (enquêteur et investigateur)	140 117	
Rudel-Tessier, Catherine (coroner en chef)	180 911	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

¹ La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 102 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 ET 2016.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2011	2012	2013	2014	2015	2016
TOTAL DES DÉCÈS SIGNALÉS	4 238	4 465	4 415	4 295	4 634	4 645
Rapport terminé	4 238	4 459	4 401	4 230	3 918	1 208
Rapport en cours	0	6	14	65	716	3 437

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 ET 2016.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rapport terminé	100,0 %	99,9 %	99,7 %	98,5 %	84,5 %	26,0 %
Rapport en cours	0,0 %	0,1 %	0,3 %	1,5 %	15,5 %	74,0 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 10,9 mois.

* La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2011 à 2015 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés en cours d'année 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 103 La liste des enquêtes terminées en 2016-2017 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2014-04-24	Turnbull Charbonneau, Yann	Accident de la route (véhicule lourd)	M ^e Andrée Kronström	2013-09-03	Petite-Rivière-Saint-François	2016-09-14
2015-03-25	Poisson, Ginette	Suicide (centre hospitalier)	M ^e Luc Malouin	2013-10-05	Trois-Rivières	2016-06-15
2015-12-10	Samson, Stéphane	Défenestration dans une résidence	M ^e Andrée Kronström	2013-03-29	Longueuil	2017-01-30
2016-02-02	Grégoire-Vollant, Charles Junior	Suicide Côte-Nord	M ^e Bernard Lefrançois	2015-02-10	Sept-Îles	2016-11-03
2016-02-02	Sandy, Alicia Grace	Suicide Côte-Nord	M ^e Bernard Lefrançois	2015-06-22	Sept-Îles	2016-11-03
2016-02-02	Grégoire, Marie-Marthe	Suicide Côte-Nord	M ^e Bernard Lefrançois	2015-06-21	Sept-Îles	2016-11-03
2016-02-02	Michel-Rock, Céline	Suicide Côte-Nord	M ^e Bernard Lefrançois	2015-08-13	Sept-Îles	2016-11-03
2016-02-02	Guanish, Nadeige	Suicide Côte-Nord	M ^e Bernard Lefrançois	2015-10-31	Sept-Îles	2016-11-03
2016-07-08	Constant, Francine	Polytraumatisme de la route	M ^e Luc Malouin	2015-11-26	Montréal	2016-11-24

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 104 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2017 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2015-09-23	Décès secondaire à une rupture d'anévrisme	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-11-19	Sherbrooke	Auditions en octobre 2016 / autres dates à venir
2015-12-10	Un homme décède au volant de son véhicule à la suite d'une collision frontale dans le contexte d'une poursuite policière	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-06-13	Saint-Roch-de-Mékinac	Auditions en mai 2016. Autres dates à venir.
2016-07-08	Un homme décède à la suite d'une collision entre son véhicule et une autopatrouille	M ^e Jean-Luc Malouin	2015-04-30	Saint-Eustache	Auditions à venir
2016-07-25	Décès traumatique d'une jeune fille dans la rivière du Sud (Mélima Prévost)	M ^e Andrée Kronström	2015-07-15	Saint-Raphaël	Auditions fixées en avril 2017 ainsi qu'en mai 2017
2016-07-25	Décès traumatique d'une jeune fille dans la rivière du Sud (Jennyfer Pichette-Mercier)	M ^e Andrée Kronström	2015-07-15	Saint-Raphaël	Auditions fixées en avril 2017 ainsi qu'en mai 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 105 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2016-2017.

- 1) 14 avril 2016 – Note adressée à tous les coroners – Correspondance de la protectrice du citoyen
- 2) 28 avril 2016 – Note adressée à tous les coroners – Nouvelle répartition du mentorat
- 3) 4 mai 2016 – Note adressée à tous les coroners mentors – Exercice du mentorat
- 4) 6 mai 2016 – Note adressée à tous les coroners – Annonce du déploiement de la ligne 1 888 CORONER et de GECCO et envoi des formulaires de prise d'avis (formulaires 1) et d'avis annulés (formulaires 1A)
- 5) 20 mai 2016 – Note adressée à tous les coroners – Implantation de GECCO ce 24 mai à 7 h : quels changements pour les coroners?
- 6) 20 juin 2016 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Rappels importants sur l'utilisation du système GECCO
- 7) 15 juillet 2016 – Note adressée à tous les coroners permanents – De mentors à conseillers : nouvelle description de tâches
- 8) 26 juillet 2016 – Note adressée à tous les coroners permanents – Mes rencontres avec le ministre et la sous-ministre de la Sécurité publique
- 9) 3 août 2016 – Note adressée à tous les coroners – Quelques nouvelles
- 10) 24 octobre 2016 – Note adressée à tous les coroners – Facturation des copies de dossiers médicaux
- 11) 9 novembre 2016 – Note adressée à tous les coroners – Recrutement de coroners
- 12) 28 novembre 2016 – Note adressée à tous les coroners – Ordonnances d'autopsies
- 13) 29 novembre 2016 – Note adressée à tous les coroners – Homicides
- 14) 12 décembre 2016 – Note adressée à tous les coroners – Délais de traitement et demandes de traitement prioritaire des dossiers
- 15) 24 janvier 2017 – Note adressée à tous les coroners – Nouvelles et changements
- 16) 17 février 2017 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Évaluation de rendement 2016-2017
- 17) 30 mars 2017 – Note adressée à tous les coroners – Décès de militaires – Facturation des expertises faites par un médecin civil à la demande d'un coroner

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau du coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 106 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2016-2017.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (\$)
Dirigeant et membre	2	283 037
Cadres	2	269 051
Professionnels	19	1 608 101
Techniciens	1	50 277
Personnel de bureau	5	211 210

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE- 03.04

QUESTION 107 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2016-2017 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2017 (\$)
Le commissaire à la déontologie policière	M ^c Paul Larochelle	3 mars 2014 au 2 mars 2019 (Départ effectif le 10 mars 2017)	155 795
Le commissaire à la déontologie policière	M ^c Marc-André Dowd	13 mars 2017 au 12 mars 2022	140 117
La commissaire adjointe	M ^c Hélène Tremblay	13 septembre 2015 au 12 septembre 2020	127 242

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 108 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2016-2017 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2016-2017

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES ²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	423	579
Service de police de la Ville de Montréal	604	824
Corps de police municipaux	615	928
Polices autochtones	33	44
Constables spéciaux	3	5
Contrôleurs routiers	4	5
Agents de la protection de la faune	8	11
Autres	10	10

¹ Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	4
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	6

³ Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 108 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2016-2017 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2015-2016

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES ²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	359	494
Service de police de la Ville de Montréal	484	698
Corps de police municipaux	661	966
Polices autochtones	32	56
Constables spéciaux	4	4
Contrôleurs routiers	5	7
Agents de la protection de la faune	8	10
Autres	11	11

¹ Du 1^{er} avril 2015 au 17 mars 2016

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	1
Service de police de la Ville de Montréal	21
Corps de police municipaux	5

³ Du 1^{er} avril 2015 au 17 mars 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 109 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2016-2017 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2016-2017

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire¹ :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	532
Enquête	130
Plainte refusée	1 108
Désistement	-
À l'étude	337

¹ Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 110 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2016-2017¹

1108² plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

² Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 111 : L'effectifs ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2016-2017.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (\$)
Président et membres	8	1 146 099
Professionnels (incluant avocats)	4	289 826
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	275 530

*Note : Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 112 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2016-2017¹ ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2017 (en \$)
Bilodeau, Mario	Membre	2016-02-08	2017-02-07	154 633 ³
Cree, Lysane	Membre à temps partiel	2015-10-21	2018-10-20	2 301 ²
Drouin, Pierre	Membre	2013-01-07	2018-01-06	140 117
Gagné, Pierre	Vice-président	2013-11-10	2018-11-09	140 117
Gaudreault, Marie-Esther	Membre	2013-06-17	2018-06-16	140 117
Iuticone, Richard	Membre	2013-01-29	2018-01-28	140 117
Montour, Martha	Membre à temps partiel	2016-03-13	2019-03-12	599 ²
Provencher, Jean	Président	2013-11-10	2018-11-09	155 795
Rivard, Louise	Membre	2014-06-29	2018-11-02	108 808

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

² Les membres à temps partiel sont rémunérés lorsqu'ils sont assignés à un dossier autochtone.

³ Départ à la retraite à la fin du mandat.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 113 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)¹, durant la période 2016-2017.

ORIGINE	2016-2017 ²		2015-2016	
	CITATIONS	RÉVISIONS	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	1	1	8	5
Corps municipaux	30	11	7	8
SPVM	14	14	13	9
Corps de police autochtone	-	2	2	-
Constables spéciaux	-	-	1	-
Contrôleurs routiers	-	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

² Dossiers reçus en 2016-2017 au 28 février 2017.

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 114 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2017, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2016-2017 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	3	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-

¹ Données compilées en date du 28 février 2017.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 115 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement des dossiers de citation a été de 24,01 mois pour 2013-2014, de 23,96 pour l'année 2014-2015, de 22,18 pour l'année 2015-2016 et de 23,27 pour l'année 2016-2017¹. Pour ce qui est de l'année 2015-2016, ce délai passe à 23,88 si on inclut les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs. Aucun dossier ayant été suspendu n'a été fermé au cours des autres années financières mentionnées.

Signalons que le délai de traitement d'un dossier dépend du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision, mais également du délai encouru pour la mise au rôle et des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables.

En ce qui concerne le délai de délibéré pour l'année 2015-2016, les décisions en citation ont été rendues dans un délai moyen de 56 jours, soit 1,84 mois, dans 80 % des dossiers. En 2016-2017¹, toujours dans 80 % des dossiers, elles ont été rendues dans un délai moyen 60,33 jours, soit 1,98 mois. La cible déterminée dans la planification stratégique du Comité est de 70 jours, soit 2,3 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise et la remise au rôle demeurent problématiques. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire.

Ajoutons également que les dossiers traités par le Comité sont de plus en plus complexes et, par conséquent, nécessitent à l'occasion que de nouvelles journées d'audience soient fixées, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

¹ Cette donnée est en date du 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 116 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017, et prévisions pour 2017-2018.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE * (en \$)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12	2 217 128 **
Professionnels	14	960 637
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	15	611 071

* Les montants de la rémunération incluent les salaires estimés jusqu'au 31 mars 2017

**Depuis le 1^{er} janvier 2014, à la suite d'une décision de Revenu Québec, le Secrétariat aux emplois supérieurs reconnaît les membres à temps partiel et ceux issus de la communauté comme des employés et les honoraires qui leurs sont versés sont désormais comptabilisés dans la masse salariale de la CQLC, cependant les ETC ne sont pas considérés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 117 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2016-2017, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL	DATE DE FIN DE MANDAT
Chamberland, Céline	127 242 \$	2018-04-14
Dugré, Jean	127 242 \$	2014-09-06 ¹
Falardeau, Mark	127 242 \$	2018-04-14
Fillion, Julie	127 242 \$	2018-03-26
Gauthier, Françoise	141 557 \$	2016-09-28 ¹
Marcotte Annie	127 242 \$	2018-04-14
Sauvé, Manon	127 242 \$	2017-03-05 - démission
Sultan, David	140 117 \$	2022-03-20
Tétreault, Lucie	127 242 \$	2018-03-26
Tremblay, Jean-René	105 467 \$	2016-09-22 - décès

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

¹ Un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 117 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2016-2017, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret de 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017.	Nommées par le décret de 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018.	Nommés par le décret de 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.	Nommé par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat 23 juin 2018.	Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat 26 novembre 2018.
Bédard, Paul Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie St-Amand, Reynold	Leblond, Isabelle Lavigne, Chantal	Marsolais, Diane Monette, Jacques	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 585 \$
Coût pour une demi-journée : 293 \$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision de Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 117 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2016-2017, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

3) Membres issus de la Communauté :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014 ¹	
Bolduc, Michel	Pelland, Annie
Bouchard, Manon	Robert, André
Blouin, Luc	Razik, Nourreddine
Bureau, Danielle - démission 12 avril 2016	Savaria, Claude
Chagnon, Marie-Josée	Teitelbaum, Reisa
Cyr, Pierre - démission le 11 novembre 2016	
Dupuis Salvas, Claudette	
Gervais, Arthur	
Lacroix, Elaine	
Latendresse, Michel	
Le Blanc, Claude	
Lessard, Claude	

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 351 \$
Coût pour une demi-journée : 176 \$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* A la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

¹ Un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 118 : Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2016-2017 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSIONS DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (<i>incluant renouvellement et révision</i>) :	1 150	394 Octrois / 227 Refus Post-suspension ou post-annulation 349 reports / 27 révisions / 129 renouvellements
Libération conditionnelle (<i>incluant révision</i>) :	2 813	897 Octrois / 739 Refus Post-suspension ou post-annulation 798 reports / 78 révisions
Permission de sortir pour visite à la famille (<i>incluant révision</i>) :	25	Aucun Octroi / 25 Refus Aucun report, ni révision, ni post-suspension ou annulation

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 119 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2016-2017.

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES				
EST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS ¹	OCTROI/REFUS	TOTAL DES DÉCISIONS
	BAIE-COMEAU	7	20	26
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	16	33	48
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	199	228	358
	NEW CARLISLE	15	45	59
	PERCÉ	32	12	16
	RIMOUSKI	38	36	58
	ROBERVAL	45	67	97
	SEPT-ÎLES	7	9	12
	TROIS-RIVIÈRES	48	115	182
ÎLE DE MONTRÉAL	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	OCTROI/REFUS	DÉCISIONS
	DÉTENTION DE LAVAL (H)	13	58	108
	DÉTENTION MONTRÉAL	325	373	708
	DÉTENTION DE LAVAL (F)	38	85	154
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	19	45	78

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 119 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2016-2017.

OUEST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	OCTROI/REFUS	DÉCISIONS
	AMOS	26	40	64
	HULL	41	94	130
	SAINT-JÉRÔME	133	215	391
	SHERBROOKE	79	103	182
	SOREL	16	58	87

¹ La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

² Pour les permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC) et les permissions de sortir pour visite à la famille (PSVF) il n'y a pas de renonciation, mais des retraits de demande, c'est pourquoi les données pour ces mesures ne sont plus incluses au tableau. (87 retraits de PSPLC, aucun retrait en PSVF)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03.02

QUESTION 120 : Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 121 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ENPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2015-2016	2016-2017	2015-2016 (Au 29 février 2016)	2016-2017 (Au 7 mars 2017)	2015-2016 ¹	2016-2017 ²
Cadres	20,0	19,0	18	19	2 313 731	2 475 128
Professionnels	49,8	49,8	69	86	4 179 212	4 616 729
Fonctionnaires	97,9	97,9	253	252	9 153 303	9 862 806
Ouvriers	18,1	18,1	31	30	958 022	1 048 347
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	16	18	2 132 291	2 245 848
Personnes-ressources	0,0	0,0	28	32	194 944	306 212
Prêt de service (autre que policier) ³	0,0	0,0	1	1	119 143	109 498
Total	203,8	202,8 ⁴	416	438	19 050 646	20 664 568

¹ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 21 octobre 2015.
² Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 14 avril 2016.
³ Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.
⁴ Le projet de construction du pavillon R s'est terminé le 31 décembre 2015. Le poste de responsable du projet de construction a donc été retiré des ETC par le CA lors de la rencontre d'avril 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 122 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2016-2017, les augmentations prévues.

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ¹	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE POUR LA PÉRIODE À L'EMPLOI ¹	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2016-2017	Yves Guay	Directeur général	125 340 \$ ²	123 127 \$ ²	Conformément aux orientations gouvernementales

¹ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20,65 %.

² Aucune augmentation considérée, puisque l'information officielle n'est pas disponible à ce jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 123 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Nos formations* de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Voici les nouveaux cours et ceux en développement :

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
<i>Gestion policière :</i> Supervision de patrouille (PPU-1039) <i>Mise à niveau</i> Supervision d'enquête (CRI-1019) <i>Mise à niveau</i>	
<i>Enquête policière :</i> Processus d'enquête (CRI-1002) <i>Mise à niveau</i> Activité d'intégration en enquête policière (CRI-1011) <i>Mise à niveau</i>	
PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
<i>Patrouille-gendarmerie :</i> Actualisation des connaissances juridiques du patrouilleur (PAG-0013) Intervention auprès d'une personne dont l'état mental est perturbé (PAG-1004) Stratégies proactives (PAG-2003) Techniques d'enquête de collision – Mise à niveau (SER-0032) Alco-Sensor FST – Le moniteur – Requalification (SER-2053) Cinémomètre Doppler – Le moniteur – Requalification – Mesures transitoires (SER-2050) Cinémomètre laser – Le moniteur (SER-2051) Cinémomètre laser – Le moniteur – Requalification (SER-2052)	Contrôle de foule – Chef de section ou de peloton cotes d'alerte 1, 2 et 3 (FOR-2050) – <i>Mise à niveau</i> Cinémomètre laser – Mise à niveau et requalification (SER-1065) Intégration à la fonction d'instructeur (COM-1010)
<i>Formation en ligne :</i> Plan de collecte – Renseignement criminel (formation en ligne) (ENQ-0077) Surveillance physique auxiliaire – Mise à niveau (formation en ligne) (ENQ-0080) Gestion des informateurs - Volet pratique (ENQ-2028) Référentiel sur les biens fractionnels (PAG-0012)	Formation en ligne sur les notions de désescalade

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 123 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	
Nouveaux cours	Cours en développement
<p><i>Intervention tactique :</i> Intervention tactique 2 – Les poursuites policières et les techniques d'immobilisation provoquée – Le moniteur – Requalification (FOR-2079) Arme à impulsions électriques – Le moniteur – Requalification (FOR-2078)</p>	<p>Fondements stratégiques en emploi de la force Formation AIPP pour l'utilisateur et pour le moniteur Intervention physique – Le moniteur (FOR-2005) – <i>Mise à niveau</i></p>
<p><i>Enquête policière :</i> Coordonnateur d'information sur la menace terroriste (ENQ-0083) (Formation GRC) Prélèvements d'échantillons d'ADN (ENQ-0084) Surveillance physique auxiliaire – Mise à niveau (ENQ-1031) Gestion des informateurs – Volet pratique (ENQ-2028) Agent de renseignement criminel (ENQ-2029)</p>	<p>Entrevue de suspect de niveau intermédiaire</p>
<p><i>Gestion policière :</i> Accueil et intégration des cadres et des officiers dans les organisations policières (GST-0004) Gestion initiale en recherche terrestre (GST-0005) (Formation SQ) Activité de synthèse en management en sécurité publique (PPU-6001)</p>	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 123 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

AUTRES	
ACTIVITÉS ET FORMATION SUR MESURE POUR LES CLIENTÈLES DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
<p>Éléments d'enquête pour les intervenants en sécurité incendie (EPQ-0001)</p> <p>Prévention des impacts psychologiques (formation en ligne) (CAP-0005)</p> <p>Utilisation d'Internet et des médias sociaux en contexte d'enquête pour la clientèle en sécurité publique (CNF-0034) <i>Mise à niveau</i></p> <p>Techniques d'entrevue et communication efficace (pour le client CCQ) (ENQ-0082)</p> <p>Processus d'enquête (Revenu Québec) (ENQ-0060)</p> <p>Gestion des informateurs – Volet pratique (MSP) (ENQ-2030)</p> <p>Prévention des impacts psychologiques (clientèle de paramédic) (CAP-0005)</p>	<p>Intervention en matière de contrebande de tabac (ENQ-0023)</p> <p>Gestion des informateurs – Volet pratique (Autorité des marchés financiers) (ENQ-0081)</p> <p>Techniques d'enquête (Commissaire au lobbyisme du Québec) (ENQ-0085)</p> <p>Gestion administrative et opérationnelle du programme ACCES alcool (GST-0002)</p> <p>Pouvoirs et devoirs des gardes du corps-chauffeurs de la Direction de la protection des personnalités (PEG-0003)</p> <p>Activité d'intégration pour les chefs de service – Direction générale de la protection de la faune (PPU-1036)</p> <p>Techniques d'entrevue de témoin (ENQ-0056)</p> <p>Processus d'enquête de l'AMF (ENQ-0043)</p> <p>Technique d'enquête (Régie du bâtiment du Québec) (ENQ-0076)</p> <p>Interventions verbale et physique (Loto-Québec) (FOR-0041)</p> <p>Certificat en gestion – Sécurité publique profil incendie (École nationale des pompiers du Québec)</p> <p>Formation pour l'Aéroport de Montréal.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 123 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE

- Intégration de nouveaux contenus et réorganisation de l'horaire afin d'élever le niveau d'efficacité pédagogique :
 - Maltraitance des aînés, intervention en lien avec la problématique de l'intimidation, exploitation sexuelle des adolescents : ajout de scénarios et de contenus lors de la rétroaction;
 - Réalités autochtones : ajouts de scénarios;
 - Cybercriminalité : actualisation de la formation;
 - Formation en éthique : réflexion sur la prise de décision dans l'action dans le cadre de retour d'expérience;
 - Actualisation de la formation en matière de capacités affaiblies en lien avec le projet de loi C-226;
 - Conduite d'urgence : suivi des travaux du comité permanent en conduite d'urgence afin d'actualiser la formation.
- Projet d'évaluation de l'opportunité d'ajouter une semaine de formation en ligne préalable à l'entrée à l'ENPQ afin d'élever le niveau d'efficacité de la formation en permettant une mise à jour des notions collégiales ainsi que la préparation à certains nouveaux contenus.
- Projet d'implantation d'un système de gestion des dossiers policiers associé aux terminaux véhiculaires en vue de la réception d'appels de service via un terminal véhiculaire et la rédaction informatisée des rapports d'événement.
- Projet d'harmonisation du continuum de formation cégep-ENPQ.
- Implantation de nouveautés découlant des nouvelles conditions d'admission.
 - Ajout de l'obligation de suivre les cours suivants avant l'entrée à l'ENPQ :
 - Pour l'admission au PFIPG 2017-2018, le candidat devra avoir réussi le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte (CCSMAFAR).
 - Pour l'année 2018-2019, le candidat devra avoir réussi trois formations :
 - le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte. (CCSMAFAR) offert par la Fédération québécoise du tir (FQT);
 - le test d'aptitude de la Loi 9 diffusé par la Fédération québécoise de tir (FTQ).
 - le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu (CCSMAF) offert par la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs.
 - Ces cours représentent de 14 à 16 h de formation sur la sécurité des armes (au lieu des 2 heures actuelles au PFIPG) et 4 h de formation sur la loi sur le transport, l'entreposage, les lieux désignés pour lesquels des cartes de compétence sont émises.
 - Remplacement du test d'aptitudes physiques (TAP-ENPQ) par l'Épreuve standardisée d'aptitude physique (ESAP-ENPQ Police 2017) pour l'année 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier.html> et à l'onglet *Étapes d'admission*. Sous réserve de l'adoption du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* par le Gouvernement du Québec au cours des prochains mois, trois nouveautés seront en vigueur pour l'année 2017-2018, soit le **remplacement du test d'aptitude physique (TAP-ENPQ) par l'épreuve standardisée d'aptitudes physiques (ESAP-ENPQ Police 2017)**, **l'ajout d'une certification en tir préalable à l'entrée** et la **refonte complète du questionnaire médical**.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_13_1/P13_1R4.htm.

Pour obtenir des précisions sur les trois nouvelles conditions d'admission, consultez le lien suivant <http://www.enpq.qc.ca/lecole-en-ligne/volume-8-numero-1-fevrier-2017/admission-au-pfipg-2017-2018-nouveautes.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 125 : Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2016-2017 et montant de la subvention prévue pour 2017-2018.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET)	SUBVENTION SELON L'EXERCICE FINANCIER DU 1^{ER} JUILLET AU 30 JUIN
2011-2012	6 579 700 \$	6 579 700 \$
2012-2013	6 579 700 \$	6 579 700 \$
2013-2014	6 579 700 \$	5 872 575 \$
2014-2015	3 751 200 \$	4 287 225 \$
2015-2016	5 895 300 \$	5 770 300 \$
2016-2017	5 395 300 \$	5 395 300 \$
2017-2018	5 395 300 \$	5 395 300 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 126 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2016-2017.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017	
	EFFECTIFS AUTORISÉS	MASSE SALARIALE (en \$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	2 112 700
Cadres	5	562 600
Cadres juridiques	2	307 600
Avocats, notaires	24	2 484 400
Professionnels	20	1 419 600
Techniciens	61	3 095 100
Personnel de bureau	34	1 403 400
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 217 700
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	77	448 034

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 127 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Lessard, France	Présidente par intérim et Vice-présidente aux opérations	*127 242	2012-11-19	2017-11-18
	Marchand, Louise	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	140 117	2007-09-04	2018-01-09
	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	127 242	2011-06-06	2018-06-05
	Bégin, Claude	Régisseure	94 255	2013-09-23	2018-09-22
	Cadieux, Pierre H	Régisseur	127 242	2008-05-05	2017-05-14
	Caron, Jocelyne	Régisseure	127 242	2008-08-04	2018-08-03
	Dostie, Liane	Régisseure	127 242	2007-01-15	2020-01-14
	Elmir, Saifo	Régisseur	113 364	2009-02-16	2018-12-06
	Lepage, Jean	Régisseur	127 242	2013-01-04	2018-01-13
	Savard, Marc	Régisseur	127 242	2007-10-29	2017-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	127 242	2011-08-22	2021-08-21
	Viens, Louise	Régisseure	125 670	2013-04-02	2018-04-01

* À ce montant s'ajoute une rémunération additionnelle mensuelle de 10% depuis la désignation du 22 septembre 2017 à titre de présidente par intérim.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 128 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2016-2017.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2016-2017	2015-2016
Alcools	583	1 380
Appareils d'amusement	331	164
Appareils de loterie vidéo	427	151
Bingos	13	12
Concours publicitaires	-	1
Courses	-	1
Fabricants	327	128
Sports de combat	29	21
Tirages	2	2
Transmis à un corps policier	28	48
PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2016-2017	2015-2016
SPVM	1 557	1 527
Corps de police municipaux	1 910	2 037
SQ	2 189	2 240

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 129 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2016-2017	2015-2016
Nouveaux	526	509
Modifications	3 094	2 849
Cession	1 451	1 445

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2016-2017	2015-2016
	579	649

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2016-2017	2015-2016
Volontairement (à la demande des détenteurs)	177	171
Avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	1 270	1 402
Autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs, mais sans saisie des boissons alcooliques)	112	176

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 130 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	2 266
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	66
<i>MOTIF DE SUSPENSION :</i>	
Suspension à la suite d'une convocation à la Régie	66
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	109
<i>MOTIFS DE RÉVOCATION :</i>	
Révocations volontaires	62
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	45
Révocations à la suite d'une convocation à la Régie	2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 131 : Le nombre de licences de bingo, selon la catégorie, pour la période 2016-2017.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1^{er} juin 2008.
-------------------------------------	---

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO	
CATÉGORIES DE LICENCES	NOMBRE DE LICENCES
Bingo en salle	657
Bingo-média	74
Bingo récréatif	940
Gestionnaire de salle	35
Fournisseur en bingo	4
Bingo de foire ou d'exposition	7
Bingo de concession agricole	-
Bingo dans un lieu d'amusement public	3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 132 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2009-2010, par année financière.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Gestionnaire de salle	3	5	3	2	1
Bingo en salle	19	10	24	13	16

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 133 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2016-2017.

**NOMBRE DE LICENCES DE COURSES :
(accordées aux individus et/ou raisons sociales)**

1 892

NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :

11

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :

11

NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :

11

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 134 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2016-2017 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL		LICENCES DE LOTERIE VIDÉO		LICENCES DE TIRAGE		LICENCES DE BINGO		LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT		CONCOURS PUBLICITAIRES	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Autorisation	9 226	Autorisation	2 266	Autorisation	1 757	Autorisation	1 593	Autorisation	748	Avis de tenue	8 150
Refus	668	Refus	2	Refus	1	Refus	2	Refus	0	Refus	0
Conditionnelle	0	Révocation	98	Libération de cautionnement	358	Désistement	6			Avis d'opposition	0
Désistement	212	Suspension	52	Désistement	45	Modification	54				
Nul effet	26			Fermeture*	17	Suspension	0				
Révocation volontaire	177			Modification***	343	Révocation volontaire	75				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1270					Révision de décision	1				
Révocation - autres	112					Privation d'effet**	13				
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	273										
Suspension	579										

* Fermeture : Nombre de dossiers dont les titulaires n'ont pas donné suite à leurs demandes. Dossiers soumis au régisseur d'instruction pour fermeture.
** Privation d'effet: Nombre de licences privées d'effet suite au non-paiement des droits annuels de la 2e ou 3e année d'exploitation de la licence.
*** Nouvelle donnée pour cette année

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 135 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2009-2010, et ce, par année financière.

Lors du Discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	2 592 000 \$
FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	47 300 \$
Services professionnels	17 100 \$
Services de nature technique	67 100 \$
Loyers	260 700 \$
Fournitures, matériel et équipement	15 800 \$

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 136 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	-	-	-	-	-

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 137 : Subvention versée par le MSP depuis 2003-2004, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS (\$)	REVENUS AUTONOMES (\$)	TOTAL (\$)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2005-2006	6 257 400	3 296 069	9 553 469	158
2006-2007	6 142 700	3 245 336	9 388 036	157
2007-2008	6 119 400	3 365 523	9 484 923	156
2008-2009	6 214 800	3 320 745	9 535 545	159
2009-2010	6 151 900	3 467 935	9 619 835	162
2010-2011	5 867 500	4 664 000	10 531 500	166
2011-2012	6 209 600	4 687 400	10 897 000	165
2012-2013	5 683 900	3 675 600	9 359 500	161
2013-2014	5 664 100	3 621 100	9 364 100	133
2014-2015	8 430 400	3 646 300	12 076 700	133
2015-2016	8 603 100	3 617 100	12 220 200	138
2016-2017	9 339 000	3 600 000	12 939 000	138

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale puisqu'il fait partie du portefeuille du Ministère de la Sécurité publique.

* Note : Pour l'année antérieure, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 138 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2016-2017, par région.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 139 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2016-2017.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 140 Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI ¹ (en \$)
Salaire du personnel affecté au BEI	2 305 853
Dépenses liées au processus de sélection du directeur du BEI	-
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	827 420

¹ Données au 28 février 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 141: Budget alloué au BEI pour l'année 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Budget alloué au BEI pour l'année 2016-2017: 3 993,8 k

Note: Les prévisions pour 2017-2018 n'ont pas été pris en compte.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 142 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2017. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils: enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.

EFFECTIF DU BEI ¹	NOMBRE
Superviseur-coordonnateur	1 policier retraité
Superviseurs	2 policiers retraités
Enquêteurs	8 policiers retraités 11 civils
Directrice	1 civil
Conseiller juridique	1 civil
Conseillers aux communications	2 civils
Attachée d'administration	1 civil
Technicienne en administration	1 civil
Agente de secrétariat	1 civil
Directeur(trice) adjoint(e)	poste à combler

¹ Données au 28 février 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 143 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2017-2018.
L'effectif du BEI pour l'exercice financier 2017-2018 est de 30 ETC.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 144 : Fournir le détail de l'utilisation des sommes prévues en 2017-2018 (5 M\$) pour aider les municipalités à prévenir les risques associés à l'érosion côtière (mesure du budget 2017-2018)

Pour l'exercice financier 2017-2018, un montant global de 5 M\$ découlant de la mesure du budget 2017-2018 du gouvernement du Québec permettra de soutenir notamment les municipalités côtières des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord pour la mise en place de mesures d'atténuation des risques d'érosion et de submersion côtières.

Précisément, cette aide supplémentaire permettra d'augmenter le soutien offert aux municipalités aux prises avec des problématiques liées à l'érosion et la submersion côtières, notamment à la suite des grandes marées survenues le 30 décembre 2016.

Le MSP doit rencontrer les municipalités côtières qui ont un besoin de soutien pour des travaux d'atténuation et leur expliquer la nature et le soutien offert par le Cadre pour la prévention de sinistres.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 99 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2016-2017, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Voir le document ci-joint.

Accidents de transport

Automobiles et camionnettes

Avis/Dossier : A-185617 170618

Événement :

En mai 2015, un homme de 77 ans décède d'une asphyxie par noyade après avoir perdu la maîtrise de son véhicule et chuté dans le fleuve Saint-Laurent, à Montréal.

Recommandation :

Que la direction de la gestion du domaine hydrique du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

- mette en place une glissière ou tout autre moyen de retenue à la limite de leur terrain donnant sur le fleuve Saint-Laurent et situé dans le secteur 115, à la hauteur du 2 boulevard Saint-Jean-Baptiste dans le secteur Pointe-aux-Trembles, de manière à retenir un véhicule circulant sur ce terrain et l'empêcher de tomber dans le fleuve. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Suivi de la recommandation :

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-06-28, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : 172639

Événement :

En octobre 2015, deux personnes âgées décèdent lors d'une collision entre leur automobile et un camion-citerne à l'intersection de la route 139 et du chemin Roxton-Sud, à Roxton Pond.

Recommandations :

Que la direction de la Coopérative de solidarité santé Roxton Pond :

- s'assure que les professionnels de la santé qui œuvrent dans son établissement sont sensibles à l'urgence de procéder à une évaluation des aptitudes à la conduite d'un véhicule routier lorsqu'une évaluation médicale ou des fonctions cognitives produit des résultats inférieurs à ceux attendus. Cette urgence de procéder pourra se traduire par la passation de tests de dépistage facilement accessibles et pour lesquels lesdits professionnels seront formés, ou par la référence rapide à la Société de l'assurance automobile du Québec pour une évaluation des capacités à conduire un véhicule. [1].

Que le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, l'Ordre des psychologues du Québec, l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, l'Ordre des optométristes du Québec, l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec et l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec :

- sensibilisent leurs membres aux conséquences de la diminution de la capacité physique et/ou cognitive d'un patient en relation avec sa capacité de conduire un véhicule automobile. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec

- poursuive ses efforts de promotion auprès des différents professionnels de la santé pour l'application de tests d'évaluation des habiletés à la conduite d'un véhicule chez leur clientèle vulnérable. [3].

Organisations/personnes visées :

Coopérative de solidarité santé Roxton Pond
Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre des psychologues du Québec
Ordre des ergothérapeutes du Québec
Ordre des optométristes du Québec
Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Coopérative de solidarité santé Roxton Pond

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre des optométristes du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre des ergothérapeutes du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre des psychologues du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-10-11, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-08-29, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 171359

Événement :

Un motocycliste de 42 ans décède d'une hémorragie interne post-traumatique consécutivement à une collision avec une camionnette sur la route 397, à Val-d'Or.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- planifie une nouvelle étude de sécurité et de circulation à être réalisée au plus tard en 2018 afin de vérifier si l'augmentation de la circulation à cette intersection engendre des risques pour la sécurité de ses usagers et, le cas échéant, corrige la situation afin d'éviter des accidents pouvant causer des dommages et des pertes de vies humaines. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 174585

Événement :

Une passagère de 14 ans d'une automobile décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision frontale sur la route 122, à Saint-Edmond-de-Grantham.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- inclue aux devis de ses contrats de déneigement et de déglacage des clauses précisant les spécifications et le format de données devant être transmises par GPS aux systèmes informatiques du Ministère, de sorte que celui-ci puisse suivre l'activité des camions impliqués en temps réel et procéder à des analyses rétrospectives en disposant de l'information la plus complète possible. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 173689

Événement :

En janvier 2016, une passagère de 53 ans décède d'un traumatisme crânien temporal lors d'une collision sur la route 329, à Saint-Adolphe-d'Howard.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifie la réglementation afin d'augmenter la profondeur minimale de la bande de roulement des pneus d'hiver requise tout au long de l'utilisation. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-16, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

N° de dossier : 173070

Événement :

Un automobiliste de 23 ans décède d'un traumatisme crânien sévère à la suite d'une collision de son véhicule avec un arbre à l'intersection des routes 285 et 132, à L'Islet.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- inclue les membres de l'Ordre des chiropraticiens du Québec dans la liste des professionnels de la santé désignés par l'article 603 du Code de la sécurité routière afin que ces derniers puissent bénéficier de la protection prévue à l'article 605 du Code lors d'un signalement à la SAAQ. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-04, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Camions et autres véhicules lourds

N° de dossier : 172259

Événement :

En septembre 2015, un éboueur de 50 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir été éjecté de son camion qui s'est renversé sur le boulevard Gene-H.-Kruger, à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec

- amende le Code de la sécurité routière et légifère officiellement afin de préciser les particularités propres se rapportant à la conduite d'un camion à ordures. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-02, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

N° de dossier : 162995

Événement :

Une enquête publique a été ordonnée au sujet d'un camionneur âgé de 28 ans décédé d'un polytraumatisme au volant de son véhicule lourd lorsque le lit d'arrêt a été inefficace lors d'une manœuvre d'urgence sur la rue Principale, à Petite-Rivière-Saint-François.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rende obligatoire la formation de base pour l'obtention d'un permis de classe 1; [1];
- sensibilise les entreprises de camionnage concernant l'importance d'investir dans des programmes personnalisés de formation. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec de concert avec les écoles professionnelles et les différentes associations dans le domaine du camionnage:

- détermine le nombre d'heures de cette éventuelle formation; [3];
- prévoie des mises à niveau grâce à de la formation continue obligatoire. [4].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec de concert avec les différentes associations dans le domaine du camionnage:

- sensibilise les entreprises concernées à l'importance de se munir de politiques efficaces semblables à celles instaurées par Pompage Provincial Inc. [5].

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- instaure une veille technologique afin de documenter les problèmes associés aux voies de secours et demeure proactif dans la recherche de nouvelles solutions. [6].

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Sûreté du Québec et au Contrôle routier du Québec:

- identifient ensemble les avenues les plus prometteuses pour que le message soit compris et respecté par les camionneurs qui circulent dans cette région du Québec. [7].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Sûreté du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 6, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2016-09-28, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Motocyclette

N° de dossier : 171042

Événement :

En juin 2015, un motocycliste de 25 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurté par une automobile à l'intersection des routes 158 et 125, à Saint-Esprit.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

- évalue la sécurité de l'intersection des routes 158 et 125 à Saint-Esprit. L'utilisation d'un feu de circulation affichant un feu vert clignotant ou une flèche et donnant priorité aux véhicules désirant tourner à gauche devrait être envisagée. [1];
- réduise les limites de vitesse permises dans les zones à proximité de cette intersection. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-30, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-10-30, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Motoneiges

N° de dossier : 2016-00334

Événement :

Un homme de 44 ans décède d'une embolie pulmonaire massive quelques semaines après un accident de motoneige.

Recommandations :

Que l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec :

- examine les gestes professionnels posés par la physiothérapeute, notamment lors de l'identification d'un état clinique nécessitant des soins médicaux d'urgence. [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches pour le Centre de réadaptation en déficience physique:

- s'assure d'une communication efficiente et d'une procédure écrite entre les différents intervenants lors de l'identification d'une condition clinique pouvant induire un état morbide ou mortel afin de limiter les délais indus à la prise en charge par les services d'urgence. [2].

Organisations/personnes visées :

Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-29, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-11-14, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Piétons

Avis/Dossier : A-325341 169091

Événement :

En janvier 2015, un homme de 41 ans décède des suites d'un traumatisme crâniocérébral après avoir été heurté par une automobile, en décembre 2014, sur la route 309, à Ferme-Neuve.

Recommandation :

Que la Municipalité de Ferme-Neuve et le Ministère des Transports du Québec :

- s'assurent que toute mesure de sécurité additionnelle soit envisagée afin de donner la priorité aux piétons qui circulent sur cette section de la route 309 Nord, dont:
 - l'amélioration de l'éclairage environnant;
 - l'aménagement de traverses piétonnières;
 - l'installation de panneaux de signalisation appropriés;
 - la réduction de la vitesse permise sur cette section de la route. [1]

Organisations/personnes visées :

Municipalité de Ferme-Neuve
Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Municipalité de Ferme-Neuve

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-14, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-05-17, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

N° de dossier : 174196

Événement :

En février 2016, une piétonne de 84 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par un camion lourd à l'intersection de la route 235 et de la route 202, à Bedford.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

- mette en place des mesures permettant aux piétons de traverser en toute sécurité la route 235 au niveau de son intersection avec la rue Principale à Bedford. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-22, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 173292

Événement :

Un patient de 26 ans d'un centre hospitalier à Montréal décède d'un traumatisme craniocérébral à la suite d'une collision avec une automobile alors qu'il était sans surveillance à l'extérieur de l'établissement.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) pour le comité de gestion du risque et au sous-comité sur la sécurité des patients:

- établisse un plan d'action pour que l'outil de dépistage de la détresse, soit utilisé de façon uniforme pour tous les patients sous sa responsabilité, notamment, ceux atteints d'une condition semblable à celle de ce patient. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Autres décès accidentels

Accidents médicaux ou chirurgicaux

N° de dossier : 168621

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'une réaction anaphylactique lors d'une cholécystectomie à l'Hôpital Jean Talon, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital Jean-Talon:

- conserve tous les appareils intacts et inutilisés lorsqu'un décès survient au cours d'une anesthésie afin d'être expertisés de façon indépendante; [1];
- soumettre le présent rapport à l'attention du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, afin qu'il assure l'analyse des actes médicaux posés par l'anesthésiologiste le 4 décembre 2014 à la salle d'opération et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises, en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 172741

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un collapsus cardio-vasculaire secondaire à une obstruction colique complète du sigmoïde à l'Hôpital de Wakefield.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- examine la prise en charge de M. Guy Crête depuis le 13 juillet 2015 jusqu'au moment de son décès, et que les correctifs soient apportés le cas échéant.

Que l'hôpital de Hull :

- examine le traitement des requêtes pour une échographie du 12 juillet et du 5 octobre 2015, ainsi que les raisons du délai d'un mois et demi pour la transmission des résultats, de l'échographie demandée en urgence le 13 août 2015, et que les correctifs soient apportés le cas échéant.

Que le Collège des Médecins de Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et déontologique de la gastro-entérologue de garde de l'Hôpital de Hull qui a refusé de voir M. Crête le 5 octobre 2015 malgré le tableau clinique que lui présentait le neurologue, et insisté pour qu'il soit vu par un autre gastro-entérologue.

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 174281

Événement :

En février 2016, un homme de 70 ans décède d'ischémie entéro-colique consécutivement à un syndrome du compartiment abdominal avec présence de perforation du grêle en postopératoire d'une chirurgie par laparoscopie pour cure d'hernie abdominale, à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais pour la direction des services professionnels de l'hôpital de Gatineau:

- renvoie le dossier de ce patient. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-06, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Asphyxies

Avis / Dossier : A-325599 170591

Événement :

En mai 2015, une femme de 51 ans décède d'une asphyxie positionnelle à son domicile, à Rimouski.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- transmette ce rapport à tous ses centres de réadaptation de la province et ceci, à des fins de formation. [1]

Organisation / personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2017-03-06, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis / Dossier : A-329015 174665

Événement :

En mars 2016, une femme de 70 ans décède de complications cardio-respiratoires consécutives à une fracture de la hanche à la suite d'une chute de sa hauteur à son domicile, à Longueuil.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation / personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-08, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-330226 172554

Événement :

En octobre 2015, un homme de 34 ans décède des suites de contusions pulmonaires à la suite du renversement de son fauteuil roulant motorisé à sa résidence, à Trois-Pistoles.

Recommandations :

Que le comité de gestion des risques du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- se penche sur ce dossier afin de tirer et de mettre à profit toutes les leçons possibles de cet événement et les mette à profit afin qu'il ne se répète pas. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- transmette à tous ses centres de réadaptation de la province de Québec le présent rapport à des fins de formation; [2]
- transmette également à tous ses centres de réadaptation de la province, les recommandations des ingénieurs experts impliqués dans le présent dossier, et que j'appuie, à savoir:
 - que des essais statiques et dynamiques soient effectués sur les fauteuils roulants qui font l'objet de modifications afin de s'assurer que le centre de gravité demeure dans une zone de sécurité;
 - que la vitesse maximale de ces fauteuils soit limitée lorsque les utilisateurs sont des personnes avec un poids important à cause de l'effet d'inertie important que leur masse soit susceptible de provoquer lors d'une décélération rapide. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-24, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement les recommandations.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2017-03-06, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2017-03-06, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180747 174574

Événement :

En août 2015, un homme de 76 ans décède de complications médicales à la suite d'une chute à son domicile, à Drummondville.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- révisé ce dossier afin d'évaluer si les conduites médicales appliquées lors de l'hospitalisation du 10 et 11 août 2015 furent conformes aux standards de pratique, particulièrement concernant la documentation médicale de l'état clinique du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-07-11, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Avis/Dossier : A-327817 169962

Événement :

En mars 2015, un homme de 77 ans décède de complications diverses à un traumatisme crâniocérébral survenu lors de chutes quelque temps auparavant.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- procède à l'étude de ce cas au sein de son comité morbidité-mortalité du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ainsi qu'au sein de son comité sur la gestion des risques. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-08, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-05-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

N° de dossier : 2016-00137

Événement :

Une femme de 91 ans décède d'une asphyxie par compression des structures du cou avec le cordon du dispositif d'alerte qui est demeuré accroché à sa marchette à la Résidence Les Deux Aires, à Montréal.

Recommandations :

Que la Résidence Les Deux Aires :

- invite ses résidents porteurs d'un tel appareil à s'assurer de ne pas faire de nœud au-dessus du dispositif de sécurité qui est destiné à se rompre. [1].

Organisations/personnes visées :

Résidence Les Deux Aires

Suivi des recommandations :

Résidence Les Deux Aires

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-07, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Avis/Dossier : A-327816 169963

Événement :

En mars 2015, un bébé décède d'une asphyxie intra-utérine secondaire à un décollement placentaire provoqué par la consommation de cocaïne de la mère, à Montréal.

Recommandation :

Qu'Urgences-santé :

- revoie le mode d'évaluation d'une patiente avec douleurs et saignements d'origine pelvienne ou gynécologique afin d'évaluer la possibilité de la présence d'une grossesse et ainsi acheminer cette patiente à un hôpital qui offre les services requis d'obstétrique-gynécologie et de pédiatrie. [1]

Organisation/personne visée :

Urgences santé

Suivi de la recommandation :

Urgences santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-28, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

N° de dossier : 172231

Événement :

En septembre 2015, un homme de 76 ans décède d'une aspiration bronchique secondaire à des vomissements au Centre d'hébergement et de soins de longue durée La Pietà, à Gatineau.

Recommandations :

Que la direction générale du Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà :

- mette de l'ordre dans ses protocoles d'urgence et de classement des patients. Les communications entre les membres du personnel doivent être revues. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà

Suivi des recommandations :

Centre hébergement et de soins de longue durée La Pietà

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-08, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 174037

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une pneumonie d'aspiration quelques jours après s'être étouffée avec un sachet de thé au Centre d'hébergement Du Fargy, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- poursuive l'application de sa recommandation de s'assurer que la clientèle présentant un déficit cognitif reçoive un cabaret sécuritaire. La directive de servir du thé infusé est particulièrement pertinente dans ce contexte. Cette recommandation doit s'appliquer à toute sa clientèle hébergée; [1];
- s'assure d'une surveillance continue par du personnel qualifié des résidents avec déficit cognitif pendant les repas. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 22 février 2017, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 22 février 2017, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 169217

Événement :

En janvier 2015, une femme de 90 ans décède d'asphyxie secondaire à une obstruction des voies respiratoires à la résidence La Belle Époque, à La Prairie.

Recommandations :

Que la Résidence La Belle Époque :

- forme le personnel à reconnaître un problème de dysphagie et à en informer l'infirmière auxiliaire et l'infirmière pour débiter rapidement une investigation, et mettre en place des mesures de prévention; [1];
- donne un rappel de formation aux préposés concernant les gestes à poser en situation d'urgence lors d'un étouffement alimentaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Résidence La Belle Époque

Suivi des recommandations :

Résidence La Belle Époque

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 174847

Événement :

Un homme de 82 ans décède d'une pneumonie consécutive à une aspiration bronchique survenue au cours d'une crise convulsive dans une résidence intermédiaire, à Rivière-Ouelle.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent :

- s'assure que tous les résidents vivants en ressources d'hébergement dans ses différentes installations ont un niveau d'intensité des soins clairement déterminé avec le patient ou son représentant légal; [1];
- s'assure que ce formulaire est accessible en tout temps au personnel offrant les soins quotidiens aux résidents; [2];

- s'assure également qu'il est bien compris de tous, car les conduites à tenir à la suite d'événements ponctuels découlent directement de la compréhension du niveau déterminé; [3];
- s'assure de plus que le document utilisé est celui recommandé par l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS); [4];
- s'assure de la présence d'un mécanisme connu des intervenants pour une révision du niveau d'intensité des soins à un moment opportun pour chacun des résidents. [5].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 174494

Événement :

Une femme de 90 ans décède d'asphyxie alimentaire au Centre d'hébergement Saint-Cyprien.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent :

- s'assure de la disponibilité des services de nutritionniste et de technicien en alimentation au Centre d'hébergement St-Cyprien; [1];
- vérifie les raisons pour lesquelles le positionnement de la tête n'avait pas encore été réalisé en mars 2016 après que le besoin ait été établi en novembre 2015, et si ce dernier n'aurait pas pu être fait beaucoup plus rapidement; [2];
- évalue, avec le formateur en réanimation cardiorespiratoire des installations du CISSS de la MRC de Rivière-du-Loup, les besoins de recertification en réanimation cardiorespiratoire et désobstruction des voies respiratoires du personnel soignant du Centre d'hébergement Saint-Cyprien. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 2016-00782

Événement :

Un homme de 79 ans décède d'une asphyxie par obstruction des voies respiratoires après s'être étouffé avec un morceau de viande à la Villa des Basques, à Trois-Pistoles.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre des infirmiers et infirmières auxiliaires du Québec :

- examinent le comportement professionnel de leur membre impliqué dans les soins d'urgence administrés à ce patient le 3 avril 2016. [1].

Que la direction générale du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas - Saint-Laurent :

- poursuive ses travaux d'encadrement et d'accompagnement afin de rehausser et de mettre aux normes les soins et services dispensés au sein de la Villa des Basques. [2].

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre des infirmiers et infirmières auxiliaires du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmiers et infirmières auxiliaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Chaleur ou froid excessif

N° de dossier : 173825

Événement :

Un homme de 66 ans décède par hypothermie dans un parc après avoir quitté sans surveillance la résidence de type familial où il demeurait, à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- évalue mieux les usagers placés dans des résidences de type familial et prenne des mesures de sécurité pour chaque usager ayant d'importants problèmes d'orientation dans le temps et l'espace, nonobstant l'historique de fugue que cet usager peut avoir. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Chutes

Avis/Dossier : 2016-01775

Événement :

Un homme de 65 ans décède d'une embolie pulmonaire plusieurs jours après avoir fait une chute au Centre hospitalier de soins de longue durée Sainte-Anne-de-Beaupré, à Beaufort.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- étudie le dossier de ce patient et s'assure que les pratiques interdisciplinaires du CHSLD Sainte-Anne-de-Beaufort soient améliorées. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

N° de dossier : 172097

Événement :

En septembre 2015, une femme de 83 ans décède d'une pneumonie d'aspiration quelques jours après avoir chuté à la Villa Les Tilleuls, à Laval.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée La Villa Les Tilleuls

- révise ce dossier et établisse, comme mesures applicables à l'avenir en cas de chute d'un bénéficiaire, que celui-ci soit vu dans les 24 heures par un médecin ou soit transporté à l'urgence de l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé, à moins d'un refus clairement exprimé par le bénéficiaire ou son représentant. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée La Villa Les Tilleuls

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée La Villa Les Tilleuls

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 175317

Événement :

Une femme de 85 ans décède d'une hypertension intracrânienne secondaire à un hématome sous-dural à la suite d'une chute de sa hauteur dans la salle de bain du Centre d'hébergement Saint-Joseph, à Drummondville.

Recommandations :

Que Les Résidences Pelletier pour le Centre d'hébergement Saint-Joseph:

- mette en place une procédure de communication avec le responsable du programme SAPA (soutien aux personnes en perte d'autonomie) du CIUSSS-MCQ concernant le Registre des incidents ou accidents qui doit être tenu en vertu de la législation applicable, dans le but de déterminer si une évaluation du risque de chute de ses résidents s'avère nécessaire et, le cas échéant, d'établir des plans d'intervention individualisés spécifiques de prévention des chutes; [1];
- installe un accoudoir, aussi appelé manchette, dans la salle de bain de chacun de ses résidents présentant des risques de chute. [2].

Organisations/personnes visées :

Les Résidences Pelletier

Suivi des recommandations :

Les Résidences Pelletier

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-29, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-12-29, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 173944

Événement :

En août 2015, un homme de 75 ans décède d'une hypoxie par atélectasie pulmonaire à la suite d'une chute survenue quelques jours auparavant à son domicile, à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- prenne des mesures pour améliorer les délais de prise en charge médicale à l'urgence de l'hôpital de Gatineau; [1];
- améliore le processus du relevé des prescriptions et des ordonnances administratives pour réduire les délais à des valeurs acceptables à l'urgence de l'hôpital de Gatineau. [2].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- reçoive ce rapport pour révision et possible inspection si jugée nécessaire par l'ordre professionnel. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-09-28, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 2016-00771

Événement :

Une femme de 91 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute accidentelle du 2e étage du Centre d'hébergement de Louvain, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- fasse, de façon rigoureuse lors d'un transfert en CHSLD à partir d'un centre hospitalier, l'échange d'informations médicales et nursing verbalement entre médecin traitant et personnel infirmier de chaque établissement en plus de la transmission papier habituelle; [1];
- s'assure, lors du transfert et de l'admission d'un patient, qu'un proche (ou toute autre personne désignée) accompagne le bénéficiaire et demeure avec lui pendant les premières heures suivant son arrivée; [2];
- s'assure qu'une mise à niveau des connaissances cliniques et des approches d'intervention thérapeutique dans les situations de délirium chez la personne souffrant de démence se fasse de façon régulière par des apprentissages et formations obligatoires à l'ensemble du personnel soignant du CHSLD; [3];
- effectue de façon systématique des inspections confirmant la sécurité des lieux (en particulier les fenêtres) pour cet établissement d'hébergement; [4];
- s'assure que le Centre d'hébergement de Louvain se soumette à une nouvelle visite d'évaluation dans les mois prochains.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

- Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.
- Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.
- Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.
- Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.
- Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Incendies

N° de dossier : 171806
171807
172044

Événement :

En juillet 2015, trois hommes décèdent d'asphyxie dans un incendie de l'immeuble de leur logement, à Drummondville.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique pour la direction de la sécurité incendie

- accorde une attention particulière à la mise en place d'un programme sur les bonnes pratiques de prévention en matière de feu de cuisson. [1].

Que la Ville de Drummondville

- révisé et actualisé son plan de mise en œuvre de son schéma de couverture de risques en incendie d'immeubles à logements; [2];
- voie à faire respecter son règlement municipal sur la présence et le fonctionnement des avertisseurs de fumée dans les immeubles d'habitation; [3];
- poursuive, avec les pompiers de la ville, la sensibilisation de la population à l'importance de débiter l'évacuation d'un immeuble en cas d'incendie. [4].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Ville de Drummondville

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-10, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ville de Drummondville

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 169705

Événement :

En mars 2015, une femme de 66 ans décède d'un choc septique consécutivement à une chute survenue quelques semaines auparavant à l'Hôpital général de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) pour l'hôpital général de Montréal :

- évalue le dossier de cette femme quant aux soins et services prodigués; [1];
- établisse, s'il n'existe pas déjà, un protocole de départ pour les patients dont l'autonomie est compromise; [2];
- veille à ce que la tenue de dossier documente adéquatement les mesures prises lors du départ d'un patient. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-24, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-11-24, l'intervenant informe la coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-11-24, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Intoxications

N° de dossier : 174221

Événement :

En février 2016, une femme de 69 ans décède d'une intoxication médicamenteuse dans un contexte de septicémie à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) pour la direction des services professionnels de l'hôpital général de Montréal :

- revoie les soins donnés à l'urgence le 17 février 2016. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 175105

Événement :

Un homme de 45 ans décède accidentellement d'une intoxication médicamenteuse à l'Hôpital de Saint-Georges.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- soumette ce dossier au comité de morbidité-mortalité du CISSS de Chaudière-Appalaches pour étude dans le but d'améliorer la prise en charge des patients qui se présentent à l'urgence ou dans une clinique médicale avec des signes de sevrage aigu aux narcotiques, de concert avec tous les intervenants concernés du réseau de la santé tels que les pharmaciens, les CLSC, les cliniques médicales et le CRDCA. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 164385

Événement :

En décembre 2013, une femme de 55 ans décède d'une anoxie cérébrale secondaire à une intoxication médicamenteuse quelques heures après avoir signé un refus de transport ambulancier, à Shawinigan.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

- revoie ce cas et procède à une mise à jour de la formation des techniciens ambulanciers paramédics dans le but d'assurer des interventions respectueuses des protocoles en vigueur en ce qui a trait à l'évaluation d'un patient quant à son aptitude à refuser un service de transport ambulancier. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 173986

Événement :

Une femme de 69 ans décède d'une intoxication mixte avec de l'alcool et des médicaments à son domicile, à Saint-Georges.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- développe un outil à l'intention du personnel d'Info-Santé afin que l'état de conscience soit valablement évalué par téléphone; [1];
- précise dans quelles circonstances le Centre antipoison du Québec devrait être contacté lors de l'application du protocole Consommation d'alcool. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-25, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-11-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

N° de dossier : 170128

Événement :

Un adolescent de 14 ans décède d'une d'intoxication au difluoroéthane, à Lévis.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne connaissance de l'analyse de la problématique concernant l'inhalation inappropriée de substances volatiles incluse au présent rapport et prenne les mesures appropriées pour contrer cette problématique. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-01-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 172028

Événement :

En août 2015, une femme de 51 ans décède d'une bronchopneumonie associée à une surdose de médicaments dans une ressource intermédiaire, à Saint-Prosper.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches en collaboration avec les responsables de la ressource intermédiaire :

- instaure un registre d'administration des médicaments indiquant le médicament administré, la date et l'heure à laquelle le médicament a été administré et le nom de la personne qui a administré le médicament. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Autres décès accidentels

N° de dossier : 173844

Événement :

Un homme de 56 ans décède d'une arythmie cardiaque à son domicile, à La Pêche.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le suivi de ce cas. [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais et la direction des services professionnels:

- essaient de comprendre pourquoi le dossier de ce patient a été pauvrement géré et apportent les modifications nécessaires. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-01-26, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-11-09, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Causes indéterminées

Décès de nature indéterminée

N° de dossier : 173117

Événement :

Une femme de 78 ans décède de cause inconnue dans son bain à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Conseil de médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôtel-Dieu du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- revoie le dossier de cette femme dans le but de se questionner sur la pertinence de s'adresser au tribunal lorsque l'inaptitude d'un patient à prendre des décisions pour lui-même a été objectivée par une évaluation en neuropsychologie et que le soutien familial est absent. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 2016-01650

Événement :

Une femme de 72 ans décède d'insuffisance hépatique et rénale aiguë à la suite d'une intoxication aux opiacés indéterminée quant à l'intention, à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais pour la direction des services professionnels:

- revoie ce dossier et apporte aux cliniciens les suggestions qu'elle jugera nécessaires. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-09, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Suicides, homicides

Suicides

Avis/Dossier : A-323909 168525

Événement :

En novembre 2014, un détenu de 62 ans décède d'une anoxie cérébrale par l'obstruction volontaire des voies respiratoires avec des morceaux de pommes à l'Établissement de détention de Sherbrooke.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- optimise les soins de réanimation comme suit:
 - en présence d'un sujet inanimé et de deux agents, un agent des services correctionnels devrait déjà débiter les manœuvres de réanimation, soit au moins le massage cardiaque;
 - la présence du moniteur défibrillateur automatique est impérative dès le début des manœuvres de réanimation. Cet équipement de réanimation prévaut sur tous les autres équipements. Comme il s'agit d'un appareil automatique, même un agent des services correctionnels devrait être en mesure d'aller le chercher et de débiter l'installation à tout le moins; [1]
- continue à bonifier son système de surveillance des personnes incarcérées à haut risque suicidaire, notamment en clarifiant ses directives en matière de surveillance (communiqués, formation des agents des services correctionnels, mécanisme de surveillance des observations, amélioration du système des caméras de visionnement). [2]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- prenne les mesures nécessaires afin que les mesures de surveillance prescrites par un médecin ou un directeur d'établissement soient appliquées. Au minimum, les consignes de l'établissement doivent être rigoureusement observées et maintenues chez une personne identifiée hautement suicidaire par un médecin ou un intervenant désigné en prévention du suicide. En tout temps, la totalité du corps et du visage de la personne incarcérée doit être visible; [3]
- prenne les mesures nécessaires afin de permettre l'hospitalisation d'une personne qui représente un risque sérieux pour elle-même. [4]

Que le Barreau du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel concernant ce cas. Le juge devrait être avisé des conditions médicales physiques et psychiatriques du prévenu qui présente un danger grave immédiat pour lui-même. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Barreau du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-06-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-06-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-06-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-06-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Barreau du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2016-07-07, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Avis/Dossier : A-185778 172023

Événement :

En août 2015, un homme de 67 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute volontaire de 6 étages, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie le dossier médical de cet homme dans le but de s'assurer d'une amélioration du suivi d'un patient avec des signes de dépression selon la situation personnelle de chaque patient; [1]
- s'assure d'un meilleur échange d'informations avec le CLSC Côte-des-Neiges lorsqu'un patient est dirigé vers cet organisme pour une analyse psychosociale; [2]
- s'assure une mise à jour des connaissances du personnel en matière de risque suicidaire; [3]
- s'assure de l'obtention du dossier médical d'un patient auprès d'un autre établissement lorsque le patient y a été traité pour un problème de dépression. [4]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2017-01-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2017-01-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2017-01-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2017-01-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

N° de dossier : 170508

Événement :

En mai 2015, une femme de 50 ans décède des suites d'une intoxication volontaire à l'insuline et à l'acide acétylsalicylique, à Mascouche.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière /Daniel Castonguay pour l'hôpital Pierre-Le Gardeur

- mette en place une procédure de priorisation des prélèvements faits en salle de réanimation afin d'accélérer l'acheminement de ceux-ci vers le laboratoire. [1];
- installe l'application et les périphériques dédiés permettant au personnel du laboratoire et de l'urgence de suivre l'évolution des analyses en temps réel. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière/Daniel Castonguay

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière/Daniel Castonguay

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 172538

Événement :

En octobre 2015, un homme de 73 ans décède volontairement d'asphyxie par compression des structures du cou à sa résidence, à Saint-Hyacinthe.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est et le Collège des médecins du Québec :

- révisent les soins prodigués à ce patient lors de sa visite à l'urgence de l'hôpital Honoré-Mercier le 3 octobre 2015. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-14, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-02-09, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-14, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-02-09, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 171718

Événement :

En août 2015, une femme de 67 ans décède d'une intoxication volontaire par médicaments à son domicile, à Bristol.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais pour le Centre de santé et des services sociaux de Pontiac :

- prenne connaissance de ce rapport et revoie la prise en charge de cette patiente, et que les correctifs soient apportés le cas échéant. [1].

Que l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport et examine la qualité de l'acte professionnel et des services dont a bénéficié cette patiente à la suite de son inscription au programme de santé mentale en février 2015 et jusqu'au moment de son décès. [2].

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- prennent connaissance de ce rapport pour soumission au comité mixte du Collège des médecins du Québec et de l'Ordre des pharmaciens du Québec à des fins d'examen, de discussion et d'élaboration d'un processus permettant à leurs membres respectifs de travailler en concertation et échangeant des informations pertinentes portant notamment sur les patients polymédicamentés, tout en respectant la confidentialité des patients. [3].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine le suivi médical dont a bénéficié cette patiente depuis sa sortie de garde en établissement en octobre 2014 jusqu'au moment de son décès. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
Collège des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-02-14, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-02-14, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2017-02-14, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 2016-00825

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'une asphyxie par pendaison dans sa résidence secondaire, à Lac-Brome.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour la direction des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame:

- revoie le dossier de ce patient avec le service de psychiatrie. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 171444

Événement :

Un homme de 27 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute volontaire du balcon de son appartement, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- amorce une réflexion quant à la gestion des dossiers des patients suicidaires de façon à impliquer davantage leur entourage. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

N° de dossier : 169386
171081
171086
171818
172855

Événement :

Une enquête publique a été ordonnée afin d'éclaircir les décès par pendaison de cinq autochtones survenus entre février et octobre 2015 sur la Côte-Nord.

Recommandations :

Que le Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam et le Gouvernement du Canada :

- voient à la création d'une ressource spécialisée en matière de crise suicidaire. Cette ressource pourrait avoir à son service du personnel spécialisé tel que des éducateurs et des intervenants formés pour répondre aux crises suicidaires, et un psychologue qui assurerait un suivi serré des personnes suicidaires. Cette ressource devra également faire de l'hébergement à court terme notamment pour permettre le « dégrisement » des personnes suicidaires intoxiquées. Cette ressource pourra également prendre en charge les personnes suicidaires lors de leur congé après hospitalisation et les héberger, le cas échéant. Le service devra être ouvert 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [6];
- assurent la mise en place et le financement de tels programmes; [7];
- priorisent l'embauche du personnel nécessaire au service de première ligne du Centre Uauitshitun pour remplir sa mission. [8].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- dirige, lorsqu'il obtient son congé, tout patient autochtone hospitalisé pour une crise suicidaire vers la ressource mise sur pied par notre recommandation

ou, à défaut, de diriger le patient vers le Centre Uauitshitun après avoir obtenu son autorisation, le cas échéant; [9];

- revoie ses politiques d'hospitalisation, de traitement et de congé après hospitalisation surtout si de nouvelles ressources sont mises sur pied; [10];
- s'assure les services d'un interprète afin de bien comprendre les besoins du patient hospitalisé et de bien se faire comprendre par celui-ci; [11];
- traduise en innu, en anglais et en naskapi les formulaires et questionnaires utilisés; [12];
- fasse signer ou tente de faire signer à toute personne autochtone hospitalisée un formulaire de consentement à transmettre toute information pertinente au Centre Uauitshitun en vue d'un suivi posthospitalisation ou, le cas échéant, à la nouvelle ressource recommandée qui recueillera dans ses services la personne dès son congé reçu. [13].

Que le Centre Uauitshitun :

- revoie le protocole d'intervention eu égard aux nouvelles ressources recommandées et, le cas échéant, de répartir l'application du protocole entre les ressources; [1]; n'ait pas de durée préétablie quant à l'application du protocole qui devra être dispensé en tout temps selon les besoins individuels; [2];
- confie à la nouvelle ressource créée l'application des niveaux 2 et 3 du protocole d'intervention en situation de crise suicidaire en assurant la disponibilité de la ressource en tout temps, c'est-à-dire 24 heures sur 24, 7 jours par semaine; [3];
- mettre en place une ligne téléphonique avec possibilité de textos et un site Internet pouvant offrir les services 24heures sur 24 et exclusifs aux personnes autochtones dans le besoin; [4];
- remettre en place en les bonifiant des programmes de thérapie ou de réadaptation axés sur des séjours prolongés en forêt ainsi que des programmes de thérapie familiale. [5].

Que les services communautaires de première ligne du Centre Uauitshitun :

- porte, lors de l'application du niveau 1 du protocole, une attention particulière aux enfants et aux adolescents touchés de près ou de loin par un suicide; [14];
- concentre ses énergies à la prévention primaire et à l'application du protocole d'intervention après un suicide (niveau1); [15];
- offre chaque année des sessions de formation et de perfectionnement pour les intervenants appelés « sentinelles, aidants naturels ou pairs aidants »; [16];
- prévoit un programme d'information et de formation s'adressant aux proches (famille et amis) d'une personne suicidaire et portant sur la consommation d'alcool et de drogues dites sociales. [17].

Que le Centre Uauitshitun , la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam et le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- négocient une nouvelle entente de collaboration permettant notamment l'échange d'informations entre les intervenants des ressources ou établissent des mécanismes permettant un meilleur échange d'informations compte tenu des obligations de confidentialité. [21].

Que la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam :

- avise, chaque fois qu'une personne est escortée à l'urgence du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord - section de Sept-Îles pour crise suicidaire ou tentative de suicide, la ressource à créer qui s'occupera des

personnes en crise suicidaire en même temps que les services sociaux du Centre Uauitshitun afin qu'un suivi soit assuré lors du séjour de la personne en centre hospitalier ou lors de sa sortie; [22];

- confie à son service de police communautaire la tâche supplémentaire de prévenir le suicide chez les jeunes lors de ses interventions. [23].

Que le Gouvernement du Canada :

- crée un centre de prévention du suicide autochtone qui pourrait offrir des services à toutes les communautés autochtones de la Côte-Nord à l'aide de répondants autochtones spécialisés en relation d'aide et parlant la langue de la personne en besoin d'aide; [18];
- s'assure de la création dudit centre de prévention du suicide autochtone et négocie les modalités et le financement avec d'autres autorités, le cas échéant; [19];
- favorise ladite entente entre les différentes bandes de la Côte-Nord et réponde favorablement aux différentes demandes de financement supplémentaire que lesdites ententes pourraient occasionner. [20].

Que le Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam :

- conclue des ententes de collaboration et de service avec les conseils de bande des autres communautés autochtones de la Côte-Nord afin que tout autochtone puisse bénéficier du service de la nouvelle ressource recommandée; [24];
- dote chaque école de la réserve d'un ou d'une éducatrice spécialisée ayant, entre autres, pour tâche de prévenir le suicide chez les jeunes, de former et de coordonner les équipes de sentinelles et d'intervenir lors de crises suicidaires; [25];
- adopte une politique quant à la consommation d'alcool et de drogues sur son territoire. [26].

Que le Centre Uauitshitun , le Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam et le Gouvernement du Canada :

- déploient de nouvelles ressources spécialisées qui auront pour tâche d'utiliser les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter pour identifier les jeunes à risque de suicide et pour mieux procéder à des programmes de prévention. [30].

Que le Ministère de la Sécurité publique et le Ministère Sécurité publique Canada :

- procèdent avec les autres ressources concernées, telles la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et la Sûreté du Québec, à la création d'une escouade régionale mixte incluant le Service de police autochtone d'Uashat Mak ManiUtenam pour lutter contre le commerce de stupéfiants sur la Côte-Nord; [27];
- accordent à la nation naskapie de Kawawachikamach tout le soutien requis à cette fin. [28].

Que le Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam et la Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam , en collaboration avec le Ministère de la Sécurité publique :

- fassent en sorte que les policiers de la réserve reçoivent des formations adaptées et pertinentes pour mieux intervenir lors de crises suicidaires. [29].

Que le Centre Uauitshitun et le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- concluent une entente prévoyant des mesures rapides d'accès à une consultation médicale et aux traitements médicamenteux, s'il y a lieu, lors

d'une crise provoquée par le suicide d'un membre de la communauté ou d'un proche. [31].

Que le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - Côte-Nord :

- transmette toujours les informations à la victime de personne à personne et évite les communications téléphoniques ou par courriel surtout lorsqu'il s'agit d'informations dites « sensibles »; [32];
- obtienne le plus d'informations possible sur la personne victime d'acte criminel afin de mieux connaître les risques de suicide chez cette personne; [33];
- fasse signer à la victime d'acte criminel qui le consulte une autorisation de communication d'informations entre elle et le Centre Uauitshitun ou entre elle et le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord - section de Sept-Îles, particulièrement la psychiatrie, le cas échéant; [34];
- s'assure que ses points de service, là où il y a des communautés autochtones, se dotent d'intervenants pouvant parler la langue des bénéficiaires autochtones. [35].

Que le CLSC Naskapi :

- procède à la construction ou à l'installation, à l'intérieur du CLSC, d'une pièce insonorisée et sécuritaire permettant l'hébergement de personnes en situation de crise ou en besoin de dégrisement lors d'une intoxication. [36].

Que la Nation Naskapi de Kawawachikamach :

- mette sur pied une ressource capable de répondre aux besoins des personnes éprouvant des problèmes de santé mentale ou de dépendance et de procéder à l'embauche du personnel nécessaire; [37];
- prenne les mesures nécessaires pour que son service de police soit en activité 24 heures par jour, 7 jours par semaine. [38].

Que le Gouvernement du Québec : Gouvernement du Canada collabore avec le

- créent une telle ressource anglophone régionale qui pourrait donner des services d'hébergement et de traitement des dépendances à toute clientèle autochtone anglophone (Cris, Naskapis, Inuits et Micmacs); [39];
- fassent en sorte que la nation naskapie de Kawawachikamach soit dotée d'un service de police 24 heures par jour, 7 jours par semaine. [40].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- négocie avec la nation naskapie les modalités de financement de la ressource ci-haut mentionnée. [41].

Organisations/personnes visées :

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam
Gouvernement du Canada
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
Centre Uauitshitun
Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
Ministère de la Sécurité publique
Ministère Sécurité publique Canada
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - Côte-Nord
CLSC Naskapi
Nation Naskapi de Kawawachikamach
Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 15, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 16, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 17, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 18, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 19, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 20, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 21, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 22, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 23, aucune réponse reçue.

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 24, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 25, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 26, aucune réponse reçue.

Ministère de la sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 27, aucune réponse reçue.

Ministère Sécurité publique Canada

Concernant la recommandation numéro 27, aucune réponse reçue.

Ministère de la sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 28, aucune réponse reçue.

Ministère Sécurité publique Canada

Concernant la recommandation numéro 28, aucune réponse reçue.

Ministère de la sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 29, aucune réponse reçue.

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 29, aucune réponse reçue.

Sécurité publique d'Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 29, aucune réponse reçue.

Conseil de bande de Uashat Mak Mani-Utenam

Concernant la recommandation numéro 30, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 30, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 30, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 30, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 30, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 30, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 31, aucune réponse reçue.

Centre Uauitshitun

Concernant la recommandation numéro 31, aucune réponse reçue.

Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 32, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 33, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 34, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 35, aucune réponse reçue.

CLSC Naskapi

Concernant la recommandation numéro 36, aucune réponse reçue.

Nation Naskapi de Kawawachikamach

Concernant la recommandation numéro 37, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 38, aucune réponse reçue.

Gouvernement du Québec

Concernant la recommandation numéro 39, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 39, en date du 2017-01-27, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 39, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 39, en date du 2017-01-27, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Gouvernement du Québec

Concernant la recommandation numéro 40, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 40, en date du 2017-01-27, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Gouvernement du Canada

Concernant la recommandation numéro 40, en date du 2017-01-25, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 40, en date du 2017-01-27, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la santé et des services sociaux

Concernant la recommandation numéro 41, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 165286

Événement :

En mars 2014, une femme âgée de 46 ans et enceinte de 7 mois décède d'asphyxie à la suite d'une pendaison à son domicile, à Rouyn-Noranda.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue pour le CSSS de Rouyn-Noranda :

- évalue la qualité de l'acte médical concernant les événements qui ont mené au décès de cette femme et mette en place, si jugé approprié et pertinent, des mesures permettant d'améliorer l'identification des maladies psychiatriques durant le suivi de grossesse. [1].

Que le Collège des médecins du Québec

- fasse un suivi de l'évaluation de la qualité de l'acte médical, considérant qu'un suicide maternel durant la grossesse constitue un événement sentinelle significatif qui mérite une attention particulière. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-12-01, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-08-15, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 163456

Événement :

Une enquête publique porte une femme de 58 ans décédée en octobre 2013 d'asphyxie par pendaison dans une salle de bain lors de son hospitalisation en psychiatrie au centre hospitalier Sainte-Marie, à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- analyse tous les outils et équipements à la disposition des patients des unités de psychiatrie et fasse en sorte qu'un patient ne puisse utiliser une pièce d'équipement de cette unité afin de mettre fin à ses jours; [1];
- contrôle régulièrement la sécurité de l'unité de psychiatrie et tout le matériel qui s'y trouve selon un calendrier prédéterminé afin d'éliminer les risques d'un incident malheureux à l'unité; [2];
- exige que tout le personnel de l'unité de psychiatrie, qu'il occupe un poste permanent ou à temps partiel ou qu'il effectue un remplacement, possède une formation minimale en psychiatrie et ait une connaissance des outils mis à sa disposition pour bien effectuer son travail. [3].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne connaissance du présent rapport; [4];
- transmette ce rapport à tous les directeurs des services professionnels des établissements hospitaliers québécois; [5];
- demande à ces derniers de vérifier l'aménagement de leur département de psychiatrie et du matériel qui y est utilisé afin que celui-ci soit sécuritaire. [6].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-17, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-10-17, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-10-17, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2016-09-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2016-09-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2016-09-12, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 172491

Événement :

En octobre 2015, un homme de 39 ans décède d'asphyxie par compression des structures du cou au Centre de santé et de services sociaux Antoine-Labelle, à Rivière-Rouge.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides pour le CSSS Antoine-Labelle :

- organise physiquement l'aire de travail de l'unité de réadaptation du 4e sud afin de permettre la fouille systématique de tous les clients à leur retour de sortie; [1];
- donne une meilleure formation au personnel afin que celui-ci soit plus en mesure d'intervenir adéquatement. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

N° de dossier : 172387

Événement :

Une femme de 32 ans décède d'une intoxication polymédicamenteuse volontaire à son domicile, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens:

- examine la qualité des soins psychiatriques prodigués à cette femme. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour la direction des soins infirmiers :

- examine la qualité des soins infirmiers prodigués à cette femme, en particulier lors de l'appel du 21 septembre 2015. [2].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour le département de psychiatrie et la direction des services professionnels :

- envisage, tel que recommandé dans le rapport de l'UETMIS-IUSMQ, l'instauration d'un suivi systématisé du risque suicidaire et la centralisation de ces renseignements au dossier médical, idéalement dans le DSQ, accessible aux pharmaciens communautaires. [3].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour le DSP :

- recommande à ses membres, en particulier les psychiatres, de communiquer aux pharmaciens communautaires la présence d'un risque suicidaire significatif lorsqu'autorisé par les patients. [4].

Que l'Ordre des psychologues du Québec :

- examine la qualité du suivi psychologique prodigué à cette femme, en particulier en regard des antécédents de tentative de suicide et lors de la cessation du suivi. [5].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- rappelle à ses membres pharmaciens en officine l'importance d'éviter le potentiel d'accumulation de médicaments, en particulier pour la clientèle atteinte de problèmes de santé mentale, en étant par exemple vigilants sur les quantités servies et le retour des quantités non utilisées lors de modification de prescription. [6].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
Ordre des psychologues du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-12-21, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-12-21, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-12-21, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2016-12-21, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ordre des psychologues du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2016-11-24, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2017-02-14, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Homicides

N° de dossier : 156216

Événement :

En février 2012, un homme de 23 ans décède d'un traumatisme abdominal secondaire au passage d'un projectile d'arme à feu lors d'une intervention policière, à Saguenay.

Recommandations :

Que la Sécurité publique de la Ville de Saguenay :

- implante l'arme intermédiaire à impulsion électrique de type « teaser » sur l'ensemble de son territoire. [1].

Organisations/personnes visées :

Ville de Saguenay

Suivi des recommandations :

Ville de Saguenay

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Causes naturelles

Décès naturels

Avis/Dossier : A-328909 172138

Événement :

En septembre 2015, un homme de 26 ans décède d'une défaillance cardiaque à la résidence Espace Bellechasse, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure que l'Espace Bellechasse offre à ses bénéficiaires les moyens de communication adéquates et un meilleur encadrement de son personnel; [1]
- exerce un contrôle soutenu de l'Espace Bellechasse qui ne semble pas rencontrer les normes souhaitables du Ministère. [2]

Organisation/personne visée :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-10-31, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2016-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-183235 165153

Événement :

En février 2014, un bébé d'un mois décède à son domicile d'une bronchopneumonie bilatérale non diagnostiquée, à Puvirnituq.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Inuulitsivik :

- revoie ce cas et procède à une mise à jour de la formation de son personnel infirmier impliqué dans le suivi postnatal des nouveau-nés. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé Inuulitsivik

Suivi de la recommandation :

Centre de santé Inuulitsivik

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-03, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-328975 173826

Événement :

En janvier 2016, une femme de 68 ans décède d'un infarctus du myocarde à l'Institut de cardiologie de Montréal.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels de l'Institut de Cardiologie de Montréal :

- précise les lignes directrices de transfert à l'Institut de cardiologie de Montréal. [1]

Organisation/personne visée :

Institut de Cardiologie de Montréal (ICM)

Suivi de la recommandation :

Institut de Cardiologie de Montréal (ICM)

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-06-28, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-04-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-321047 172759

Événement :

En octobre 2015, une femme de 46 ans décède d'une péritonite consécutive à une occlusion intestinale dans une famille d'accueil, à Saint-Georges-de-Beauce.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- soumette le dossier au comité d'évaluation de l'acte médicale. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2017-03-07, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-184567 169286

Événement :

En février 2015, un homme de 28 ans décède de cause médicale indéterminée à son domicile, à Québec.

Recommandations :

Que la direction médicale nationale des services préhospitaliers d'urgence du ministère de la Santé et des Services sociaux :

- mette en place un protocole indiquant l'obligation pour les techniciens ambulanciers d'émettre un avis immédiat à la centrale de communication santé dès le premier signe de défectuosité d'un moniteur défibrillateur afin que ladite centrale mette en route la ressource la plus près possédant un défibrillateur externe automatique (DEA) ou un défibrillateur semi-automatique (MDSA). [1]

Que la Ville de Québec :

- équipe de défibrillateurs externes automatiques (DEA) son service de police puisque ce dernier est susceptible de collaborer avec les services ambulanciers à une intervention médicale d'urgence. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ville de Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2017-03-07, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2017-06-08, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis/Dossier : A-330845

172443

Événement :

En septembre 2015, un homme de 51 ans, atteint de dysphagie, décède d'asphyxie consécutivement à une obstruction des voies respiratoires après avoir reçu de la nourriture inappropriée à sa condition, à Salaberry-de-Valleyfield.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- mette en place les mesures suivantes dans chacune des cuisines des unités de soins de chacun de ses CHSLD fournissant de la nourriture aux patients par du personnel autre qu'une diététiste et n'étant pas préparée et identifiée au nom du patient par le service alimentaire:
- identifier clairement la diète de chaque patient dans la cuisine de l'unité de soins en précisant la texture des aliments prescrite et le type de supervision requis lors du repas;
- mettre à jour l'indication de la diète de chaque patient dans la cuisine de l'unité dès qu'il y a une modification concernant la texture ou le type de supervision requis lors du repas. [1]

Organisation/personne visée :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-07-25, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2016-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : 174078

Événement :

En février 2016, une femme de 75 ans décède d'un syndrome coronarien aigu à l'Institut thoracique de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital de Lakeshore :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises au moment du transfert de cette patiente de l'Hôpital général du Lakeshore et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- procède à l'analyse de la situation survenue lors du transfert de cette patiente à l'Institut thoracique de Montréal et prenne les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-09-16, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 172900

Événement :

En novembre 2015, une femme de 27 ans décède d'une insuffisance cardiaque consécutivement à une cardiomyopathie pendant un accouchement à l'Hôpital Saint-Luc, à Montréal.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Saint-Luc du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal et le Collège des médecins du Québec :

- fassent une révision exhaustive du dossier de cette femme pour éviter un autre décès d'une mère lors d'un accouchement. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-18, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-01, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-18, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 172356

Événement :

Un homme de 50 ans décède d'une insuffisance respiratoire consécutive à une dégradation progressive d'un syndrome restrictif au Centre d'hébergement Saint-Augustin, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

- accueille favorablement la recommandation de l'installation CHSLD St-Augustin de diminuer les ratios de patients par infirmière selon les normes reconnues; [1];
- offre des formations et des outils aux infirmières par rapport au calcul d'une dose à partir d'une concentration. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-28, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-11-28, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 169006

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'un état de choc consécutivement à une gastro-entérite possible dans un contexte d'insuffisance surrénalienne à son domicile, à Granby.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à ce patient à partir de son hospitalisation de septembre 2014 jusqu'à son décès. [1].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke pour le centre hospitalier de Granby:

- révisé les procédures de transmission de valeurs critiques de laboratoire aux personnes concernées, et ce, dans un délai le plus court possible; [2];
- s'assure que tous les médecins du centre hospitalier font un suivi adéquat des résultats de laboratoire. [3].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-09-27, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 2016-01886

Événement :

Une femme de 44 ans décède d'une encéphalopathie anoxique secondaire à une crise d'épilepsie prolongée à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- s'assure que la politique de déplacement des usagers du réseau de la santé et des services sociaux de son territoire est respectée par les techniciens ambulanciers paramédics en ce qui a trait aux corridors de service visant à se rendre dans le centre receveur le plus près et le plus approprié selon la condition médicale nécessitant leur intervention. [1].

Que la Direction des services préhospitaliers d'urgence du Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- explore la possibilité de développer un protocole de traitement des crises d'épilepsie tonico-clonique généralisée prolongées avec une dose sécuritaire d'un médicament reconnu efficace selon un contexte clinique bien précis s'adressant à des patients ayant des antécédents connus d'épilepsie. [2].

Que le comité des services préhospitaliers d'urgence du Collège des médecins du Québec :

- évalue la pertinence d'un traitement anticonvulsivant en milieu préhospitalier. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 12 février 2017, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 25 novembre 2016, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 172705

Événement :

Un homme de 73 ans décède d'un arrêt cardiaque secondaire à un trouble du rythme dans un contexte d'une hémodialyse, au Centre hospitalier de Hull.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- reçoive une copie de ce rapport et examine la prise en charge de ce patient et que les correctifs soient apportés le cas échéant. [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais pour le Centre hospitalier de Hull :

- revoie la prise en charge de ce patient du 16 au 20 octobre 2015 et que les correctifs soient apportés le cas échéant. [2].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié ce patient le 19 octobre 2015 par le personnel infirmier responsable au département de néphrologie. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 166711

Événement :

Une femme de 83 ans décède à son domicile d'une péritonite aiguë à la suite d'une subocclusion intestinale non traitée, à Québec.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- révisé la qualité de l'acte médical relativement aux soins prodigués à cette femme à l'urgence de l'Institut de cardiologie et de pneumologie de Québec du 1er juillet au 2 juillet 2014; [1];
- révisé la qualité de l'acte médical du suivi à domicile reçu les 2 et 3 juillet 2014. [2].

Que l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec :

- révisé la qualité de l'acte médical relativement aux soins prodigués à cette femme à l'urgence de son établissement du 1er juillet au 2 juillet 2014. [3].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- s'assure de réviser ce dossier avec les ambulanciers impliqués afin de corriger les lacunes rencontrées dans leur pratique professionnelle et de s'assurer à l'avenir d'interventions adéquates de leur part, et de l'ensemble des équipes ambulancières, en présence d'un patient inapte à consentir à des soins. [4].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-01-05, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2016-12-20, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 1^{er} mars 2017, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 174208

Évènement :

Un homme de 59 ans décède d'un œdème sévère aux poumons au volant de son véhicule sur la rue Hains, à Drummondville.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- déploie des efforts supplémentaires relativement au dépistage des conducteurs à risque médical âgés de moins de 75 ans; [1];
- diffuse dans les meilleurs délais un programme de sensibilisation auprès de sa clientèle afin de démontrer l'importance de déclarer tout problème de santé pouvant affecter la conduite sécuritaire d'un véhicule routier. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-12-06, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-12-06, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

N° de dossier : 171713

Évènement :

Un homme de 42 ans décède d'une embolie pulmonaire à l'Hôpital de Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides pour le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital d'Argenteuil :

- examine le dossier de ce patient afin d'analyser les actes médicaux posés le 4 août 2015 et, s'il y a lieu, fasse au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 173780

Évènements :

Un homme de 73 ans décède d'une rupture d'anévrisme de l'aorte abdominale à l'Hôpital Royal Victoria du Centre universitaire de santé McGill, à Montréal, après avoir été transféré du Centre hospitalier de St. Mary.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure du respect des normes de triage énoncées dans l'Échelle canadienne de triage et de gravité pour les départements d'urgence; [1];
- statue sur l'offre de services en chirurgie vasculaire à son installation du Centre hospitalier de St. Mary après s'être assuré que les conditions énumérées à la section 6.3 sont présentes et après avoir consigné la nouvelle offre de services ainsi que les nouvelles règles de fonctionnement au sein d'une planification rigoureuse et d'ententes interétablissements explicites; [2];
- s'assure d'avoir consulté tous les intervenants et tous les partenaires concernés par la réorganisation de ses services de chirurgie vasculaire au Centre hospitalier de St. Mary au cours de son processus de planification puis d'informer officiellement tous ses intervenants et partenaires de l'orientation retenue avant de procéder aux changements; [3];
- s'assure que toutes les révisions ou les développements d'offres de services cliniques fassent l'objet des mesures ci-haut mentionnées. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 168290

Événement :

En novembre 2014, un homme de 72 ans décède d'un infarctus du myocarde le lendemain d'une consultation médicale, à Rouyn-Noranda.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue pour le comité de l'évaluation de la qualité de l'acte du Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda :

- évalue la qualité de l'acte dans ce dossier et apporte les modifications appropriées à l'organisation des soins afin de respecter les plus hauts standards de pratique dans la prise en charge des douleurs thoraciques. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-12-01, l'intervenant informe la coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 169411

Événement :

Une femme de 76 ans décède d'une pancréatite aiguë à l'hôpital de Rouyn-Noranda.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- fasse réviser le dossier par l'équipe traitante de l'unité de réadaptation du centre de soins de longue durée du CSSS de Rouyn-Noranda dans le but d'améliorer l'identification, la prise en charge et le traitement de conditions médicales aiguës qui nécessitent des soins qui peuvent survenir durant un séjour dans leur unité. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 2016-00870

Évènements :

Un homme de 65 ans décède à son domicile d'une broncho-pneumonie bilatérale le lendemain de sa sortie de l'hôpital Fleurimont, à Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- examinent la qualité des soins prodigués à ce patient après son hospitalisation du 15 juin 2016. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-23, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-11-23, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

N° de dossier : 172493

Évènement :

En octobre 2015, un homme de 66 ans décède d'une décompensation cardiaque secondaire à une maladie pulmonaire obstructive surinfectée à son domicile, à Longueuil, quelques heures après avoir consulté à l'hôpital Charles-LeMoyne.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre pour le comité de l'évaluation de l'acte médical de l'hôpital Charles LeMoyne

- révisé la prise en charge de ce patient les 1 et 2 octobre 2015. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-08-09, l'intervenant informe la coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

N° de dossier : 168089

Évènement :

En octobre 2014, une femme de 59 ans décède d'une péritonite fécale secondaire à une perforation d'un diverticule à la Résidence des Sapins, à Saint-Félicien.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- identifie clairement les situations où le répondant d'un usager hébergé dans sa ressource doit être avisé, en prévoyant notamment la situation où l'état général de l'usager se détériore. [1];

- avise tous ses employés travaillant dans ses ressources qu'ils peuvent faire appel aux services d'urgence (911, ambulanciers, etc.) sans avoir à obtenir le consentement préalable de la personne-cadre de garde, celle-ci devant être avisée après, et voie au respect de ces instructions. [2];
- revoie l'exigence d'être un gestionnaire clinique en poste depuis plus d'un an pour être une personne-cadre de garde de sa ressource, notamment en augmentant cette durée de plusieurs années. [3];
- avise les personnes-cadres de garde de ses ressources de remplir leur rapport de garde de façon complète, exacte et détaillée même si ces informations peuvent désavantager leur employeur, et voie au respect de ces instructions. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, l'intervenant informe la coroner qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, l'intervenant informe la coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

N° de dossier : 171243

Événement :

Un homme de 45 ans décède d'une arythmie maligne dans la famille d'accueil où il réside, à Roberval.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- émette une directive à l'ensemble des résidences d'accueil sous sa supervision, mais particulièrement à celles hébergeant une personne épileptique, à l'effet qu'une supervision visuelle constante doit être effectuée lorsqu'une personne épileptique prend un bain ou, à défaut d'une telle supervision, que l'usage du bain soit interdit et que la douche soit plutôt utilisée avec une supervision moins intrusive mais toujours constante; [1];
- voie à l'application et au respect d'une telle directive. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2016-10-04, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2016-10-04, la coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

N° de dossier : 174057

Événement :

Une femme de 88 ans décède d'un syndrome coronarien aigu massif à la résidence Manoir Point du Jour, à L'Assomption.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- procède à la révision des procédures en vigueur au Manoir Point du Jour de L'Assomption afin de s'assurer que cet établissement rencontre toujours les exigences liées à sa certification et notamment que les normes de sécurité sont respectées. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.
